07

Publication de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

Courrier International

Troisième époque mars 2012 - année 3



Quatrième Internationale

En défense du socialisme et de la construction d´une direction révolutionnaire internationale

Courrier International

No 07 - Mars 2012

Présentation



Cette nouvelle édition de Courrier International est la première au cours de l'année où la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI) célèbre le 30e anniversaire de sa fondation, qui a eu lieu à Bogota (Colombie) en janvier 1982. Elle a donc un caractère spécial et la couverture et une grande partie de son contenu sont consacrées au rappel de cette date et à la trajectoire du courant moréniste, sans oublier sa réalité actuelle et celle de quelques-unes de ses sections

Tout d'abord, nous présentons la campagne que la LIT-QI développera tout au long de cette année (en fait, elle est déjà en marche), avec des rassemblements, des débats et des conférences dans divers pays, ainsi que toute une gamme de publications, y compris un kit de deux livres, consacrés à la Conférence de 1982 et au premier Congrès de 1985. Une section spéciale permanente de son site web abordera, dans le cadre d'évènements historiques tels que la Révolution bolivienne (1952), la Révolution des Œillets au Portugal (1974), la guerre des Malouines (1982), etc., les positions et la participation du courant moréniste dans ceux-ci.

Deuxièmement, nous publions un bref historique de notre courant et de la LIT-QI, depuis son origine en 1944 en Argentine. Il situe ce courant comme une continuité de la longue bataille de Marx, Engels, Lénine, Trotsky et d'autres, pour élaborer un programme socialiste révolutionnaire et construire une direction en mesure de le mettre en œuvre.

La brigade Simon Bolivar s'est constituée en 1979 sous l'impulsion de la Fraction bolchevik et du PST colombien pour combattre aux côtés du FSLN contre la dictature d'Anastasio Somoza au Nicaragua.



L'article sur la reconstruction de la Quatrième Internationale analyse les principaux piliers de ce programme, ainsi que la conception politique et organisationnelle du parti et de l'Internationale que nous prenons de Lénine. Nous cherchons surtout un dialogue et une discussion avec la nouvelle génération de combattants qui, dans diverses régions du monde, sont les protagonistes des processus actuels et cherchent une référence pour cette lutte.

Dans la partie consacrée à l'actualité, nous analysons comment l'économie mondiale ralentit et comment cela cadre dans la crise économique internationale ouverte en 2007 et se combine avec les processus politiques et de la lutte des classes, en particulier en Europe et aux Etats-Unis. Ensuite, un article sur la guerre civile en Syrie – le point culminant du processus révolutionnaire en cours en Afrique du Nord et au Moyen-Orient – aborde de nouveau la controverse avec les secteurs proches de Castro et de Chavez et les trotskystes qui en nient son caractère révolutionnaire et la présentent avant tout comme un « complot » de l'impérialisme.

Un autre article est consacré à l'occupation urbaine du Pinheirinho au Brésil, dont l'expulsion violente eut une répercussion dans le monde entier et engendra une vaste campagne de solidarité. L'évènement y est abordé dans le cadre d'une question programmatique et politique d'une grande actualité : la lutte pour le logement abordable, contre le business immobilier de la bourgeoisie.

Enfin, cette édition contient du matériel consacré à l'histoire et au présent de trois partis de la LIT-QI : le PdAC de l'Italie, le PT du Paraguay, et en particulier la nouvelle section portugaise, le Mouvement Alternative Socialiste (MAS), issu du courant Ruptura/FER quand celui-ci a quitté le Bloc de gauche.

L'éditeur

L'économie mondiale ralentit

L'impérialisme craint une nouvelle récession

Alejandro Iturbe

Toutes les agences internationales de l'impérialisme sont d'accord que l'économie mondiale se ralentit depuis le troisième trimestre de 2011 ; elles prédisent que ce ralentissement s'accentuera en 2012 et elles avancent l'hypothèse du début d'une nouvelle récession modérée.

Par exemple, selon le dernier rapport annuel de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), « *la reprise économique mondiale est en perte de vitesse, laissant la zone euro dans une légère récession et les Etats-Unis dans le risque de suivre le même chemin* ». La prévision de la Banque mondiale va dans le même sens (« *Le monde peut tomber dans une récession aussi grave que celle de 2008-2009, voir plus grave.* »), tout comme celle du FMI et de la CNUCED, à quelques chiffres près.

La situation touchera au moins 2012 et 2013. Pour 2012, l'OCDE prévoit une croissance globale d'environ 3 % (contre 3,8 % en 2011). La Banque mondiale réduit ce chiffre à 2,5 %. Autrement dit, les chiffres globaux ne sont pas « catastrophiques » mais ils ne sont pas « bons » et ils présagent une dynamique dangereuse pour l'impérialisme.

Des situations diverses

La situation est toutefois différente selon les pays et les régions. L'ensemble des principales puissances impérialistes se situe en-dessous de la moyenne mondiale. Mais alors que l'UE et la zone euro sont désormais officiellement en récession (la croissance pour 2012 étant estimée à +0,2 %), l'économie étasunienne parvient à éviter la récession, dans le cadre de la continuité d'une « croissance anémique » (estimé à +2 % pour 2012).

Les économies de la Chine et de l'Inde sont toujours les plus dynamiques de l'économie mondiale (respectivement +9,2 % et +7,8 % en 2011) et elles entraînent des pays d'Amérique latine. Mais le « secteur émergent » commence également à participer au ralentissement mondial : plusieurs pays montrent déjà des signes de ralentissement, en particulier en Amérique latine (ce que l'on appelle un « atterrissage en douceur »).

Cette combinaison donne lieu à **une stagnation de l'économie mondiale dans son ensemble**. Et elle ouvre la possibilité future de tomber dans la récession, si les facteurs politiques et économiques s'aggravent.

En même temps, la Banque mondiale indique deux éléments qui pourraient accélérer et aggraver la situation. D'une part, il s'avère plus difficile pour les pays en développement (avec la Chine en tête) de continuer à compenser partiellement, comme un « moteur d'appoint », la récession ou la stagnation dans les pays impérialistes. D'autre part, la capacité des gouvernements impérialistes d'intervenir dans le processus (à travers



Avec la crise de la dette, la crise bancaire et les luttes populaires, la situation de l'euro devient de plus en plus critique.

Cette édition en langue française est la traduction de *Correo Internacional*, la publication centrale de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (www.litci.org).
3 EUR
Ed. resp. selon la législation belge : J.Talpe - rue de l'Elan 73 - 1170 Bxl.

les **paquets de mesures d'austérité de grande envergure**) est beaucoup plus réduite qu'il y a trois ans.

Ces perspectives sont formulées avec l'hypothèse que 2012 sera une « année calme ». Le rapport de l'OCDE sonne l'alerte qu'un « *événement négatif majeur* » dans la zone euro peut avoir des conséquences « *désastreuses* » pour l'économie mondiale et peut laisser l'ensemble des pays riches, y compris les Etats-Unis et le Japon, en récession, entraînant les autres pays bien plus profondément.

Quelques éléments essentiels

Afin de mieux comprendre la conjoncture, nous devons nous référer à **quelques éléments clés** dans l'analyse. Il y a, tout d'abord, **la relation réciproque profonde entre les différents pays et régions dans la dynamique de l'économie**. Plus précisément, ce qui se passe en Europe est essentiel, surtout s'il y a « *un événement négatif majeur dans la zone euro* ». Il est clair, par exemple, que la situation européenne est l'un des éléments clés qui empêchent une plus grande reprise de l'économie étasunienne, au-delà de la crise politique dans ce pays. A part les facteurs politiques, il y a également l'incidence du volume des échanges entre les deux régions et le poids important des investissements productifs et financiers étasuniens en Europe. Il n'y a pas de doute que, pour la bourgeoisie étasunienne, l'instabilité européenne est un facteur clé qui porte atteinte à sa confiance pour investir dans son propre pays et dans le monde.

Dans ce contexte, il faut signaler **l'interrelation profonde et l'influence réciproque entre la crise économique et les processus et les crises politiques**, que celles-ci soient causées (ou accentuées) par la lutte des classes ou par des frictions inter-bourgeoises. Dans le cas des Etats-Unis, l'influence exercée sur une reprise économique par la crise de l'administration Obama et l'affaiblissement du régime, suite aux confrontations avec le Congrès, ne laisse pas de doute. Dans le cas européen – suite à la crise économique, les luttes et les frictions inter-bourgeoises – quatre gouvernements extrêmement affaiblis, ceux de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie et de la Grèce, ont déjà été limogés, ce qui accentue encore le climat d'instabilité politique générale sur le continent.

Parmi les facteurs politiques qui sapent la confiance des investisseurs, il faut souligner aussi un autre d'une grande importance : **le processus révolutionnaire en cours en Afrique du Nord et au Moyen-Orient**, à cause de l'instabilité politique générée dans une zone clé du monde et de son impact sur un élément essentiel de l'économie, le prix du pétrole.



Les travailleurs grecs continuent à se battre vigoureusement contre les plans d'ajustement féroces.

Deuxièmement, il est de plus en plus clair que **c'est la bourgeoisie financière qui détient la domination et le contrôle sur les Etats impérialistes (et sur les superstructures internationales comme l'UE)**, et sa principale préoccupation est de « sauver » les banques et le système financier, quel que soit le coût. Nous allons analyser cela plus en profondeur concernant l'Europe, où les gouvernements récents de la Grèce et de l'Italie sont constitués directement par les banques, court-circuitant l'ensemble du système démocratique bourgeois.

Troisièmement, il y a le fait que **la bourgeoisie impérialiste étasunienne maintienne et renforce son hégémonie dans le système financier mondial, alors que l'européenne régresse, dans le cadre de sa crise beaucoup plus profonde**. Cela se manifeste, d'une part, dans le poids croissant du FMI dans les « solutions » à la crise européenne. D'autre part, comme une expression politique de cette réalité, trois hommes qui jouent maintenant un rôle central dans les pays ou dans les institutions européens – Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne, Mario Monti, l'actuel Premier ministre italien, et Lucas Papademos, le Premier ministre grec – occupèrent des postes très élevés dans le réseau financier de la banque *Goldman Sachs* en Europe.

Bref, **nous sommes dans une situation générale de stagnation**, avec l'Europe dans une situation beaucoup plus difficile et où la situation peut s'aggraver rapidement si les évènements s'y précipitent.

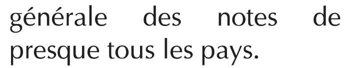
Un autre point d'interrogation – rarement analysé dans les rapports des organisations internationales – concerne **l'économie chinoise : pour combien de temps et dans quelle mesure cette économique maintiendra-t-elle sa croissance sur la base des interventions de l'Etat et du crédit bon-marché**, étant donné, d'une part, la diminution des investissements étrangers et des exportations, et d'autre part, l'inflation et les augmentations de salaire obtenues par les grèves et qui érodent leurs coûts comparatifs très faibles ?

L'Europe en descente

L'Europe est toujours le maillon le plus faible des centres impérialistes. L'UE et la zone euro furent déjà déclarées en récession, avec un ralentissement manifeste depuis le troisième trimestre de 2011. Bien sûr, la situation présente des inégalités selon les pays. L'Allemagne a eu une croissance de 3 % l'an dernier, l'Espagne à peine plus de 0 %, et la Grèce et le Portugal ont des valeurs négatives. Mais l'économie allemande elle-même se ralentit. On y prévoit une croissance de 0 % au quatrième trimestre de 2011. Pour 2012, l'OCDE prévoit une avance globale de seulement 0,3 % et le FMI publie des prévisions beaucoup plus sombres pour l'Espagne (-1,7 %) et l'Italie (-2,2 %).

En Europe se vérifierait l'hypothèse du **« double dip », une double « baisse » représentée par la lettre W**, avec une période de forte récession en 2008-2009, une reprise très fragile





en 2010-2011 (qui a déjà commencé à se ralentir au dernier trimestre de 2011) et une nouvelle récession en 2012-2013, pour le moment de caractère « modéré ».

Dans le cadre de la crise mondiale, quelques-unes des contradictions inhérentes à la mise en œuvre de l'UE et de la zone euro – principalement la monnaie commune sans unification des pays, la grande inégalité de développement et de productivité de ses membres, et la nécessité d'attaquer les acquis sociaux et ceux des travailleurs – atteignent maintenant une limite presque insurmontable.

Nous allons analyser ici la combinaison de deux crises : **celle de la dette des pays** (que nous avons déjà analysé dans un article de *Courrier international* nº 6) et **la crise du système bancaire et financier du continent**.

La crise des dettes souveraines

La crise de la « dette souveraine » a commencé dans les petits pays (la Grèce, l'Irlande, le Portugal), mais elle touche maintenant déjà des pays plus importants comme l'Espagne et l'Italie. Un « cercle vicieux » s'est installé dans ces pays : l'impossibilité ou la grande difficulté du payement-ajustement-refinancement de la dette, sa croissance et son coût plus élevé, suivi d'une nouvelle crise de paiement, maintenant dans une situation bien pire dans le pays. La Grèce est le grand exemple de cela. (Le porte-parole parlementaire du parti d'Angela Merkel a déclaré dans une interview que « *la Grèce ne sera jamais en mesure de payer ses dettes* »). Le Portugal et l'Irlande évoluent dans le même sens. Et la menace s'étend à des pays comme l'Italie et l'Espagne, respectivement la 3e et la 4e économie de la zone euro et qui, ensemble, représentent 30 % de son PIB.

La crise s'étend dans plusieurs directions et touche aussi des pays plus puissants. La qualification de la dette française vient d'être revue à la baisse en perdant, pour la première fois depuis des décennies, sa note maximale (AAA) de la part de l'agence de notation S&P, dans le cadre d'une baisse générale des notes de presque tous les pays.

Mario Monti, le Premier ministre italien, semble se demander s'il y a encore une issue.

Ce n'est pas un problème mineur. En plus de causer une mauvaise surprise à Sarkozy dans la lutte pour sa réélection, **cela signifie une hausse du taux d'intérêt payé par le pays pour son financement public** et cela creuse l'écart avec le taux payé par l'Allemagne (1,84 % annuel). Le taux pour la France passe de 2,59 à 3,56 %, alors que l'Espagne paye 5,58 %, l'Italie 6,39 %, l'Irlande 8,22 %, le Portugal 11,27 % et la Grèce la bagatelle de 32,36 %. S&P a également dégradé le FESF (Fonds européen de stabilité financière) parce que, disposant d'un total de 440 milliards d'euros pour les prêts, il a déjà engagé près de la moitié pour la Grèce, le Portugal et l'Irlande, et qu'il aurait donc beaucoup de difficultés pour faire face à des situations plus difficiles en Espagne ou bien plus difficiles encore en Italie.

Dans cette crise de la dette souveraine, il y a un risque d'effet domino. Si un pays, la Grèce, par exemple, se déclarait en défaut de payement, cela pourrait entraîner d'autres, sans possibilités pour le FESF d'y répondre, ce qui menacerait l'existence même de la zone euro. C'est ce qui explique que, même avec la corde autour du cou et en acceptant qu'on la serre de plus en plus, le gouvernement grec a obtenu un allégement de la dette et une réduction du taux d'intérêt à payer pour le « refinancement » en cours. Malgré cela, plusieurs agences de notation disent que ce pays ne pourra pas payer la dette.

Les plans d'ajustement

Le refinancement pour les pays qui sont déjà arrivés au bord du non-paiement (les PIG : le Portugal, l'Irlande et la Grèce) ou pour ceux qui s'approchent de l'abîme (l'Italie et l'Espagne) implique des plans d'ajustement de plus en plus féroces. Le nouveau gouvernement espagnol de Rajoy vient de réduire d'un seul coup le budget de l'Etat de 40 milliards d'euros. Il en résulte, d'une part, une tendance à la croissance des processus de lutte et de résistance, ainsi qu'une usure profonde des gouvernements qui appliquent ces ajustements.



Angela Merkel parvient à imposer le diktat allemand à l'UE et la zone euro.

D'autre part, les gouvernements et les parlements des PIG ont accepté des clauses de perte substantielle de souveraineté (similaires à celles acceptées par les pays latino-américains). Dans le cas espagnol, le paiement de la dette publique est devenu une priorité constitutionnelle.

La crise et les plans d'ajustement vont aggraver de plus en plus la situation des travailleurs. En octobre, **le taux de chômage** a atteint 10,3 % dans la zone euro et 9,8 % dans l'ensemble de l'UE. Selon les données d'Eurostat, il y avait en ce mois près de 23,6 millions de chômeurs dans l'UE et 16,3 dans la zone euro. C'est en Espagne que la situation est la plus grave (22,8 %, contre 22,5 % en septembre, et une augmentation de 2,3 % par rapport à l'an dernier), suivie par la Grèce (18,3 % en août, et une augmentation de 5,4 % en un an). Les pays ayant les taux plus faibles sont l'Autriche (4,1 %), le Luxembourg (4,7 %) et les Pays-Bas (4,8 %). Les données définitives pour 2011 seront certainement encore pires.

La crise des dettes bancaires

La situation des dettes publiques alimente une autre crise profonde, celle du système bancaire du continent, largement basé sur les titres de ces dettes (dont certains sont déjà considérés comme des « titres ordure »). A la fin de l'année dernière, l'agence Moody's a mis en garde contre le risque de « défaut de payement multiple » des banques en Europe et elle a annoncé qu'elle allait revoir à la baisse la cote de risque de 87 banques de 15 pays de l'UE, considérées comme « asphyxiées » et « ayant besoin de respiration artificielle ».

Cela concerne 17 banques en Italie, 20 en Espagne, 9 en Autriche, 7 en France, 6 aux Pays-Bas, 5 en Norvège, 4 en Suède, 3 en Belgique, 3 en Finlande, 3 au Luxembourg, 2 en Chypre, 2 en Slovénie, 2 au Portugal, 2 en Suisse et 1 en Pologne. Il s'agit notamment de plusieurs grandes banques du continent : *BNP Paribas SA* et *Société Générale SA* (France), *UniCredit SpA* (la première banque



d'Italie), *Santander* et *BBVA* (Espagne), et des banques suisses comme *Credit Suisse AG* et *UBS AG*.

Les banques européennes se regardent en chiens de faïence et elles ont interrompu les prêts interbancaires, indispensables au bon fonctionnement du système de crédit. Actuellement, le financement des fonds interbancaires sur le marché se limite à un jour. Dans ce cadre, un défaut sur la dette d'un pays entraînerait, dans un effet domino, une grande partie du système financier européen.

Certains analystes estiment que la crise bancaire est plus grave que celle de la dette publique, étant beaucoup plus profonde et structurelle. Les dettes publiques proviennent en grande partie de « l'aide » aux banques. D'autre part, elles sont mises en exergue par les médias et les gouvernements pour justifier les plans d'ajustement (voir la note de l'économiste Christopher Ramaux dans *Le Monde* du12/04/2011).

La vérité est que les banques considèrent les Etats et l'UE comme « leurs » Etats et « leur » UE, et la principale préoccupation des gouvernements et des autorités européennes a été de « sauver » et « d'aider » ces banques plutôt que les Etats eux-mêmes. La Commission européenne a signalé, qu'entre octobre 2008 et décembre 2010, le système bancaire a reçu en aides d'Etat le montant de 1600 milliards d'euros, l'équivalent de 13 % du PIB de l'UE. A ce chiffre, il faut ajouter 489 milliards d'euros prêtés par la BCE à 523 banques européennes en décembre dernier.

Les banques, les principaux responsables de la crise actuelle et les plus hargneuses à exiger des ajustements aux « pays », non seulement se « sauvent », mais elles profitent aussi de la crise pour continuer à spéculer et à faire de très bonnes affaires : elles obtiennent de l'argent à 1 % et le rétrocèdent aux pays à des intérêts de 5 à 6 %.

Malgré ces bonnes affaires, la spéculation financière les transforme en un « puits sans fond » : l'année prochaine, elles auront besoin de pas moins de 300 milliards d'euros supplémentaires. Si on y ajoute la situation des dettes publiques, cela signifie que l'année 2012 a commencé avec une échéance de dettes pour 600 milliards d'euros, et cela dans un cadre de plus en plus récessif.

C'est pourquoi la combinaison des deux crises maintient et augmente **les difficultés de survie de l'euro et de sa zone, ainsi que le risque de sa disparition** ou, au moins, d'un changement qualitatif de sa composition.

Que faire avec la zone euro ?

La disparition (ou la réduction) de la zone euro représenterait un coup majeur à une construction à laquelle la bourgeoisie impérialiste européenne s'est consacrée pendant 50 ans. Elle aurait également un grand impact sur la crise économique et financière mondiale. C'est la raison pour laquelle, en général, l'impérialisme essaye de défendre la zone euro, mais l'OCDE et d'autres organismes avancent aussi une autre possibilité, définie comme un « *événement négatif majeur* » dans la zone euro, avec des conséquences « *dévastatrices* » pour le monde. Paul Krugman partage cette vision et définit la possible disparition de l'euro comme une « catastrophe ».

Cette situation très grave est en train de diviser la bourgeoisie impérialiste européenne (et aussi l'étasunienne) sur la voie à suivre. Pour l'instant, la position de la majorité est d'essayer de sauver la zone euro dans sa composition actuelle. Mais d'autres secteurs de la bourgeoisie et certains économistes parlent clairement de la réduire – d'en exclure les pays les plus faibles – ou même de former une « zone » réservée aux pays les plus « sains » : l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, l'Autriche et la Finlande.

Par exemple, George Soros a dit que tout ce que l'on fait pour sauver la zone euro actuelle, comme les « aides » aux pays les plus endettés, est inutile et qu'il serait préférable de renforcer les pays les plus sains dans un « cordon sanitaire » et de commencer la récupération à partir de là.

Un secteur de poids des patrons allemands arrive à une conclusion similaire. Le président de la BGA (l'Association fédérale du commerce en gros et extérieur), Anton Börner, a déclaré : « *Nous ne devrions pas surestimer l'euro. Ce dont l'Allemagne a besoin, c'est le libre marché, pas la monnaie unique. On peut vivre sans l'euro. Je recommande à la Grèce et au Portugal de quitter volontairement l'euro.* »

Deux issues mauvaises

Le débat est très concret. Le problème est que, dans les conditions actuelles, aucune des deux alternatives n'est bonne. Défendre la zone euro actuelle implique, d'une part, avancer vers une centralisation et un contrôle bancaire, financier et fiscal beaucoup plus grands par la BCE et les autorités européennes. Cela ne signifie donc pas d'assouplir le garrot aux pays les plus affaiblis, bien au contraire : il s'agit de « serrer » davantage, avec des plans d'ajustement beaucoup plus difficiles, des entorses à la souveraineté et une gouvernance à partir des bureaux de Bruxelles, allant vers des régimes qui « court-circuitent » de plus en plus la

La plate-forme « Il faut leur barrer la route *» propose une plus grande insistance dans la lutte contre les plans d'ajustement et la réforme du travail du gouvernement de Rajoy.*





démocratie bourgeoise. La nomination de Monti et de Papademos et la modification de la Constitution espagnole vont dans ce sens.

D'autre part, pour maintenir la zone euro et briser (ou atténuer) le cercle vicieux de la crise de la dette, il faudrait partager en quelque sorte le coût de la crise. Mais sur ce point, tous sont aux abonnés absents. Merkel a rejeté la proposition de Sarkozy pour la création d'obligations européennes, car cela ferait augmenter le coût du financement de l'Etat allemand. En outre, cela fait un an que l'on ne parvient pas à approuver l'augmentation du FESF à mille milliards d'euros. Les banques, pour leur part, les grands responsables de la crise mais engloutis dans leur propre enfer, acceptèrent seulement un allégement de la dette grecque en échange de compensations et de l'achat de ces obligations par la BCE.

La confrontation avec la Grande-Bretagne

D'autres sources de financement, telles que la création d'un impôt européen et, dans ce cadre, une taxation des transactions financières, proposées lors du récent sommet européen, ont également donné lieu à des crises et des confrontations : la Grande-Bretagne s'y est opposée, ce qui a provoqué la colère de Merkel et de Sarkozy.

La position du gouvernement de Cameron s'explique par le fait que la grande Bretagne, bien que membre de l'UE, ne le soit que comme un élément différencié. Avec un PIB légèrement inférieur à celui de la France, elle représente un pôle spécifique au sein de l'UE, avec une économie très marquée par la finance : Londres est actuellement le deuxième centre financier au monde, derrière New York et devant Francfort. Ce centre agit en tant que plate-forme des investissements vers la Chine (par le biais de la HSBC, de HongKong et Shanghai) et vers l'Inde (où se trouve, par exemple, Jindal, la plus grande entreprise minière et de l'acier au monde, de capital anglo-indien). Le gouvernement de Cameron était en faveur de plus de discipline et d'austérité budgétaires, mais il s'opposait frontalement au vote d'un impôt européen qui aurait une incidence sur les opérations financières.

Le Premier ministre britannique, David Cameron, s'oppose à la création d'une taxe européenne sur les transactions financières.

Le fait est que, à cause de ce vote contraire, toute loi concernant ces taxes ne peut désormais être votée qu'individuellement dans chaque pays (ou comme des accords bilatéraux) et non comme législation européenne contraignante pour les membres de l'UE.

La « zone de fer »

D'autre part, le projet de réduire la zone euro, laissant tomber les pays faibles, ouvre le risque d'un effet domino, ce qui génère également un vif débat : c'est une chose de laisser de côté la Grèce, le Portugal et l'Irlande (qui ne représentent ensemble que 6 % du PIB de la zone) et c'est autre chose de laisser de côté l'Italie et l'Espagne (30 % du PIB de la zone). La bourgeoisie impérialiste européenne est comme un joueur d'échecs en mauvaise posture : quoi qu'elle fasse, sa situation devient encore pire. Il s'agit donc de choisir le moindre mal.

Les bourgeoisies impérialistes n'auront une « bonne issue » que si elles infligent à leurs classes ouvrières une défaite de grande ampleur. Cela leur permettrait d'augmenter qualitativement le niveau d'exploitation, d'extraction de survaleur, pour augmenter le taux de profit, d'alimenter la voracité financière et de générer une nouvelle vague expansive. Cette victoire leur donnerait en même temps une « tranquillité politique » qu'elles n'ont pas aujourd'hui.

Les effets de la crise elle-même et les plans d'ajustement ont augmenté évidemment le niveau d'exploitation et le taux de profit. Mais cette augmentation ne semble pas suffire pour l'instant. L'essentiel est toutefois que, dans ce contexte de profonde crise économique et financière, le mouvement ouvrier, tout en n'étant pas en mesure d'imposer sa propre issue, résiste et sape les gouvernements et les régimes avec sa lutte et transforme la situation en un grand bouleversement. Dans la mesure où aucune des deux classes en lutte n'impose son issue de fond, la perspective est que la situation actuelle se perpétue dans un mouvement en spirale qui tend à s'aggraver, et même, que survienne un « *événement négatif majeur* » avec des « *conséquences catastrophiques* » qui font tellement peur à l'OCDE.



Obama gagne des points dans les sondages pour les élections présidentielles, aidé par une légère baisse du chômage.

Dans le cadre de cette contradiction, l'orientation de Merkel est toujours d'application : maintenir la zone euro, tout en extorquant jusqu'au bout les pays les plus faibles et en difficulté.

Les Etats-Unis évitent la récession

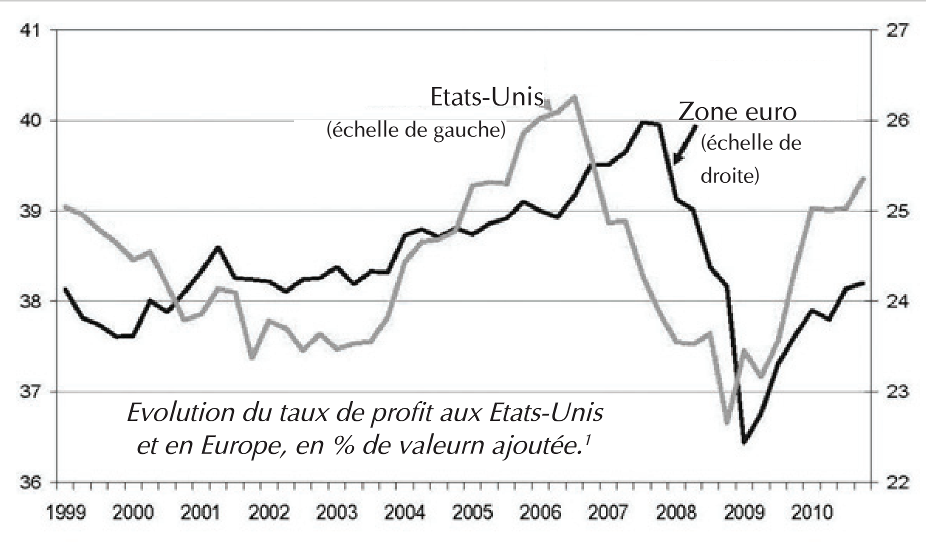
En 2011, l'économie américaine a évité la récession, avec une croissance très faible (1,7 %), inférieure à celle de 2010. L'OCDE prévoit la continuité de cette « croissance douce » pour 2012 (2 %) et d'autres pronostics tablent sur 2,5 %. A la fin de l'année 2011, les médias ont rapporté deux données positives : l'augmentation de la consommation privée et la baisse du taux de chômage (8,3 % en décembre 2011, une diminution de 1,5 % en un an).

Le pronostic de Nouriel Roubini de 2010, anticipant « une période prolongée de croissance anémique » va dans le même sens. Ce ne serait donc pas le *double dip* W de l'Union européenne mais une figure de plateau sans grandes possibilités de hausse.

Les incitations gouvernementales qui ont poussé la reprise fragile se réduisent (à partir du vote au Congrès concernant l'émission de dettes) et, selon le BEA (le Bureau des affaires économiques), l'investissement privé ne revient pas de manière significative. La consommation privée (qui représente 70 % du PIB) n'a pas un grand potentiel de croissance continue, dans la mesure où il n'y a pas de grande création de nouveaux emplois, où ceux qui sont créés le sont avec des salaires inférieurs à ceux éliminés et où la capacité des gens à financer leur consommation à crédit s'est réduite à partir de 2007.



Le chômage a baissé dans la dernière année. Mais, outre les objections à sa méthode de calcul (en éliminant les personnes qui ont cessé de chercher un emploi), on estime que cette baisse sera de courte durée s'il n'y a pas de renouveau législatif en matière de promotion du recrutement, puisqu'elle serait limitée par ce qu'on appelle le « chômage structurel ». Dans tous les cas, les analystes estiment qu'il faudra au moins cinq ans de ces taux de croissance pour revenir aux niveaux de chômage d'avant la crise (5,6 % en 2007).



Evolution du taux de profit aux Etats-Unis et en Europe, en % de valeurn ajoutée.[1]

La productivité et le taux de profit augmentent

Dans ce contexte, la productivité (une mesure qui combine les niveaux d'exploitation avec l'incorporation de technologie) a continué de croître à un rythme régulier ces dernières années, y compris pendant la crise. Il a eu une croissance annuelle de 3 % dans les années 90 ; de 3,5 à 4 % entre 2000 et 2005 ; et **de 2,5 % soutenu, en moyenne,** depuis lors.

Comme l'affirme Daniel Romero (*Avec combien de crises fait-on une révolution ?*), cette augmentation de la productivité est due principalement à un niveau plus élevé d'exploitation, et non à l'incorporation de technologie ou de capital fixe. Par exemple, en 2009, l'investissement en capital fixe a chuté de 2,7 %. La productivité a augmenté suite à l'intensification du travail de ceux qui ont conservé leur emploi, dans le cadre d'un bond important dans le chômage.

Cette augmentation du niveau d'exploitation explique que **le taux de profit n'a cessé de croître** après le seuil atteint dans sa chute au début de 2009. Comme on le voit dans l'image ci-dessus, à la fin de 2010, le taux retrouva déjà un niveau similaire à celui de 2007 (quand la crise a éclaté).

Selon une étude de l'*Economic Policy Institute* (EPI – Institut de politique économique), les bénéfices des sociétés sont passés de 1500 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2007 (moment de l'apparition de la crise) à près de 1600 dans le premier trimestre de 2010 (pic de la reprise), une amélioration de 5,7 %. Dans la même période, 8,2 millions d'emplois sont passés à la trappe, environ 5 % de la population active. Durant ces années, les travailleurs américains ont augmenté leur rendement de 11 %.

Pourquoi la récupération ne fait-elle pas un bond en avant ?

Si la crise a permis une augmentation de la productivité et de l'exploitation et donc une récupération du taux de profit au niveau de 2007, pourquoi n'y a-t-il pas aux Etats-Unis un début de reprise de l'investissement beaucoup plus élevée, donnant lieu à une « phase ascendante » plus soutenue ? La réponse est à chercher dans la combinaison de plusieurs éléments.

D'une part, il y a eu **un impact important de la crise politique**, dont nous avons analysé l'origine et l'effet dans l'article *Aucune accalmie* de *Courrier International* n° 6.

La défaite du projet de Bush a été suivie par l'incapacité d'Obama d'en annuler les aspects les plus désastreux et par l'usure du gouvernement de ce dernier. Dans le contexte de cette usure, les républicains lui ont lié les mains dans un processus sanglant d'élection primaire, alors qu'ils ne sont pas encore capables de présenter une alternative sérieuse pour la bourgeoisie, en dépit de la mise à l'écart du Tea Party.

Cette passe d'armes a bloqué simultanément les deux adversaires et a ralenti ou éliminé, à travers la « loi de finances » votée l'an dernier, les incitations à la consommation et à la récupération (au point de réduire même le budget des dépenses militaires). Tout cela a augmenté la méfiance des investisseurs de la bourgeoisie.

C'est-à-dire que les conditions objectives d'une reprise seraient à l'ordre du jour mais pas les conditions politiques. C'est ce que dit Mohamed El-Erian (le PDG de *PIMCo*, un des plus importants fonds d'investissement aux Etats-Unis) dans plusieurs interviews pour le site financier Bloomberg, critiquant durement le gouvernement et les républicains pour leur gestion de la crise de la dette.

Il semble que certains éléments de cette crise politique commencent à changer. Les derniers sondages montrent qu'Obama est en train de récupérer des points et pourrait vaincre Mitt Romney dans l'élection présidentielle. Cette récupération est certainement due à la « croissance anémique » et à une légère baisse du chômage, ainsi qu'à des mesures de connotation électorale évidente, telles que le refinancement d'un petit segment des emprunteurs hypothécaires pour éviter la perte de leur maison. Le fait que les primaires républicaines soient trop à droite apporte aussi de l'eau au moulin d'Obama. Romney a dit des choses comme « j'aime bien licencier des gens » ou « je m'en fiche des plus pauvres ».

Il est également possible que de plus en plus de secteurs de la bourgeoisie américaine préfèrent un Obama connu à un Romney à découvrir pour faire face à la situation actuelle.

De toute façon, même si la crise politique commence à se résoudre, il y aura un effet de délai tout au long de 2012 à cause du processus électoral. Dans le cas d'une victoire d'Obama, il faudra évaluer le capital politique dont il dispose pour son second mandat et voir combien de confiance pour investir il génère dans la bourgeoisie.

D'autre part, une dégradation sociale de plus en plus importante s'est développée aux Etats-Unis, tout au



long de plusieurs décennies, aggravée encore par la crise. Cela se manifeste dans les 45 millions de pauvres et dans l'émergence de mouvements de protestation tels que Occupy, du jamais vu depuis des décennies.

Un processus plutôt structurel

Le deuxième aspect à analyser est de savoir **si la bourgeoisie américaine, ou au moins des secteurs importants de celle-ci, sont en train de revoir leur politique de placer les investissements industriels les plus importants en Chine et en Inde, et d'investir de nouveau aux Etats-Unis**. La division internationale du travail, définie à partir des années 90, serait-elle en train de changer dans l'essentiel ?

Dans un article paru dans *Courrier international* nº 6, il y a des données concernant plusieurs entreprises qui installent ou agrandissent des usines aux Etats-Unis, au détriment de leurs investissements en Chine (*Caterpillar, NCR, Wham-O Inc, BCG*). Un dirigeant de BCG, Michael Zinser, souligne les progrès dans l'exploitation : « *Les travailleurs et les syndicats sont plus réceptifs à accepter des concessions pour rapatrier des emplois*. » Dans son *Etat de l'Union* de 2012, Obama revendiquât (outre le « sauvetage » de GM) que la fameuse société de serrures, Master Lock, avait cessé la fabrication en Malaisie et en Chine et avait rouvert son usine de Milwaukee, avec quelques milliers de travailleurs. C'est-à-dire qu'un équilibre serait en train de se produire entre la productivité accrue et une baisse des salaires aux Etats-Unis, et la hausse des salaires et l'inflation en Chine, justifiant le rapatriement des investissements industriels.

Il faut continuer à étudier ce sujet, mais nous pensons qu'il s'agit encore de cas isolés et non pas d'une tendance générale d'inverser le processus qui a eu lieu à partir des années 90. La bourgeoisie américaine n'investit toujours pas massivement dans l'industrie de son propre pays. A titre d'illustration de cette tendance, mentionnons que les mesures monétaires d'Obama pour réduire le déficit commercial n'ont pas eu beaucoup de succès. Le **déficit commercial** cumulé de 2011 sera largement supérieur à 500 milliards de dollars, et un peu plus de 60 % de ce chiffre correspond au solde des échanges avec la Chine.

Les jetons placés dans le capital financier

Dans plusieurs études, nous avons calculé que les banques centrales des pays impérialistes et d'autres institutions ont réalisé des plans de sauvetage en injectant une somme globale équivalente à 24 000 milliards de dollars dans les marchés financiers et les banques. Et un peu plus de 50 % serait pour le compte des Etats-Unis.

Les banques ont échappé à la faillite à laquelle elles étaient pratiquement condamnées en 2008 grâce à ces fonds, elles ont récupéré la valeur de leur capital érodé par le dégonflement de la bulle spéculative, et elles ont gagné un nouvel élan pour continuer à spéculer. « *Le marché financier acquit de l'oxygène et, en 2010, le volume des actifs financiers dépassait déjà de 10 000 milliards de dollars celui de 2007, l'année avant la crise.* » (Institut McKinsey, *Enquête sur le marché global de capitaux*, août 2011). En un peu plus de deux ans, les marchés financiers ont récupéré, et même dépassé, les pertes d'une des plus grandes crises dans l'histoire. Mais cela ne fait que mettre de nouveau l'accent sur une des causes à l'origine de la crise (l'hypertrophie du système) : la relation entre le capital financier et le PIB atteint 356 % dans le monde, et 462 % aux Etats-Unis.

C'est ainsi que de vieilles bulles spéculatives se recyclent et en créent de nouvelles. Et cela met de nouveau en exergue le phénomène que nous appelons le surcroît de la composition du capital, analysée dans plusieurs articles de la revue *Le Marxisme Vivant*. Cela érode l'impact favorable que pourrait avoir la récupération de l'augmentation de la survaleur, obtenue au moyen d'une plus grande exploitation.

La nécessité d'accroître encore cette exploitation revient ainsi à l'ordre du jour, avec des attaques de plus en plus féroces sur les travailleurs, de diverses manières. Mais ceux-ci répondent avec leur lutte, comme nous le voyons en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et en Europe. Et cela réaffirme une fois de plus que l'issue finale de la dynamique de la crise actuelle se joue, comme toujours, sur le terrain de la lutte des classes.

---

[1]Source : *Eurostat* et *Burea of Economic Analysis* - cité par Michel Husson, *Una crisis sin fondo*, revue Herramienta nº 48, octobre 2011.
(Les valeurs du tableau utilisent une référence avec un taux de profit historique. Dans des publications antérieures, nous avons pris la valeur en 1999 aux Etats-Unis comme équivalente à un taux de profit de 7 %.)



Le mouvement Occupy Wall Street *et d'autres similaires dans le reste du pays ont montré l'augmentation du mécontentement populaire provoqué par l'inégalité sociale croissante aux Etats-Unis, exprimée dans sa devise :* « Nous sommes les 99 % *».*



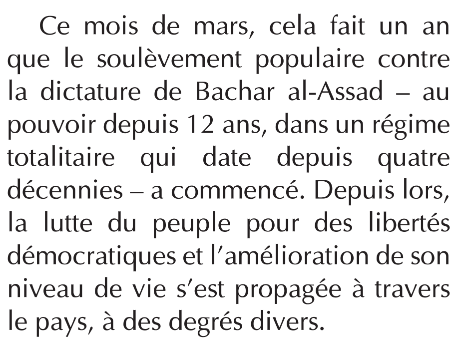
Syrie

La guerre civile marque les étapes de la révolution



Ronald León

C'est un fait. Dans le cadre du processus révolutionnaire impressionnant qui secoue l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, la lutte des classes en Syrie a atteint son apogée : la guerre civile.



Ce mois de mars, cela fait un an que le soulèvement populaire contre la dictature de Bachar al-Assad – au pouvoir depuis 12 ans, dans un régime totalitaire qui date depuis quatre décennies – a commencé. Depuis lors, la lutte du peuple pour des libertés démocratiques et l'amélioration de son niveau de vie s'est propagée à travers le pays, à des degrés divers.

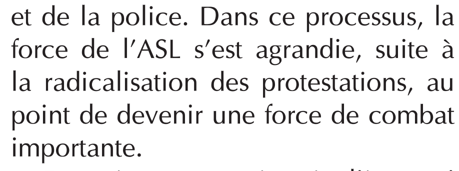
Au cours de ces mois, les manifestations populaires furent réprimées sans pitié. En février dernier, le nombre de morts a déjà atteint 7 500 selon l'ONU, et bien plus selon les organisations de l'opposition syrienne, y compris celles des droits de l'homme.

La révolution et la contre-révolution s'affrontent dans la rue, à coups de fusils et de canons, dans un vrai bain de sang.

Emergence et développement de l'*Armée de la Syrie Libre*

La montée en puissance des mouvements populaires et l'élan que les victoires dans d'autres pays de la région ont imposé à l'ensemble du processus révolutionnaire (comme celle du peuple libyen contre le sanguinaire Kadhafi), ont fini par générer, d'une part, l'initiative de secteurs de la population de s'armer et, d'autre part, une crise profonde et un nombre important de désertions dans l'armée syrienne régulière. Ainsi est née, à la fin de 2011, l'*Armée* dite *de la Syrie Libre* (ASL), composée de civils qui ont pris les armes et de soldats déserteurs.

Dans ses premières incursions, l'ASL a attaqué quelques cibles politiques, telles que les locaux du parti Baas au pouvoir, ainsi que des centres militaires et de la police. Dans ce processus, la force de l'ASL s'est agrandie, suite à la radicalisation des protestations, au point de devenir une force de combat importante.



Face à une armée régulière qui conserve toujours une supériorité matérielle, l'ASL utilise des tactiques militaires de guérilla. Le colonel Riad Al-Assaad, un commandant de l'armée rebelle, a dit que l'ASL compte plus de 40 000 combattants et que « *les opérations de l'ASL sont caractérisées par des attaques rapides contre les positions pro-Assad, suivies de retraites tactiques à des zones plus sûres* » (France-Presse).

Le cours de la guerre civile accélère la crise de l'armée d'Assad

La crise de l'armée syrienne régulière, quoique plus lente que celle de l'armée de Kadhafi, est incessante et a comme base non seulement l'impact du mouvement de masse, mais aussi des contradictions internes assez marquées.

L'armée qui répond à Assad est calquée sur la minorité alaouite à laquelle appartient la famille Assad. On estime que 80 % des officiers supérieurs appartiennent à cette branche du chiisme. Cette armée élitiste commence à montrer des signes de fatigue après des mois de déploiement continu. Les manifestations et l'utilisation d'armes par le peuple s'intensifient au fur et à mesure que le régime utilise des chars et de l'artillerie lourde dans les zones urbaines, en dépit des destructions évidemment très grandes causées par ceux-ci.

Le fait est qu'Assad se trouve face au grand problème de la composition même de son armée. Elle est nombreuse, mais la très grande majorité de ses 300 000 soldats sont des recrues sunnites, auxquelles on n'assigne généralement pas de missions de répression, leur loyauté étant douteuse. Ce n'est pas par hasard que la plupart des désertions viennent de ces forces. La répression est donc généralement confiée à la *Garde républicaine*, qui compte environ 10 000 soldats, et à la *Quatrième division mécanisée*, qui en compte 20 000. L'écrasante majorité de ces deux forces, dirigées par l'infâme Maher al-Assad, le frère du président, sont des Alaouites.

La situation militaire d'Assad se complique. La lutte fait rage à Homs, à Hama, à Idlib, à Deraa et même dans la ville côtière de Lattaquié, le berceau de la famille d'Assad. Bien que ce dernier parvienne à écraser quelques poches rebelles, il est dépassé par l'insurrection populaire qui s'étend. Jusqu'à présent, l'armée du régime n'a pas réussi à écraser le soulèvement populaire armé, malgré sa supériorité en nombre et en armes : après qu'une ville ait été arasée, les soldats de Maher al-Assad doivent la quitter pour en assaillir une autre, et encore une autre. Puis, les rebelles refont surface, et ainsi de suite.

La ville de Homs nous donne un exemple. Elle a été soumise à quatre semaines de bombardements intensifs et à deux jours de combats acharnés, maison par maison. Le quartier de Baba Amr, le centre de la résistance, a été le plus harcelé. Face à une écrasante supériorité en nombre et en puissance de feu, des milliers de miliciens y ont résisté dans la rue, soutenus par la

majorité de la population.

A Homs, le régime syrien a utilisé la même méthode que celle mise en œuvre pour écraser la rébellion islamiste à Hama, il y a exactement 30 ans. A cette occasion, Hafez al-Assad, le père du dictateur actuel, a bombardé la ville pendant un mois et a lancé par la suite sur elle un assaut terrestre sans relâche. Hama fut arasée et le nombre réel de morts nous est toujours inconnu, les chiffres variant entre 14 000 et 40 000 personnes.

La milice de Homs a finalement annoncé un repli tactique, mais Assad fils n'a pas obtenu à Homs ce que le père avait obtenu à Hama. A Homs, la résistance armée du peuple syrien n'a pas été écrasée, comme veut célébrer le régime assassin d'Assad. Dans cette opération, le dictateur a utilisé quelque 7 000 soldats d'élite et des dizaines de chars, y compris des missiles à longue portée, pour des bombardements incessants. Même avec toutes ces forces, le régime a échoué à écraser la résistance. Au contraire, le président Assad a dû reconnaître, dans des déclarations à la télévision qatarie *Al Jazeera*, que ses forces « *ont également subi de lourdes pertes dans les combats* », des pertes infligées par l'ASL.

Et ainsi, alors que les incendies n'étaient pas encore éteints à Homs, les combats se déplaçaient déjà à deux autres villes rebelles, Hama et Idlib, contre lesquelles commencèrent les bombardements. La guerre civile s'est étendue à tel point qu'il y eut aussi des affrontements dans une zone très controversée : le plateau du Golan, un territoire conquis et annexé par Israël.

Il est clair que la victoire des rebelles n'est pas assurée d'avance, mais les éléments d'information dont nous disposons nous permettent de dire que la guerre civile s'intensifie et que la résistance populaire armée s'étend. Nir Rosen, un journaliste américain qui a passé des semaines en Syrie, a relaté son expérience à *Al Jazeera* en soulignant le fait que les comités locaux et les milices armées des villes ou des provinces sont en train de s'unir et de créer des structures plus grandes.

Pour Rosen, la plus impressionnante de ces organisations est précisément le Conseil révolutionnaire de Homs, qui est, de fait, « un Etat dans l'Etat ». Ce Conseil assume les tâches de sécurité, de soins de santé et d'alimentation de plus de 16 000 familles et organise la lutte sociale et armée contre la dictature.

Un autre fait important apporté par Rosen concerne la composition de l'ASL, constituée principalement par des civils armés, des gens ordinaires qui ont pris les armes, plutôt que par des déserteurs de l'armée régulière syrienne. Selon Rosen, les désertions, bien réelles et en augmentation, ont commencé bien après le début de la résistance armée populaire. Cette dernière a obtenu des armes sur le marché noir et s'est mise en place par la nécessité de protéger les manifestations de la répression.

Les manœuvres de « l'ouverture démocratique »

La répression du régime augmente dans la mesure de son désespoir. Assad s'accroche au pouvoir, refuse de négocier quoi que ce soit sur la base de son départ, durcit la répression et déclare au monde qu'il continuera à utiliser la « *poigne de fer* » et qu'il « *se maintiendra ferme face à ses ennemis* », face à ce qu'il dénonce comme une « *conspiration étrangère* ».

Parallèlement, il essaye toutefois d'amorcer un timide mouvement pour légitimer son régime et maintenir la base sociale qui continue à le soutenir. En février, en même temps qu'il bombardait Homs, il tint un référendum constitutionnel pour légitimer une prétendue « ouverture démocratique ». Cependant, selon le texte de ces réformes, il maintiendrait des pouvoirs décisifs – y compris la possibilité de choisir le Premier ministre et de rejeter des lois, contre la majorité au « parlement » – et surtout, il pourrait rester « constitutionnellement » au pouvoir au moins jusqu'en 2028.



Malgré cette manœuvre, le régime se trouve toujours dans une situation très délicate, à la fois politiquement et militairement. Assailli par la mobilisation populaire et les actions armées de l'ASL, il doit aussi faire face à une autre dure réalité : l'impérialisme, auquel il a toujours été si fidèle, mais qui prend aujourd'hui de plus en plus de distances.

La politique de l'impérialisme

Depuis plusieurs mois, l'impérialisme étasunien et européen et la bourgeoisie arabe, qui initialement soutinrent Assad sans réserve, ont commencé à se distancier de lui. Ils l'ont d'abord mis en garde et ils ont fait pression sur lui afin de rechercher une issue négociée. Puis ils ont appliqué des sanctions économiques. Ensuite, la Ligue arabe – un instrument docile de la politique des puissances impérialistes et qui a essayé pendant des mois de négocier avec Assad – a haussé le ton, toujours sur le terrain de la diplomatie, et a décidé de suspendre ce pays en tant que membre.

Au début de février, la Ligue arabe proposa une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU, où elle condamna la répression et proposa, comme condition sine qua non pour résoudre la crise, la sortie d'Assad et la formation d'un « gouvernement d'unité nationale ». La Russie et la Chine opposèrent leur veto à cette résolution et furent alors sévèrement dénoncées par d'autres dirigeants mondiaux, en tant que « complices » des crimes d'Assad.

Finalement, une déclaration du Conseil des droits de l'homme de l'ONU condamna la « violation systématique » des droits des civils en Syrie. La Russie, la Chine et Cuba, qui soutiennent le maintien au pouvoir d'Assad, ont voté contre cette résolution.

L'impérialisme, en voyant que le torchon brûle, se rend compte que cela devient très compliqué de manifester ouvertement un soutien à Assad. C'est pourquoi il le dénonce, lui applique des sanctions économiques et essaye de l'isoler sur la scène internationale, en le poussant pour qu'il mette en œuvre certains changements tactiques dans sa manière de faire face à la révolution populaire, ou directement,



pour qu'il renonce, tant que la situation le lui permet encore.

Pourquoi ces personnages de l'impérialisme étasunien et européen et des bourgeoisies arabes font-ils maintenant des déclarations contre Assad ? Les raisons n'ont rien d'un prétendu sentiment humanitaire soudain envers le peuple syrien massacré, ni d'une réelle défense des libertés démocratiques dans ce pays. Ces puissances sont les mêmes qui ont toujours soutenu la dynastie des Assad, qui à son tour leur a toujours été fidèle pour brader le pétrole, appliquer les recettes néolibérales du FMI et garantir la sécurité des frontières d'Israël.



Le peuple syrien se mobilise massivement contre la dictature de Assad.

Ce qu'il y a derrière cette rhétorique « humanitaire », c'est le besoin vital de l'impérialisme de venir à bout du processus révolutionnaire en Syrie et dans toute la région, un processus qui s'intensifie avec la permanence d'Assad au pouvoir. Le dictateur syrien est devenu de nos jours un élément de déstabilisation. L'impérialisme est non seulement hypocrite, mais aussi pragmatique. Il distingue très bien ce qui est stratégique et ce qui est tactique et, en ce sens, le maintien ou non d'un laquais est pour lui une question purement tactique.

Il est clair toutefois que, pour le moment, l'impérialisme n'est disposé à promouvoir aucune intervention armée, contrairement à ce qu'il a fait en Libye. Pour l'impérialisme étasunien, qui se trouve à la veille d'élections et qui vient d'encaisser une défaite en Irak et en Afghanistan, toute entreprise militaire s'avère extrêmement difficile. Pour l'impérialisme européen, submergé dans la crise, ce n'est pas moins compliqué. D'autre part, l'option militaire serait trop risquée dans un pays où il y a une armée bien équipée et dont la situation géopolitique est explosive. La Syrie a des frontières avec le Liban et la mer Méditerranée à l'ouest ; avec Israël au sud-ouest ; avec la Jordanie au sud ; avec l'Irak à l'est et avec la Turquie au nord. Une intervention armée pourrait avoir des résultats inattendus et pourrait enflammer le Moyen Orient tout entier. De toute évidence, en matière politique et militaire, la Syrie n'est pas la Libye.

Pour l'instant, l'impérialisme table sur l'usure économique et diplomatique, peut-être avec une issue comme au Yémen, avec le transfert du pouvoir au vice-président, octroyant certaines réformes démocratiques tout en sauvant l'essentiel du régime. L'intervention armée est peu probable. Si elle avait été considérée comme opportune, elle aurait été appliquée depuis longtemps, sans se soucier du veto de la Russie et de la Chine à l'ONU.

Pour les mêmes raisons, tout en clamant qu'Assad doit s'en aller, les impérialistes en font tout un plat quand le CNS et l'ASL lui exigent des armes et des conseillers militaires pour combattre le dictateur. Hillary Clinton abat ses cartes quand elle pose la question : « *Si nous faisions cela, chez qui les armes arriveraient-elles ?* » L'impérialisme ne se fie pas aux rebelles.

Le castro-chavisme continue à soutenir les dictateurs assassins

De fait, Assad n'a plus beaucoup d'alliés sur la scène internationale. Nous pouvons les compter sur les doigts des mains : la Russie, la Chine, l'Iran, Cuba, le Venezuela et le Nicaragua.

Hugo Chavez a publié un communiqué, à travers son ministère des Affaires étrangères, où il « *manifeste le soutien le plus fort* » au gouvernement syrien et où il « *reconnaît les efforts considérables déployés par le président Bachar al-Assad pour faciliter une solution politique dans la conjoncture complexe où se trouve le pays* » (AFP, 12.01.12).

Chavez accuse le peuple syrien et les masses de la région de commettre des « *actes terroristes* », et il n'oublie pas le refrain habituel d'une « *attaque impérialiste* » contre un supposé dirigeant anti-impérialiste qui serait en cours d'être déstabilisé par « *des forces provenant de l'étranger* » (voir le communiqué officiel).

La position de la dictature de Castro est tout aussi regrettable, mais elle ne surprend pas. Le site du *Granma* fait l'éloge d'un supposé « processus de réforme » qu'Assad serait en train de mettre en œuvre, avec le référendum que nous avons mentionné plus haut. On y dit que les bombardements du gouvernement sur Homs sont dirigés contre « des groupes armés » qui, financés par l'étranger, seraient en train d'attaquer la ville. Face à ce massacre, les représentants diplomatiques du gouvernement cubain déclarent que l'issue doit être « pacifique », et dans ce contexte, ils soulignent les efforts de Kofi Annan, en tant que médiateur (*Cubadebate*).

Le soutien à ces dictateurs est non seulement dégoûtant ; il finit par renforcer la position de l'impérialisme puisqu'il lui facilite la politique d'apparaître comme « le défenseur de la démocratie et des droits de l'homme ». Qui plus est, la solidarité castro-chaviste avec les tyrans du monde arabe sape la solidarité dont la juste lutte du peuple syrien et les autres peuples ont tellement besoin.

Le problème majeur

En Syrie, comme en Libye et dans d'autres pays de cette région, la contradiction centrale réside entre d'une part, les luttes héroïques des masses, et d'autre part, leurs directions



bourgeoises et pro-impérialistes. Dans le cas de la Syrie, cela se manifeste dans le Conseil national syrien (CNS) qui a émergé au cours des derniers mois. Celui-ci se présente comme un gouvernement alternatif au sein duquel se retrouvent les Frères musulmans, les libéraux, les différentes factions kurdes et, apparemment, les Comités de coordination locale.

Le CNS soutient les actions armées de l'ASL, mais il appelle en même temps à l'intervention impérialiste, exigeant « *une action rapide* » de la part de la communauté internationale pour protéger les civils « *par tous les moyens nécessaires* » (France-Presse).

Parmi ces organismes, l'espace le plus progressiste semble être occupé par les Comités de coordination locale, composés de gens ordinaires, de jeunes de différentes villes et de différents quartiers, avec la tâche d'organiser les manifestations dans des zones amples.

Nous, la LIT, nous soutenons que la question de la direction révolutionnaire est le problème majeur, en Syrie comme dans les autres pays de la région secoués par le processus révolutionnaire. A cet égard, nous exhortons le peuple syrien et les combattants les plus conscients de la résistance à n'avoir confiance que dans leurs propres forces révolutionnaires et à ne rien attendre de l'impérialisme ni des courants politiques bourgeois, qu'ils soient laïcs ou islamistes.

Aux travailleurs et aux jeunes qui s'organisent dans des comités régionaux, qui prennent les armes et essayent de se coordonner entre eux, nous disons que c'est une question de vie ou de mort que ce soit le peuple et la classe ouvrière syrienne qui, dans le feu de la lutte contre le régime d'Assad, s'organisent entre eux et s'autodéterminent au moment de la définition du sort de leur lutte.

Ceux qui dirigent actuellement le CNS ou l'ASL peuvent se trouver temporairement dans le même camp militaire que le peuple pauvre, contre Assad. Mais tôt ou tard, par leur caractère de classe, ils finiront par trahir les aspirations réelles du peuple, aspirations non seulement économiques, mais aussi celles concernant les libertés démocratiques.

Pour une victoire stratégique, la seule issue est la construction d'une direction révolutionnaire et internationaliste qui prenne en main les rênes du processus.

Tout le soutien à la lutte du peuple syrien pour la chute du régime assassin d'Assad !

Il est nécessaire d'unifier les manifestations à travers le pays et d'intensifier la lutte armée jusqu'à la chute du régime. C'est le moment d'approfondir la division dans les forces armées du régime, c'est le moment, pour les masses, d'étendre leur organisation sous la forme de conseils populaires avec fonctionnement démocratique, des conseils qui, à leur tour, organisent des milices armées dont les actions doivent être régies par l'intérêt général de la lutte.

En ce sens, la LIT rejette catégoriquement, et appelle à rejeter, tout type d'intervention impérialiste en Syrie. C'est le peuple syrien, et lui seul, qui doit décider de son sort. Nous ne devons avoir aucune illusion dans les puissances impérialistes et leurs marionnettes, qui visent seulement le pillage et l'exploitation de nos peuples.

De même, nous faisons un appel à tous les mouvements sociaux et les organisations politiques qui se considèrent de gauche ou qui veulent défendre les droits de l'homme, d'entourer la lutte du peuple syrien de solidarité active.

Dans nos organisations, nous devons exiger une rupture immédiate de tous les gouvernements avec l'assassin Assad. Cela inclut, bien sûr, les gouvernements de Chavez et de Castro, fidèles défenseurs de ce régime, ainsi que le gouvernement de Dilma au Brésil, qui a également exprimé son soutien politique, bien que de façon plus sournoise.

En outre, nous devons exiger de tous les gouvernements d'envoyer immédiatement des armes et des conseillers militaires pour combattre dans le camp militaire de l'ASL. En ce sens, nous nous tournons en particulier vers les peuples libyen, égyptien et tunisien, et tous les autres peuples de la région.

La lutte est pour la chute immédiate d'Assad et pour la mise en place d'un gouvernement des classes exploitées syriennes. Seul un gouvernement ouvrier et populaire pourra convoquer et garantir la mise en œuvre d'une Assemblée constituante libre, démocratique et souveraine pour conquérir toutes les libertés démocratiques et libérer le pays de l'impérialisme. Seul un gouvernement ouvrier et populaire pourra envisager une véritable lutte contre l'Etat nazi-sioniste d'Israël, enclave politico-militaire de l'impérialisme dans la région, en commençant par la récupération du territoire syrien du plateau du Golan, usurpé par les sionistes depuis 1967.

Ce gouvernement, basé sur les organisations et les milices populaires, doit également poursuivre et punir tous les crimes d'Assad et de sa clique dictatoriale ; confisquer leurs richesses et les placer sous le contrôle du peuple affamé et à son service ; annuler tous les contrats pétroliers et d'autres accords conclus par Assad et qui lient le pays à l'impérialisme ; nationaliser immédiatement le pétrole et toutes les richesses du pays, sous l'administration du peuple et au service de la mise en œuvre d'un plan d'urgence qui répond aux besoins pressants du peuple travailleur syrien, tout cela dans la perspective de la création d'une Fédération de Républiques socialistes arabes.

Le castro-chavisme sournois du PTS-FT

Le PTS-FT[1] semble ne rien apprendre des processus révolutionnaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Concernant la Syrie, il commence à esquisser la même orientation que celle maintenue pour la Libye. Dans le cas de la Libye, le fait que les masses se soient armées et aient renversé violemment un dictateur sanguinaire et pro-impérialiste comme Kadhafi, au point de le lyncher, à la vue du monde, ne représente pas un triomphe des masses pour le PTS-FT. Au contraire, pour eux, c'est l'impérialisme qui a gagné et qui a réussi à installer « *un gouvernement encore plus pro-impérialiste que celui de Kadhafi* ».

Pour ces hérauts de l'orthodoxie



révolutionnaire, les actions héroïques des masses n'avaient rien à voir avec une révolution, car parmi les gens, il n'y avait pas de combattants, mais, au contraire, « des troupes au sol » centralisées par l'OTAN et les dirigeants bourgeois du Conseil national de transition (CNT).

Comme on peut le constater, cette position arrive à la même conclusion que celle du castro-chavisme, ornée toutefois de terminologie « trotskyste » et transitant par un autre chemin : 1) en Libye, il n'y a pas eu de révolution, mais une contre-révolution où l'impérialisme l'a emporté ; 2) la lutte des masses libyennes est le plus réactionnaire imaginable, s'agissant de « mercenaires » ou de « troupes au sol » de l'impérialisme ; 3) Kadhafi était, au moins, le moindre mal, parce que l'impérialisme l'a remplacé par « un gouvernement plus pro-impérialiste ».

Le PTS-FT maintient la même qualification que le castro-chavisme, et pour être conséquent, il devrait dire, au moins, que les marxistes révolutionnaires, nous devrions nous trouver dans le même camp militaire que celui de Kadhafi, et maintenant à côté de la CNT qui veut désarmer les « troupes au sol » de l'OTAN. Mais il n'ose pas faire ce pas.

Le fait est que, pour le PTS-FT, les actions des masses ne valent presque rien. Pour eux, ce que nous voyons en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ne sont pas des révolutions, mais un « cycle de rébellions »[2]. Ainsi, en Syrie il n'y a pas de guerre civile, mais seulement « *une escalade de protestations et d'affrontements* ».

Au moment de définir la situation de la lutte des classes en Syrie, l'impressionnante lutte menée par les masses n'est jamais prise en compte. Il n'y a que les orientations politiques de l'impérialisme qui comptent : « *En Syrie se croisent donc* ***la stratégie impérialiste de vaincre la révolte arabe, et l'offensive pour réaffirmer sa domination sur le Moyen-Orient.*** » Qu'en est-il des masses ? Ne sont-elles pas en train de se battre, ne fût-ce qu'inconsciemment, contre la stratégie impérialiste ?

Bien qu'il n'exprime pas explicitement un soutien au régime d'Assad et qu'il dise que les masses ne doivent entretenir aucun intérêt dans la préservation de ce régime, le PTS-FT tient à préciser qu'Assad « *n'est pas un agent direct de l'impérialisme, comme l'Egyptien Moubarak, ni un ''converti'' à l'alliance avec l'Occident, comme Kadhafi* ». Assad ne serait donc pas un « *agent direct* » de l'impérialisme. C'est ce que dit le castro-chavisme. Mais qu'est-il donc ? Un dirigeant anti-impérialiste, ou au moins un nationaliste bourgeois qui commande un pays indépendant ?

Le PTS-FT fait un effort déguisé pour atténuer ou embellir le régime d'Assad, tout comme le castro-chavisme, et il affirme qu'avec ce dictateur au pouvoir, « *il y a toujours des frictions importantes avec l'Occident, telles que son alliance avec l'Iran, son soutien à l'Hezbollah et son exigence envers Israël de restituer le Golan* ». Le PTS-FT affirme, en outre, que s'il y avait une intervention militaire de l'impérialisme, l'intérêt de ce dernier serait d'établir un « *régime plus fonctionnel* » pour ses intérêts.

On aperçoit de nouveau, cette fois pour le cas de la Syrie, l'idée du moindre mal à partir de la possibilité d'un régime « *plus fonctionnel* » ou un gouvernement « *plus pro-impérialiste* », comme ce fut le cas avec Kadhafi.

D'autre part, le PTS-FT transfère le caractère contre-révolutionnaire du CNS aux actions des masses, en essayant de déprécier les actions de celles-ci. Pour ce parti, « *la contradiction politique la plus importante du soulèvement est que, en absence de développement d'une dynamique révolutionnaire indépendante, il est subordonné au CNS et à son programme pro-impérialiste, comme un facteur de pression dans la recherche du ''changement de régime'' subordonné aux Etats-Unis et à l'UE* ».

Dans le cas de la Syrie, le PTS-FT n'a même pas attendu une intervention militaire pour annexer la lutte des masses au camp de la contre-révolution. C'est la même logique que celle du raisonnement par lequel les masses libyennes furent accusées d'être « des troupes au sol » subordonnées à l'impérialisme et à la CNT.

Le PTS-FT affirme que la stratégie doit être « *d'imposer par voie révolutionnaire le renversement d'al-Assad et l'établissement d'un pouvoir ouvrier et populaire* ». Nous sommes entièrement d'accord sur ce point. Le problème est que ces idéalistes, qui se disent maîtres dans la méthode d'analyse marxiste, confondent leurs désirs avec la réalité, ce qui est habituel chez eux.

Pour un marxiste révolutionnaire, ce sont les faits de la réalité, et non ses propres désirs, qui sont le point de départ. Ainsi, au lieu de nier l'ensemble du processus – en raison de l'absence d'une avant-garde de la classe ouvrière et d'une direction révolutionnaire – les marxistes doivent avoir, au sein du camp de la révolution, une politique pour surmonter ces graves limitations, une politique qui part des contradictions du processus révolutionnaire et qui en identifie les éléments progressistes, qu'il essaye alors de développer le plus possible.

Mais cette tâche devient impossible pour un courant qui ne parvient pas à identifier, globalement, où se trouve la révolution et où la contre-révolution, dans tout le processus politique qui secoue l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient.



---

[1] Le Parti des Travailleurs Socialistes (PTS) est la section argentine de la Fraction Trotskyste - Quatrième Internationale (FT-QI).

[2] Eduardo Molina, *El imperialismo quiere imponer un « nuevo régimen » favorable a sus intereses*. Sur le site Web de la Fraction Trotskyste, 3.2.2012. Toutes les citations sont de cet article.

Le Pinheirinho : la lutte pour le logement et la barbarie du capital

Bernardo Cerdeira



Le délogement violent du Pinheirinho eut un grand impact au Brésil et à l'étranger. Il faut comprendre ce qu'il y a derrière cet épisode, et quelle est la nature de la lutte pour le logement au Brésil et partout dans le monde.

Les images brutales ont parcouru le monde : des femmes avec leurs enfants dans les bras, fuyant les troupes de la police qui tirait des balles en caoutchouc et lançait des bombes de gaz, sur fond de pauvres maisons en flammes.

Les habitants furent expulsés avec violence, blessés et emprisonnés ; certains ont disparu ; les familles s'entassent dans des gymnases et des écoles, dans des « abris » qui ressemblent plutôt à des camps de concentration, sans alimentation adéquate et sans sanitaires décents. En quelques jours, les machines démolirent 1600 maisons dans lesquelles vivaient environ 9 000 personnes et les transformèrent en ruines. Les quelques effets personnels de ces familles ont été détruits sans état d'âme.

Voilà le portrait du délogement du quartier de Pinheirinho, dans la ville de São José dos Campos, à environ 100 km de São Paulo, au Brésil, par une force de deux mille soldats de la Police militaire de l'Etat. Un véritable scénario de guerre.

La répression brutale a provoqué des mouvements de protestation à São José dos Campos et dans différentes villes du Brésil et du monde. L'agression du gouvernement de l'Etat de São Paulo, dirigé par PSDB,[1] contre les familles pauvres qui ne faisaient que lutter pour avoir un endroit décent pour vivre, a mérité la condamnation des organisations des Droits de l'homme et du mouvement social au Brésil et partout dans le monde ; elle a donné lieu à des interpellations dans le Sénat brésilien et dans l'Assemblée législative de l'Etat de São Paulo ; et des juristes démocratiques ont soumis l'affaire à la Cour interaméricaine des droits de l'homme et la Cour pénale internationale.

Il n'y a pas de doute qu'il s'agit d'un chapitre en plus de la guerre sociale de la bourgeoisie brésilienne contre les travailleurs et les pauvres.

La campagne en défense des familles délogées, la solidarité effective et le soutien à la lutte pour le logement se poursuivent, même après le délogement.

Mais nous avons aussi besoin de comprendre ce qui se cache derrière toute cette affaire. Quel en est le contexte international et national ? La répression du Pinheirinho, fait-elle partie d'un « revirement fasciste » du gouvernement du PSDB à São Paulo ? Quel rôle le gouvernement de Dilma Rousseff a-t-il dans cet épisode ? Quelle est la nature de la lutte pour le logement au Brésil et dans le monde ?

Un complot mafieux du gouvernement, des juges, de la Police militaire et d'un magnat de la spéculation immobilière

La barbarie du Pinheirinho montre clairement la vraie nature de la démocratie bourgeoise dans laquelle nous vivons : une dictature du capital qui n'hésite pas à utiliser toutes sortes de mensonges, des violations du droit bourgeois lui-même et la violence, pour parvenir à ses fins, en particulier quand des bénéfices énormes sont en jeu.

Le Pinheirinho était un vrai quartier, situé sur un terrain de 130 hectares, occupé depuis 2004 par les familles qui étaient organisées dans le MUST (Mouvement urbain des sans-abri) et dans l'Association de voisins.

La juge Márcia Loureiro, de la 6e salle civile de São José dos Campos, a ordonné la « restitution en propriété » du terrain à la société Selecta, supposée être la « propriétaire » du terrain, ainsi que l'expulsion des habitants. Comme il s'agit d'une société en faillite, la restitution se fera à son « fonds de faillite » pour payer les dettes.

Après le délogement, la juge a « avoué » dans une interview à la presse que « l'opération » avait été en préparation pendant quatre mois par le gouvernement de l'Etat de Geraldo Alckmin, la Police militaire, la ville de São José dos Campos et le Tribunal de l'Etat de São Paulo. Autrement dit, il s'agissait d'une collusion de forces avec la ferme décision d'expulser les occupants à tout prix.

Pour cela, ils n'ont pas hésité à utiliser toutes sortes de subterfuges juridiques. La juge a récupéré une résolution antérieure qui avait déjà été rejetée par la Justice et a accordé la restitution en propriété. La Cour de São Paulo a confirmé la décision de la juge et a délibérément ignoré l'ordre d'un juge fédéral de suspendre l'action de délogement quand celle-ci était déjà en cours. Enfin, le gouvernement



d'Alckmin, qui commande la Police militaire de São Paulo, a fait exécuter l'action armée.

Il n'est pas difficile de conclure qu'une opération politique, judiciaire et militaire d'une telle envergure, menée par l'Etat et préparée pendant tant de mois, n'a pas son origine dans la détermination d'une juge de province. L'explication est simple : selon les avocats des propriétaires eux-mêmes, le terrain pourrait valoir jusqu'à 200 millions de réales (75 millions d'euros). Et en l'utilisant dans une affaire immobilière, il pourrait valoir trois ou quatre fois plus.

Alors, qui gagne avec le délogement ? Il y a, tout d'abord, Naji Nahas, le propriétaire du terrain et un magnat criminel de la spéculation, qui est déjà parvenu, dans le passé, à provoquer la faillite de la bourse de Rio de Janeiro avec des opérations de spéculation à découvert. Mais on comprend facilement que la municipalité, le gouvernement de l'Etat et, bien sûr, le PSDB ont des intérêts directs et de grands avantages à tirer de cette affaire.

La spéculation immobilière et la Coupe du Monde de 2014

La spéculation immobilière à São José dos Campos n'est pas un fait isolé, elle concerne tout le pays. La crise économique mondiale a libéré beaucoup de capitaux dans les pays impérialistes, qui s'orientent vers des investissements dans les pays dits « émergents ». Au Brésil, en particulier, deux événements ont été pensés pour recevoir ces fonds : la Coupe du Monde en 2014 et, dans une moindre mesure, les Jeux olympiques de 2016 à Rio de Janeiro.

Selon le rapport *Brésil durable – Impacts socio-économiques de la Coupe du Monde 2014*,[2] le Brésil recevra environ trois millions de visiteurs supplémentaires, et l'événement produira un revenu supplémentaire d'environ trois milliards de dollars à des entreprises brésiliennes. Il y aura aussi près de 8 milliards de dollars d'investissement dans les 12 villes hôtes de la Coupe du Monde, sans compter une énorme quantité apportée par l'Etat pour la construction de stades, la réforme des aéroports, l'amélioration des transports urbains et des travaux d'infrastructure en général. Tout cela devrait donner lieu à une augmentation du PIB des municipalités de plus de 4 milliards de dollars.

Au total, l'impact de la Coupe du Monde sur l'économie brésilienne est évalué à quelque 80 milliards de dollars. Il va de soi que toutes les grandes entreprises nationales et multinationales ayant des intérêts au Brésil se préparent à faire beaucoup de profit. Les investissements en capital concernant ces événements sont l'une des raisons pour l'augmentation considérable des prix de l'immobilier urbain. Dans la ville de São Pablo, la valeur des immeubles a augmenté de 90 % ces trois dernières années, selon l'indice des prix FIPE-ZAP.

La situation du logement au Brésil

La spéculation immobilière aggrave le problème structurel du logement au Brésil, l'un des plus aigus pour les secteurs les plus pauvres de la classe ouvrière et des travailleurs ruraux. Selon le recensement de 2010 de l'IBGE,[3] au Brésil, 11,4 millions de personnes (6 % de la population) vivaient alors dans des « favelas »,[4] des « palafittes »[5] ou d'autres colonies de peuplement irrégulières, avec un total de 6 329 colonies dans 323 villes. Et ne parlons pas de ceux qui n'ont pas de logement du tout, qui vivent dans les rues des grands centres urbains et qui ne sont « comptés » dans aucun recensement...

Le recensement a révélé que 88 % des logements en favela étaient concentrés dans des régions avec plus d'un million d'habitants. Dans la région métropolitaine de São Paulo, la plus grande agglomération urbaine du pays, 21,6 millions d'habitants (18,9 %) vivent dans des favelas. A Belén, plus de la moitié de la population (53,9 %) vit dans des colonies de peuplement irrégulières, à Rio de Janeiro, 22 %, et dans tout l'Etat de São Paulo, 11 %.

Toutefois, en tenant compte de tous les autres logements précaires (comme les « cortiços»[6] dans de vieux bâtiments, où plusieurs familles sont entassées dans une même maison, ou les logements extrêmement précaires en milieu rural) le déficit de logements dans le pays est évalué à 5,5 millions de logements (PNAD 2008)[3]. Plus de 30 millions de personnes n'ont donc pas un logement décent.

Qu'il soit clair que nous ne parlons pas ici de maisons typiques de la classe ouvrière (simples, mais dans des quartiers avec un minimum d'infrastructure), qui constituent la grande majorité des logements dans le pays. Nous faisons référence aux logements qui ne répondent pas aux exigences minimales. Si nous parlons du déficit en logements en général, il s'élève à 8 millions, selon une enquête de 2005 du gouvernement lui-même.



Les femmes du Pinheirinho, avec leurs enfants, tentent de s'éloigner de la « zone de guerre » créée par la Police militaire de São Paulo.

Le problème du logement dans le système capitaliste : la concentration du capital et la spéculation immobilière

Le grave problème du logement au Brésil n'est pas un « privilège » de ce pays ou de notre temps. Il est l'un des problèmes structurels du capitalisme, une conséquence de l'expropriation des paysans et de l'expulsion de ceux-ci de leurs terres et leur migration vers les villes, où ils rejoignent la composition d'une armée de réserve industrielle, ainsi que du système général d'exploitation de la force de travail des ouvriers.

Friedrich Engels, dans *La question du logement*,[7] a caractérisé très bien cette situation comme inhérente au système capitaliste, et il en a souligné les principales tendances, il y a 140 ans : « *Ce que l'on entend actuellement par ''pénurie de logements'', c'est l'intensification particulière des mauvaises conditions de logement des ouvriers en raison de l'afflux soudain de la population dans les grandes villes ; c'est l'augmentation considérable des loyers, une concentration accrue de locataires dans chaque maison, et pour certains, l'impossibilité totale de trouver un abri. Et l'on parle tellement de cette pénurie de logements parce qu'elle concerne non seulement la classe ouvrière, mais aussi la petite bourgeoisie.* »

Engels souligna, déjà à cette époque, la tendance à la spéculation immobilière sur les terrains les plus valorisés des meilleures zones centrales, ainsi que l'expulsion des travailleurs et des pauvres vers les régions périphériques : « *L'extension des grandes villes modernes donne aux terrains, en particulier dans le centre-ville, une valeur artificielle, parfois excessivement élevée. Les bâtiments érigés sur ces terrains, loin d'augmenter en valeur, se dévalorisent, parce qu'ils ne correspondent plus aux nouvelles conditions, et ils sont démolis et remplacés par de nouveaux bâtiments. C'est surtout le cas pour les logements des travailleurs qui se trouvent au centre de la ville et dont les loyers, même dans des maisons surpeuplées, ne peuvent pas dépasser un certain maximum ou ne peuvent le faire que très lentement. Ils sont donc démolis pour laisser la place à des boutiques, des magasins ou des bâtiments publics.* »



Après le délogement, la municipalité de São José dos Campos a démoli les 1 600 maisons que les habitants de Pinheirinho avaient construites.

Engels pense spécifiquement à Haussmann, le maire de Paris qui a mené une réforme de la capitale française, sous le règne de Louis Bonaparte, au XIXe siècle, en démolissant des quartiers entiers pour ouvrir de larges avenues et des boulevards. C'est la quintessence de la politique bourgeoise d'expulser les travailleurs des zones les plus valorisées. Voici son commentaire : « *Grâce à Haussmann, le bonapartisme a exploité à l'extrême cette tendance à Paris de l'escroquerie et de l'enrichissement privé. Mais l'esprit d'Haussmann est passé également par Londres, Manchester et Liverpool ; et à Berlin et à Vienne, il semble avoir été comme chez lui. Le résultat est que les ouvriers sont déplacés graduellement du centre vers la périphérie ; que les logements des ouvriers, et en général les petites maisons, se font de plus en plus rares et plus coûteux, au point qu'il devient souvent impossible de trouver de telles maisons parce que dans de telles conditions, l'industrie du bâtiment trouve dans la construction de logements à loyer élevé un champ de spéculation infiniment plus favorable, et elle ne construit qu'exceptionnellement des maisons pour les ouvriers.* »

La politique du logement du PT et le gouvernement de Dilma Rousseff

Le PT, le parti de la présidente Dilma Rousseff, a dénoncé l'action du gouvernement d'Alckmin dans le Pinheirinho. Dilma l'a même caractérisée comme une « barbarie » (quoique... seulement dans une réunion à huis clos au *Forum Social Mondial*).

Mais le gouvernement national n'a jamais proposé sérieusement d'exproprier le terrain ou d'empêcher l'expulsion. Il avance comme excuse que le « pacte fédératif »[8] l'empêché de « s'immiscer » dans l'Etat de São Paulo, ce qui est manifestement faux.

La vraie raison de l'omission criminelle du gouvernement de Dilma est sa politique du logement. Le gouvernement a lancé un plan national pour construire 2 millions logements populaires, appelé « Ma Maison, Ma Vie ». Le plan prévoit la construction de maisons – d'une valeur maximale de 90 000 dollars – qui seraient achetées par les travailleurs avec un financement de l'Etat jusqu'à 30 ans.

Quels sont les problèmes avec ce plan ? Tout d'abord, il est évident que le gouvernement évite le plus possible de régulariser les terrains occupés. Il pourrait, par exemple, donner des titres de propriété à ceux qui ont un immeuble dans les favelas et assainir ces quartiers, mais il exige, au contraire, des travailleurs de s'endetter pour 30 ans pour acheter leur maison.

Deuxièmement, le plan vise à favoriser un secteur de la bourgeoisie du bâtiment, qui reçoit des capitaux de l'Etat avec un taux d'intérêt très bas pour construire des maisons populaires. La principale banque publique commerciale, la Caixa Economica Federal, paye les entreprises pour construire les maisons, et les travailleurs deviennent redevables à la banque. Les entreprises de construction ont donc une excellente marge bénéficiaire, garantie par un financement public à des taux d'intérêt subventionnés.

Troisièmement, le gouvernement finance la construction en utilisant les ressources d'un fonds construit avec une partie des salaires des travailleurs. Il s'agit du *Fonds de garantie pour temps de service* (FGTS), un fonds administré par la Caixa Economica Federal et qui dispose d'un capital



immense d'environ 30 milliards de dollars.

Le FGTS fut créé à l'époque de la dictature militaire et est alimenté par la contribution obligatoire de 8 % du salaire de tous les travailleurs embauchés par des entreprises privées ou de l'Etat, sauf les salariés de l'Administration publique. Formellement, ce sont les entreprises qui versent la contribution, mais celles-ci la considèrent évidemment comme une partie du capital utilisé pour payer la main d'œuvre.

Les contributions du travailleur sont versées sur un compte individuel à son nom et ne peuvent être retirées qu'en cas de licenciement sans juste cause, de maladie grave ou d'achat d'une maison pour y habiter.

Le problème est que le FGTS rémunère les comptes des travailleurs avec un intérêt nominal annuel de 3 %, ce qui est un intérêt négatif à cause de l'inflation, qui était de 6,5 % au Brésil en 2011. Le taux Selic de la Banque centrale, utilisé par le gouvernement pour rémunérer les titres qu'il émet, est de 11,25 %. Cette différence est utilisée pour subventionner l'industrie du bâtiment et financer le gouvernement lui-même.

La conclusion évidente est que la politique du gouvernement de Dilma et du PT ne vise pas à résoudre le problème du manque de logements ou de leur précarité, mais à transformer la construction de maisons populaires en une bonne affaire capitaliste qui génère une masse de survaleur et d'énormes bénéfices pour des secteurs de la bourgeoisie brésilienne, principalement celle de l'industrie et de la construction civile.

Cette politique ne mène pas à la solution du problème du logement (on construit deux millions de logements pour un déficit de 8 millions). Elle répond plutôt à des impératifs stricts du capital, en particulier dans les grands centres urbains, où les travailleurs sont retirés des terrains les plus valorisés et déplacés vers des complexes de logement dans la périphérie des villes, parfois à 30 ou 40 kilomètres du centre.

Le logement : un droit démocratique

Après plus de deux siècles, le système capitaliste et la démocratie bourgeoise reconnaissent, du moins en théorie, le « droit au logement » comme l'un des droits sociaux fondamentaux de l'homme, défini dans toutes les chartes de l'ONU depuis la Déclaration des Droits de l'Homme de 1948.

Cependant, les gouvernements et les Etats bourgeois, y compris ceux du régime démocratique bourgeois (la forme plus « moderne » de la dictature du capital), violent et bafouent constamment le droit au logement, comme d'ailleurs tous les droits démocratiques fondamentaux.

Le Brésil n'est pas une exception. L'article 6 de la Constitution stipule clairement que « l'éducation, la santé, l'alimentation, le travail, le logement, les loisirs, la sécurité, la santé sociale, la protection de la maternité et de l'enfance, et l'assistance aux démunis sont des droits sociaux ». Qui plus est, la même Constitution brésilienne définit dans son premier chapitre les « droits et devoirs individuels et collectifs » et y stipule que « le droit de propriété est garanti », sans oublier de préciser que « la propriété doit respecter sa fonction sociale ».

Cependant, les occupants de Pinheirinho et des milliers de travailleurs de tout le Brésil peuvent témoigner que le droit du capital, appuyé par la violence et la terreur, est au-dessus de tout cela. Il n'y a pas de droits individuels ou collectifs pour le peuple qui valent quoi que ce soit, face à la force du capital. Dans ce contexte, face à la souffrance de milliers de familles délogées, parler de « droit au logement » et de « fonction sociale de la propriété » sonne comme une mauvaise plaisanterie.

La position et l'intervention du PSTU

Il est bien connu, que le PSTU (Parti socialiste des travailleurs unifié) se trouvait à côté des habitants de Pinheirinho dès le début de l'occupation, il y a huit ans. Des dirigeants du Syndicat des métallos de São José dos Campos et des militants du PSTU, comme le camarade Marrom, aidèrent à organiser et à diriger le mouvement. L'un des avocats du Pinheirinho, Antonio Donizete Ferreira, alias Toninho, est également le président du PSTU de la ville.

Cette présence motiva des attaques et des expressions de haine contre le PSTU de la part de la bourgeoisie, y compris celle qui critiqua hypocritement la violence du gouvernement et de la Police militaire alors que d'autre part, elle la justifia. Le cas du journal *Folha de São Paulo* fut un des plus grotesques. Dans un éditorial du 26 janvier, intitulé « *Opération Pinheirinho* », le journal accuse le PSTU d'être le coupable des violences commises contre les habitants ; c'est le



Solidarité avec le Pinheirinho dans le monde entier. Sur la banderole, déployée lors d'un rassemblement face à l'ambassade du Brésil à Berlin, on peut lire : « Nous sommes tous Pinheirinho ».

comble du cynisme. Selon le journal, « *des militants gauchistes liés à des organisations syndicales et au Parti socialiste des travailleurs unifié, le PSTU, se trouvaient à la tête de l'occupation — une favela avec environ 6 000 personnes.* » Et il conclut : « *Cela ne fait aucun doute que ces dirigeants voulaient l'affrontement. Le PSTU n'était pas intéressé dans des solutions réelles pour les problèmes de logement des pauvres* ».

Un article d'Elio Gaspari va dans le même sens. Dans « *Pinheirinho : la stratégie de la tension* », il dénonce la prétendue « intransigeance » du mouvement des habitants de Pinheirinho pour négocier l'achat du terrain avec les propriétaires.

Un éditorial dans le journal « *O Estado de São Paulo* » accuse le PSTU de la même façon. Selon ce journal, le PSTU, « *qui prêche le remplacement de l'Etat capitaliste par le ''marxisme révolutionnaire''* (sic) » miserait sur la confrontation avec la police comme un moyen d'obtenir un avantage politique.

Deux logiques perverses sont à la base de ces attaques. La première dit que la violence est provoquée par les opposants, ou pire encore, par ceux qui résistent aux abus de la bourgeoisie, à l'arbitraire de la justice corrompue et à la violence des forces de répression. Les pauvres, les travailleurs et les opprimés sont à blâmer pour la violence parce qu'ils luttent pour éviter le délogement, pour défendre leurs familles, pour garder leurs biens. Selon cette logique bourgeoise, la seule façon d'éviter la fureur et la terreur de la répression est de se soumettre et d'accepter tranquillement toute sorte d'arbitraires.

La seconde logique perverse est celle qui stigmatise ceux qui se trouvent inconditionnellement du côté des travailleurs et des opprimés – et qui les défendent jusqu'à la fin – comme des promoteurs intransigeants de la résistance et donc de la violence. C'est cette logique qui pousse les organes les plus importants de la presse écrite brésilienne à attaquer le PSTU. Car notre parti se trouvait et se trouve, avec une grande fierté, à côté des habitants de Pinheirinho, de façon intransigeante, en paroles et en actions, en développant aujourd'hui une campagne nationale et internationale de solidarité.

D'autre part, les organes de la grande presse – avec des journalistes comme Gaspari, qui se considérait naguère comme « démocratique » – se situent clairement, de façon honteuse, du côté de Naji Nahas et de la spéculation immobilière, du côté des juges suspects, de la Police militaire et du gouverneur Alckmin. Le fossé entre les classes ne pouvait pas être plus clair.

La position du PSTU est très claire : en tant que marxistes révolutionnaires (comme dit le journal « *O Estado de São Paulo* »), nous ne nous faisons aucune illusion qu'il est possible de résoudre le problème du logement des travailleurs et des pauvres au sein du système capitaliste. C'est encore Engels qui donne une définition précise pour le programme des socialistes : « *Pour mettre un terme au manque de logements, il n'y a qu'un moyen : l'élimination de l'exploitation et de l'oppression de la classe ouvrière par la classe dominante.* »

Mais cette vision stratégique ne peut pas diluer les besoins immédiats et concrets. Le PSTU soutient les occupations et les mouvements des travailleurs et des pauvres en lutte pour le logement. Nous défendons l'expropriation des terrains et immeubles urbains vacants, la légalisation des terres occupées et l'assainissement des favelas et des colonies de peuplement irrégulières. Ce programme a une explication simple : la classe ouvrière et les secteurs populaires sont obligés de se battre chaque jour pour leur survie physique, en lutte pour le salaire, l'emploi, la santé, l'éducation, et aussi pour un endroit décent pour vivre. Et la lutte quotidienne pour la survie est, d'autre part, la meilleure école concernant l'exploitation capitaliste et la nécessité de mettre fin à son système. C'est la meilleure école pour le socialisme.

---

[1] Parti de la social-démocratie brésilienne. Malgré son nom, il s'agit d'un parti bourgeois de droite, responsable de la mise en œuvre d'une politique néolibérale et de privatisations au cours des huit ans de présidence de Fernando Henrique Cardoso, l'un de ses principaux dirigeants. Le PSDB est au gouvernement de l'Etat fédéré de São Paulo depuis 17 ans.

[2] Réalisé par l'agence *Ernst & Young* en partenariat avec la *Fundación Getúlio Vargas*, cité dans l'article de Marcos Nicolas, directeur général du cabinet d'Ernst & Young dans l'Etat de São Paulo.

[3] Institut brésilien de géographie et de statistique, un organe officiel de l'Etat fédéral brésilien. L'Institut réalise régulièrement un PNAD (*Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios*), un recensement national des logements par échantillonnage.

[4] Favela est le nom donné aux quartiers marginaux, aux bidonvilles, du Brésil. La dénomination change selon les pays.

[5] Un type de favela avec des maisons en bois sur pilotis, érigées dans des zones inondables.

[6] Des « voisinages », des pâtés de maisons occupés par plusieurs familles, appelés aussi *conventillos*.

[7] http ://www.marxists.org/francais/engels/works/1872/00/logement.htm

[8] Selon sa Constitution, le Brésil est pratiquement une fédération d'Etats.



Les habitants de Pinheirinho tentent de sauver quelques effets personnels.

Pourquoi avons-nous rompu avec le Bloc de Gauche ?

Cristina Portella

Le Bloc de gauche (Bloco de esquerda) est né au Portugal en 1999 de la convergence de trois partis de gauche : l'Union démocratique populaire (UDP – ex-maoïste), le Parti socialiste révolutionnaire (PSR – trotskyste, lié à la Quatrième internationale – Secrétariat Unifié) et Política XXI (une dissidence du Parti communiste portugais). Notre organisation, Ruptura/FER, y est entrée la même année avec la caractérisation – confirmée plus tard par son succès militant et électoral – que la nouvelle organisation occuperait un espace à la gauche du Parti communiste portugais (PCP). Ce dernier avait subi l'usure causée par le renversement des régimes de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS, et par une politique qui ne répondait pas à la nouvelle conjoncture ouverte par ces événements.

Il faut savoir que le Bloc est apparu dans une conjoncture apparemment défavorable à la création d'un nouveau parti de gauche. Le Portugal vivait alors une période de croissance économique, avec un taux de chômage des plus bas de l'Europe, dans l'euphorie des ressources provenant de Fonds européens. Le Manifeste de fondation du Bloc, intitulé « *Recommencer* », disait que « *1998 fut l'année où le Portugal fut anesthésié avec l'illusion d'être arrivé enfin au ''peloton de tête'* ». Mais la déception a vite pris le dessus. Avec la crise, le PIB du Portugal est passé d'une croissance de 5 % en 1998 à une récession de -0,9 % en 2003. La performance du Bloc, mesurée en résultats électoraux, a accompagné cette évolution en sens inverse : de 2 députés (2,44 % des voix) en 1999, elle est passée à 8 (6,35 %) en 2005.

Le fait est que son projet politique, exprimé dans « *Recommencer* », faisait écho aux grandes manifestations antimondialisation des Forums sociaux mondiaux et aux discours de la « citoyenneté » et de la défense des dénommées « causes de rupture » telles que la dépénalisation de l'avortement, les droits des LGBT et la légalisation des drogues douces. Dans son manifeste fondateur, le Bloc dénonce la mondialisation et le « capitalisme casino », avec l'emprise de la finance sur l'économie, la concentration de capitaux et la délocalisation des entreprises, source de chômage et de précarité. Mais dans son discours, en ligne avec les préjugés antimarxistes de l'époque, il n'y a pas de place pour le concept de « classe sociale » ni pour une critique plus radicale du capitalisme et du « projet européen ». Et cette limitation dans le programme, soutenue par le soi-disant « européisme de gauche », devient alors l'un des premiers motifs de controverse publique de la direction du Bloc avec le courant Ruptura/FER.

De « l'européisme de gauche » à Refondation communiste

Dans les débats internes qui ont précédé la IIIe Convention du Bloc, en mai 2003, *Ruptura/FER* critiqua le texte « *Pour une refondation démocratique de l'Union européenne* » adopté par le Bureau national. « *Une fois de plus, le document semble oublier que l'Europe est aussi une puissance impérialiste qui exploite les travailleurs et les nations de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, en dépit du fait d'être à la traîne des Etats-Unis. Par conséquent – et il s'agit ici d'un autre aspect essentiel –, il ne suffit pas d'exiger ''l'approfondissement de la démocratie'' dans l'Union européenne ou sa ''refondation démocratique'', mais la construction d'une Union européenne socialiste.* » (*Ruptura* nº 57 / mai 2003).

Ce débat sur l'Europe allait prendre plus d'importance encore dans les années suivantes, avec la discussion sur l'adhésion du Bloc au Parti de la Gauche européenne (PGE). Lors de la IVe Convention du Bloc, en 2005, les délégués de Ruptura/FER ont proposé que le Bloc n'entre pas dans le PGE comme un membre à part entière – contrairement à la proposition de la direction – vu que ce parti était présidé par *Refondation communiste* d'Italie.



Je ne parviens pas à vivre. »

Cette même année, *Refondation communiste* se préparait à participer dans une coalition électorale conduite par Romano Prodi, ancien Premier ministre italien et ancien président de la Commission européenne. Le projet de *Refondation* était donc d'entrer dans un gouvernement bourgeois. Ce gouvernement allait maintenir les troupes italiennes en Afghanistan et au Liban et la base de l'OTAN à Vicenza, toujours avec l'approbation des députés et des sénateurs de *Refondation*, comme on le saura plus tard. Pourtant, la direction du Bloc n'a jamais remis en question son affiliation au PGE.

Les différences de *Ruptura/FER* avec la direction du Bloc, dans ces premières années de construction du parti, ne se limitèrent pas à la question européenne. Déjà en 2001, notre courant défendit la présentation d'un candidat du Bloc aux élections présidentielles de cette année-là, alors que d'autres secteurs proposaient le soutien du Bloc à la réélection de Jorge Sampaio, du Parti socialiste. Une autre bataille de *Ruptura/FER* à l'intérieur du Bloc fut la défense d'un parti orienté vers la classe ouvrière et sa lutte, avec des alternatives, syndicales et de base, à l'hégémonie de la CGTP (liée au PCP). Pour cela, il était nécessaire d'organiser les militants en interne dans des noyaux d'entreprise, par secteur professionnel, dans les écoles et les universités et parmi les jeunes, avec une attention particulière aux travailleurs précaires.



Les initiatives qui allaient dans ce sens, comme la Marche pour l'emploi, en 2006, et les rencontres du travail et de la jeunesse, eurent une forte participation des membres du Bloc qui étaient adeptes de *Ruptura/FER*. Toutefois, par la suite, ces rencontres ont été vidées de leur contenu par la direction du Bloc, avec, dans le cas des rencontres du travail, l'interdiction de voter des orientations politiques pour le secteur ou d'élire une coordination pour le travail syndical, ces tâches étant dorénavant réservées exclusivement à la direction nationale.

2007, l'année du virage

L'année 2007 a bien commencé pour la gauche et les travailleurs, en particulier pour les femmes, avec la victoire historique du « Oui » lors du référendum sur la légalisation de l'avortement au Portugal. Mais la conduite de la campagne pour le « Oui » fut également une source de divergences au sein du Bloc. Les adeptes de *Ruptura/FER* et de nombreux indépendants soulignèrent la nécessité pour le Bloc de se différencier du PS pendant la campagne. Ils étaient d'avis, à juste titre, que ce parti, qui était au pouvoir depuis deux ans, menant une politique d'attaques féroces contre les services publics et les travailleurs, allait profiter de cette initiative pour « blanchir » son gouvernement. C'est ce qui s'est passé, et le Bloc a finalement été complice de cette politique, non seulement pour ne pas avoir pris ses distances par rapport au PS dans ses revendications (exigeant, par exemple, que l'IVG soit remboursée par la Sécurité sociale), mais aussi pour avoir adhéré, aux côtés de dirigeants du PS, à des mouvements de citoyens sans aucune perspective de classe.

Ce rapprochement au PS, à travers la campagne pour le « Oui », fut dénoncé par la Motion C (« *Tous dans la lutte, dans toutes les luttes* »), présentée à la Ve Convention du Bloc (juin 2007) par des indépendants et des membres de *Ruptura/FER*. La Motion était centrée sur la critique au gouvernement du Premier ministre socialiste, José Sócrates : « *Nous pouvons maintenant dire clairement que le PS gouverne à droite, pour la droite et pour le capital : il met en œuvre une grande partie des politiques néolibérales que les gouvernements précédents de Durão Barroso et de Santana Lopes n'ont pas pu réaliser.* »

La proposition concernant la relation du Bloc avec le gouvernement du PS était également claire : « *Le Bloc fera une opposition frontale au gouvernement du PS, celui-ci étant responsable des attaques les plus récentes contre les travailleurs et la qualité de vie de la population.* » Outre la lutte contre le gouvernement du PS, le Bloc ne devrait pas participer à des gouvernements « *qui ont la même politique que la droite – les privatisations, la destruction du secteur public, les attaques contre les droits et les acquis des travailleurs et le soutien ou la participation militaire dans les guerres et l'occupation d'Etats souverains –,* » ni leur apporter un soutien parlementaire.

D'autre part, la responsabilité pour le maintien du gouvernement du PS, largement contesté par les luttes sociales (comme la manifestation qui a réuni 100 000 personnes en octobre 2006) et par la défaite lors de deux élections consécutives (les régionales et les présidentielles), ne pouvait être attribuée exclusivement au rapport de forces. « *Il faut dire que la principale force du gouvernement réside dans la politique de la CGTP (liée au PCP) qui s'applique à freiner les manifestations et à retarder l'unification (et la radicalisation) de l'ensemble des travailleurs en vue de vaincre la politique du gouvernement.* »

En général, sur le terrain politique, l'absence d'une alternative à gauche du gouvernement de Sócrates était aussi un élément important pour la stabilité relative de ce dernier. En ce sens, la Motion C était axée sur l'appel à la construction de l'unité d'action contre le gouvernement du PS pour combattre ses mesures contre le peuple, et sur la présentation d'une alternative de gouvernement pour bloquer le renouvellement de celui du PS : « *Le Bloc de gauche lance un appel public, au PCP, à la CGTP, à tous les socialistes qui s'opposent aux politiques néolibérales du gouvernement et à tous les militants indépendants, pour créer une plateforme commune d'action autour de quelques revendications centrales.* »

La Motion C, cohérente avec la politique proposée d'unité de la gauche, critiqua l'orientation approuvée par le Bloc pour les élections présidentielles de l'année antérieure. Pour ces élections, le Bloc avait proposé la candidature de son coordinateur, Francisco Louçã, mais ce fut le candidat Manuel Alegre qui galvanisa la remise en question du gouvernement de Sócrates, n'étant lui-même pas candidat pour le PS, bien que militant de ce parti. Il a obtenu plus d'un million de voix (20 %) et la deuxième position, le vainqueur étant le candidat de la droite, Cavaco Silva. Le candidat du PS, Mario Soares, a encaissé une perte énorme, n'étant soutenu que par 14 % de l'électorat. La Motion C en tirait la conclusion : « *Lors de ces élections, toute la gauche a défendu la défaite du candidat de la droite comme une priorité. Tous ont préconisé une ''théorie'' du même genre : chaque ''parti'' de la gauche devait présenter son candidat, comme seul moyen de réduire l'abstention. Nous soutînmes dès le début la candidature de Francisco Louçã, mais nous croyons que la gauche (Bloc et PCP) était plus soucieuse de préserver et de garantir son électorat que d'essayer de présenter une candidature d'unité, étendue à la gauche socialiste, pour vaincre réellement Cavaco.* »

L'Accord de Lisbonne et la participation dans un gouvernement du PS

Lors de cette Ve Convention, la majorité du Bloc était d'accord de ne pas conclure d'ententes avec le PS. Dans sa motion d'orientation (« *La gauche socialiste comme alternative au gouvernement de Sócrates* »), cet engagement était acquis : « *Dans la campagne électorale qui a donné la majorité absolue à Sócrates, le Bloc présenta un programme de gouvernement qui représentait son engagement envers les électeurs et qui formulait une alternative claire au PS, montrant que les réponses aux problèmes exigent un gouvernement engagé dans les priorités sociales. Nous maintenons cette orientation et cet engagement pour des propositions alternatives.* » Mais cette orientation n'a pas été maintenu, comme c'est devenu évident avec l'Accord de Lisbonne.

En plein été, à peine deux mois après la Ve Convention, les militants du Bloc apprirent par la presse que leur parti avait signé un accord avec le Président du Conseil municipal de Lisbonne, du PS, selon lequel l'échevin



indépendant, élu comme candidat du Bloc, allait entrer au gouvernement. La nouvelle de cet accord tomba comme une bombe au sein du Bloc, provoquant la colère y compris de militants des courants majoritaires du parti.

Voici comment un magazine a relaté cette controverse : « *Selon Gil Garcia (dans le journal* Público*, de* Ruptura/FER*), ''Avec cet accord, le bloc a cédé au PS et ne s'affirme plus comme une alternative socialiste au gouvernement de Sócrates. Cet accord avec António Costa, qui était le numéro deux du gouvernement, représente indirectement un soutien au gouvernement du PS.'' A l'inverse, le coordinateur du Bloc, Francisco Louçã, a essayé désespérément de justifier l'accord au nom d'une politique unitaire, considérant que ceux qui ne s'y retrouvaient pas étaient des sectaires.* » (*Le sectarisme, un fantôme qui étonne la gauche. Arguments concernant la politique unitaire dans la stratégie socialiste – Combat*, été 2007).

En novembre 2008, suite à une performance désastreuse où le Bloc soutenait ou justifiait toutes les initiatives du Président du PS au Conseil de Lisbonne, ce qui provoqua une usure importante pour le Bloc, la direction de ce dernier décida de rompre avec le conseiller indépendant qui participait au gouvernement, l'accablant de toute la responsabilité pour les mauvais résultats de l'initiative. A aucun moment, la direction ne reconnut son erreur, et elle ne fit même pas un bilan autocritique de cette politique. Et, comme nous allons voir, il ne s'agissait pas là d'une erreur, mais d'une politique délibérée d'alliance avec le PS,.

La « fantaisie prodigieuse » est devenue réalité.

La VIe Convention (février 2009) a offert un échantillon des plus révélateurs sur la manière de faire de la politique de la direction de Bloc, lorsque l'un de ses principaux dirigeants, Luís Hacienda, décrivit comme « fantaisie prodigieuse » l'accusation portée par la Motion C (composée de militants de Ruptura/FER et d'indépendants), comme quoi le parti se préparait à soutenir comme candidat à la présidence, Manuel Alegre, candidat du gouvernement du PS. Selon Gil Garcia : « *Ils avaient promis, lors de la convention précédente, de ne pas faire d'accord avec le PS, et il y eut l'accord de Lisbonne. Manuel Alegre peut être le prochain candidat présidentiel soutenu par Sócrates et le Bloc* ». Et c'est exactement ce qui s'est passé, en dépit des dénégations catégoriques de la direction de Bloc. Contrairement à sa première candidature à la présidence, (quand il se présentait en dehors du PS et du gouvernement de Sócrates), Manuel Alegre fut le candidat officiel du Parti socialiste lors des élections présidentielles en janvier 2011, soutenu par le Premier ministre José Sócrates, chef d'un gouvernement qui appliquait des plans d'austérité sévères, en symbiose avec l'Union européenne et le FMI.

Le soutien du Bloc à Manuel Alegre (et indirectement au gouvernement du PS lui-même) a ouvert une crise sans précédent au sein du parti et a causé le divorce entre lui et une part de son électorat potentiel. Le résultat ne se fit pas attendre. De 9,82 % des voix et 16 députés en 2009, le Bloc a reculé à 5,17 % et 8 députés lors des élections législatives de juin 2011. Beaucoup de jeunes et de travailleurs avaient vu dans le Bloc une nouvelle façon de faire de la politique, plus radicale et de front, avec davantage de démocratie et sans les vices parlementaires des autres partis, et ils furent déçus. En interne, la capitulation du Bloc au PS et la défaite électorale donnèrent des ailes aux critiques d'un projet qui s'était écarté de sa proposition initiale.

Le Bloc était déjà un parti électoral et avec un important déficit de démocratie interne : il basa son intervention politique sur les fonctionnaires payés, plutôt que sur les militants ; il empêcha le courant d'opposition de gauche le plus important (*Ruptura/FER*) d'accéder à des places éligibles dans les processus électoraux ; il refusa de construire des oppositions syndicales pour élargir le mouvement syndical à la base et remettre en question l'hégémonie des directions bureaucratiques liées à la CGTP/PCP ; il refusa d'appeler à l'unité de la gauche pour mettre fin à l'alternance de la droite et du PS au pouvoir, mais il accepta de participer à des gouvernements avec le PS et de soutenir des candidats communs avec lui. C'était finalement un parti qui s'adaptait de plus en plus au régime et qui abandonnait des milliers de travailleurs et de jeunes à leur sort, comme les 300 000 qui sont descendus dans la rue le 12 mars 2011 lors de la manifestation de la « Geração à Rasca » (la génération précaire) pour protester contre le chômage et la précarité de l'emploi, contre le parlement et les politiciens.

Après le désastre électoral de juin, avec la « Troïka » (la délégation composée de représentants de l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le FMI) déjà installée au Portugal et la droite au pouvoir dans le pays, *Ruptura/FER* demanda d'anticiper la convention du Bloc afin d'ouvrir un débat beaucoup plus ample dans le parti concernant les politiques à adopter pour faire face à la nouvelle situation. La direction du Bloc fit la sourde oreille, et l'explication est simple : elle a peur de faire un bilan sérieux du passé récent, parce qu'elle ne veut pas changer de politique. Elle préfère continuer à faire des alliances avec le PS et mettre en scène une opposition stérile, tout autant qu'elle refuse d'appeler à l'unité de la gauche pour vaincre l'alternance entre la droite et le PS au pouvoir ; elle préfère que le pays continue à payer la dette extérieure et ne préconise donc pas la suspension des paiements de la dette, mais leur « restructuration » ; elle préfère construire un parti centré sur le parlement et non pas sur le monde du travail et les luttes de la jeunesse ; elle préfère, finalement, collectionner des députés, des spécialistes à déposer des plaintes bien fondées et des propositions, mais pour « tout laisser tel quel ». C'est pour tout cela que *Ruptura/FER* a rompu avec le Bloc et a créé le MAS, le Mouvement Alternative socialiste, un nouveau parti pour construire dans les luttes, un autre 25 avril.



Colonne de Ruptura/FER dans la manifestation du 24 novembre 2011.



Une alternative pour les travailleurs et la jeunesse voit le jour.

Flor Neves

Le Mouvement Alternative socialiste (MAS), la nouvelle section de la LIT au Portugal, fut fondé ce 10 mars 2012 à Lisbonne. Ce parti est né au cœur des combats que la jeunesse et les travailleurs portugais mènent aujourd'hui contre la crise économique et ses conséquences dramatiques. Il est né au milieu de la pire crise économique depuis 1929, avec son épicentre en Europe. Les conséquences de cette crise sur la vie de la majorité de la population portugaise sont dramatiques. Parmi elles, il y a l'augmentation brutale du chômage (actuellement 14,8 %), aussi bien pour les plus jeunes et pour ceux qui, ayant 45 ans ou plus, sont considérés comme « trop vieux » pour travailler, mais trop jeunes pour accéder à la pension de retraite.

Avec le chômage, la faim et le nombre de personnes forcées à vivre dans la rue augmentent aussi. En outre, les salaires dépassent à peine le salaire minimum national, ce qui entraîne l'émigration de milliers de Portugais à la recherche d'un emploi de survie, y compris de plus en plus de jeunes avec un diplôme de l'enseignement supérieur.

La crise signifie aussi une plus grande insécurité d'emploi des jeunes portugais, la généralisation des contrats pour une ou deux semaines, ou même l'absence de contrat de travail et son remplacement par des chèques services. Des acquis sociaux du mouvement ouvrier, telles que les congés payés, le 13e et le 14e salaire, le droit au congé de maternité et au congé de maladie, deviennent de plus en plus souvent, pour les travailleurs, un simple souvenir d'une époque lointaine.

Les travailleurs et les jeunes commencent à réagir

Face à cette attaque brutale, les travailleurs et les jeunes commencent à manifester dans la rue leur mécontentement, contre l'impasse où ils sont piégés, d'abord par le gouvernement de Sócrates (PS) et maintenant par celui de Pasos Conejo (PSD-CDs) .

Les grandes manifestations de la « Geração à Rasca » (la génération précaire), ainsi que le Mouvement 15 octobre et la grève générale de 2011, furent l'expression de ce mécontentement. A cela s'ajoutent, plus récemment, les luttes importantes menées dans les entreprises, comme dans le secteur du transport (CP et TAP) et chez Cerámica de Valadares. Dans les entreprises ou dans la rue, il s'agit de se battre contre les attaques que l'on veut nous imposer, avec une augmentation des cas d'initiatives de travailleurs et de jeunes en marge des directions politiques et syndicales traditionnelles.

La gauche traditionnelle fait faux bond

Malgré l'importance des luttes en cours, nous sommes encore loin d'une réponse du mouvement ouvrier et populaire capable de faire face à la brutalité de l'attaque menée par la Troïka de l'UE-BCE-FMI et le gouvernement. Outre la crainte du chômage, il y a un sentiment général de manque d'une issue alternative. Et la politique de la gauche traditionnelle contribue beaucoup à ce sentiment.

Le Parti communiste (PCP) dirige toujours de façon bureaucratique le syndicat principal du pays (CGTP) et cherche à contrôler la révolte qui va exploser et en éviter son débordement. Comme parti le plus enraciné dans le mouvement syndical, il pourrait jouer un rôle central dans la lutte contre la Troïka et l'austérité. Cependant, face à la crise, le PCP privilégie la conciliation de classe plutôt qu'une issue indépendante des travailleurs. Il agit pour soutenir le régime et non pour le combattre.

Le Bloc de gauche, qui était apparu comme un espoir pour ceux de la gauche qui ne croyaient plus dans le PS ou le PCP, a clairement démontré qu'il n'est pas une alternative. Au-delà de favoriser systématiquement des alliances avec le PS, comme ce fut le cas avec le soutien à la candidature présidentielle de Manuel Alegre quand ce dernier était également soutenu par le gouvernement de Sócrates, le Bloc n'est pas non plus une alternative au PCP, car il refuse de construire une alternative démocratique et combative dans le mouvement syndical et il a la même politique de conciliation avec les patrons et le gouvernement, comme il l'a démontré dans la lutte des enseignants en 2008.

En outre, malgré son étiquette d'« anticapitaliste », le Bloc a toujours privilégié l'activité parlementaire et a donc déçu beaucoup de gens qui voyaient en lui un espoir d'alternative pour les luttes des travailleurs et des jeunes.

La dette, l'austérité et la nécessité d'une alternative socialiste

Au nom du payement de la dette, le pays est pillé, la vie de milliers de travailleurs et de retraités est détruite et l'avenir de plusieurs générations de jeunes est hypothéqué.

Face à cette attaque brutale contre la majorité de la population portugaise, le PCP et le Bloc sont des partis qui « s'adaptent » à l'état actuel des choses et défendent seulement la « renégociation des termes du paiement de la dette », ce qui revient, dans la pratique, à accepter l'austérité imposée au peuple portugais, à accepter le discours du gouvernement que « nous devons faire des sacrifices pour respecter les engagements du pays » et, finalement, à accepter le vol perpétré par les banquiers, les grands patrons et l'Union européenne au détriment du peuple portugais.

A ce discours, il faut opposer une alternative socialiste, qui défend la suspension immédiate du paiement de la dette pour mettre fin à l'austérité,



qui défend le respect des engagements envers les travailleurs, plutôt qu'envers les banquiers qui ont volé et continuent à voler le pays et qui nous présentent maintenant la facture de « l'austérité éternelle ». Il faut une alternative qui défende la nécessité d'un nouveau 25 avril, pour barrer la route à la Troïka et au gouvernement.

La période actuelle est de grands changements, de grands bouleversements et de grandes batailles. C'est ce que montrent les luttes au Portugal, en Grèce et en Espagne, ainsi que les révolutions en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Les partis existants ne répondent plus aux nouvelles batailles que les travailleurs et les jeunes commencent à livrer. Le MAS entend être un instrument politique, un parti au service de la lutte pour un nouveau 25 avril, pour imposer une solution à la crise, au service des travailleurs, non au service des banquiers.

Un parti nouveau, mais avec une histoire

Le MAS, une expression des vents de lutte qui soufflent dans le monde, est aussi le produit d'un courant avec une tradition de quatre décennies au Portugal.

Notre histoire commença en 1972 avec la formation de groupes d'étudiants contre la dictature de Salazar, dans les écoles secondaires de Lisbonne. Ces groupes éditaient des bulletins dans les écoles, contre la guerre coloniale en Afrique, et luttaient pour des demandes spécifiques des étudiants.

Avec la chute de la dictature, le 25 avril 1974, une révolution profonde se mit en marche dans le pays. Les militants de ces groupes d'étudiants rejoignirent rapidement ce processus révolutionnaire et les manifestations populaires spontanées qui apparaissent partout.

La connexion avec l'Internationale et la constitution en tant que parti

Au feu de la révolution portugaise en 1974, ces groupes d'étudiants entrèrent en contact avec la Tendance trotskyste léniniste (TLT) de la Quatrième Internationale - Secrétariat unifié, dont le PST argentin, dirigé par Nahuel Moreno, et le SWP (Etats Unis) faisaient partie. L'identification avec les idées de cette tendance et avec plusieurs de ses critiques envers la majorité de la Quatrième Internationale nous a menés à rejoindre ce courant, qui donna naissance, plus tard, à la Ligue Internationale des Travailleurs (LIT).

C'est dans ce contexte qu'en 1974 s'est constitué l'Alliance socialiste de la jeunesse (ASJ), qui devint rapidement une organisation très importante dans les écoles secondaires de Lisbonne, publiant le journal *Combat socialiste*. En février 1975 se fonde le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), qui s'affirme non seulement dans les écoles secondaires, mais aussi plus tard dans des secteurs tels que les métallos d'Aveiro et les éboueurs de Lisbonne.

Après le recul des années 80 et la disparition de la plupart des organisations de la gauche révolutionnaire, le courant issu du PRT construisit, dans les années 90, « Ruptura ». Ce mouvement d'étudiants permit le contact avec un nouveau secteur de jeunes militants combatifs, qui découvrirent la politique dans la lutte contre les frais de scolarité à l'université, forts de l'expérience de la gauche révolutionnaire qui avait participé au 25 avril.

En 1999, nous sommes entrés dans le Bloc de gauche, où nous luttâmes pour un parti réellement anticapitaliste et socialiste, qui avait pour centre les luttes et l'organisation d'alternatives démocratiques et combatives dans le lieu de travail et non pas une politique axée sur le parlement. Nous luttâmes contre la politique systématique de se rapprocher du PS et de rejeter une alliance avec le PCP, dans les luttes contre les mesures d'austérité et le combat contre le gouvernement. A un moment où la situation sociale et politique avait le plus besoin d'une alternative socialiste pour « mettre le doigt sur la plaie », le Bloc continua d'insister sur la même politique de rapprochement au PS et de soutien au régime actuel.

Défis et responsabilités

Le MAS a d'emblée une présence nationale dans plusieurs villes (par exemple, Lisbonne, Amadora, Coimbra, Braga) et une insertion dans des secteurs importants, tels que les enseignants, les employés de banque, les travailleurs précaires des centres d'appel, les étudiants de l'enseignement supérieur et du secondaire. Le MAS est encore petit, mais commence à être un pôle d'attraction pour un secteur d'avant-garde, des militants qui cherchent une issue à la situation actuelle.

Face au discours du gouvernement de droite, affirmant qu'il n'y a « pas d'alternative à la crise et à l'austérité », et d'une gauche traditionnelle qui, comme nous l'avons vu, n'est pas prête à mener jusqu'au bout la lutte contre la Troïka, les gouvernements et leurs plans de misère pour la majorité de la population – une lutte qui fait face aux banquiers et aux patrons qui coordonnent la meilleure façon de maintenir leur pouvoir avec leurs partis et leurs organisations (UE, FMI, OTAN, ONU) –, les travailleurs et les jeunes commencent à chercher une réponse à travers la lutte dans les entreprises, des mouvements et des plate-formes telles que « le 15 octobre ».

L'histoire nous enseigne que l'existence d'une direction révolutionnaire est essentielle pour que les travailleurs soient victorieux. L'expérience du 25 avril, dans laquelle ni le PS ni le PCP ne voulaient vraiment mener la révolution jusqu'au bout, et l'ont conduite à sa défaite, est l'expression de ce besoin. C'est pourquoi nous avons la responsabilité d'avancer, au feu des luttes actuelles et futures, dans la construction et la consolidation d'un parti au service d'un nouveau 25 avril, pour vaincre la Troïka et l'austérité et imposer face à la crise une solution au service des travailleurs.

En outre, nous avons aussi la responsabilité de construire cet outil de lutte qu'est le parti international, car il n'y a pas d'issue révolutionnaire dans le cadre national. Par conséquent, le MAS naît d'emblée comme section de la LIT. A un moment où les travailleurs et les jeunes descendent dans la rue dans plusieurs pays européens, nous avons le défi de construire, avec des camarades de l'Etat espagnol, de l'Italie et d'autres pays, des liens forts de solidarité entre les luttes des peuples en Europe, et dans ce cadre, de renforcer la LIT comme une alternative révolutionnaire.

---

[1] Date de la Révolution des œillets qui a renversé la dictature de Salazar Caetano en 1974.





Campagne

Pour le 30e anniversaire de sa fondation, la LIT a lancé une vaste campagne qui se déroulera tout au long de 2012. Elle comprend des événements et des publications divers, ainsi qu'une section spéciale sur son site web.

Avec cette campagne, nous voulons revendiquer la trajectoire de notre organisation et du courant moréniste, qui a ses origines en 1944 en Argentine. Cependant, nous ne le faisons pas avec un critère nostalgique ou historique. Le chemin parcouru, ses batailles théoriques et politiques, ses expériences militantes, ses erreurs et faiblesses, tout cela nous a laissé un enseignement précieux à mettre en valeur aujourd'hui et qui nous permet de nous présenter, fiers de tout ce bagage, et formulant nos propositions à des milliers de militants et de combattants, nouveaux et anciens.

L'évènement principal de la campagne aura lieu dans **la dernière semaine d'octobre à Buenos Aires**, en Argentine, où le courant moréniste est né en 1944 et où la LIT-QI a eu sa plus grande influence. Ce rassemblement comptera, outre la participation évidente du PSTU argentin, avec la présence d'invités qui ont participé à la Conférence de fondation de la LIT, de la direction actuelle de la LIT et de délégations internationales du Brésil, du Chili, du Paraguay, de l'Uruguay, etc.

Bien qu'aucune date exacte ne soit encore fixée, d'autres rassemblements sont également prévus au Brésil, en Colombie, au Costa Rica et dans certains pays européens. Dans le vieux continent, le lancement du nouveau parti portugais, le MAS, en mars de cette année, a été célébré dans le cadre de la campagne.

Publications

Tout d'abord, une partie importante de **ce numéro de *Courrier international*** est consacrée à cette campagne, avec des articles sur son histoire, sur sa défense de la morale révolutionnaire et sur sa proposition de programme pour la reconstruction de la Quatrième Internationale.

Un ensemble de deux livres est également en préparation. Le premier concerne la Conférence de fondation elle-même, qui s'est tenue à Bogota en 1982, ainsi que les documents et résolutions de celle-ci et la transcription d'interventions diverses (y compris celles de Nahuel Moreno). Le second aura comme thème le Premier Congrès de la LIT-QI, tenu à Buenos Aires en 1985. Ce volume contiendra des témoignages de dirigeants de plusieurs pays, concernant leur relation avec la LIT-QI sous différents aspects. L'idée est d'y inclure également la contribution de certains dirigeants qui ne font pas partie de la LIT-QI, actuellement.



Sur le web

Depuis février, le site de la LIT-QI (www.litci.org) contient une section spécifique (www.litci.org/especial), en espagnol, en portugais et en anglais, pour commémorer les 30 ans d'existence de l'organisation.

Cette page spéciale, qui sera en ligne toute l'année 2012, contient des documents historiques sur la fondation de la LIT-QI et de ses sections, le développement de l'organisation, et les principales controverses qui ont été menées en interne ou avec d'autres courants de la gauche mondiale, en particulier les courants trotskystes.

Il y aura également des vidéos et des galeries de photos, ainsi que des nouvelles sur les événements organisés par les sections de la LIT-QI au cours de l'année.

Visitez notre site web spécial :

« La LIT a trente ans »

Le site sera actualisé tout au long de l'année, au fur et à mesure des activités dans les sections et des dates commémoratives de divers événements historiques.

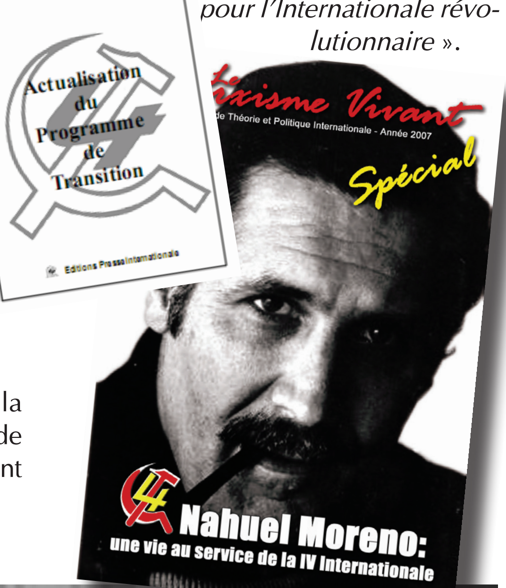
On peut déjà consulter les premiers matériaux sur le thème « Fondation » : une brève histoire de la LIT-QI ; des documents tels que l'intervention de Moreno lors de la conférence de fondation ; et une vidéo dans laquelle Eduardo Barragan, dirigeant du PSTU argentin et membre du CEI de la LIT-QI, raconte comment notre Internationale a été fondée.

En mars, nous montrerons comment a été construite la section portugaise de la LIT-QI, dans le tourbillon de la Révolution des Œillets en 1974. Ce sera dans le cadre de la grande fête que le MAS organise pour faire connaître sa sortie du *Bloc de Gauche* et son intervention en tant que nouveau parti indépendant.

En avril, le 60e anniversaire de la révolution bolivienne de 1952 sera l'occasion de revivre les grandes controverses qui ont surgi dans la Quatrième Internationale par rapport à cette révolution, un an avant la scission.

Nous traiterons également de thèmes comme la morale révolutionnaire, l'oppression de la femme, l'impérialisme et le nationalisme bourgeois, le Front populaire, parmi d'autres. Et nous montrerons comment ont été construites les sections de la LIT au Brésil, en Argentine, en Colombie, en Espagne, dans les pays d'Amérique centrale, et ailleurs.

Nous espérons ainsi collaborer à la formation des nouvelles générations de militants, trotskystes et du mouvement ouvrier et populaire, formation d'autant plus cruciale aujourd'hui vu l'urgente nécessité d'une direction révolutionnaire mondiale. C'est pourquoi nous avons adopté, comme slogan de la campagne et comme son drapeau, le mot d'ordre : « *Pour le socialisme et pour l'Internationale révolutionnaire* ».



Vous pouvez consulter l'œuvre de Moreno en français sur http://www.lct-cwb.be — *Rubrique* Théorie





http://litci.org/especial

English
Español
Português

Une histoire avec des racines et un avenir

Cecilia Toledo - Alejandro Iturbe

La LIT-QI fut fondée en janvier 1982 avec comme objectif central la lutte pour résoudre la crise de direction du mouvement ouvrier mondial et pour reconstruire la Quatrième Internationale avec influence de masse.



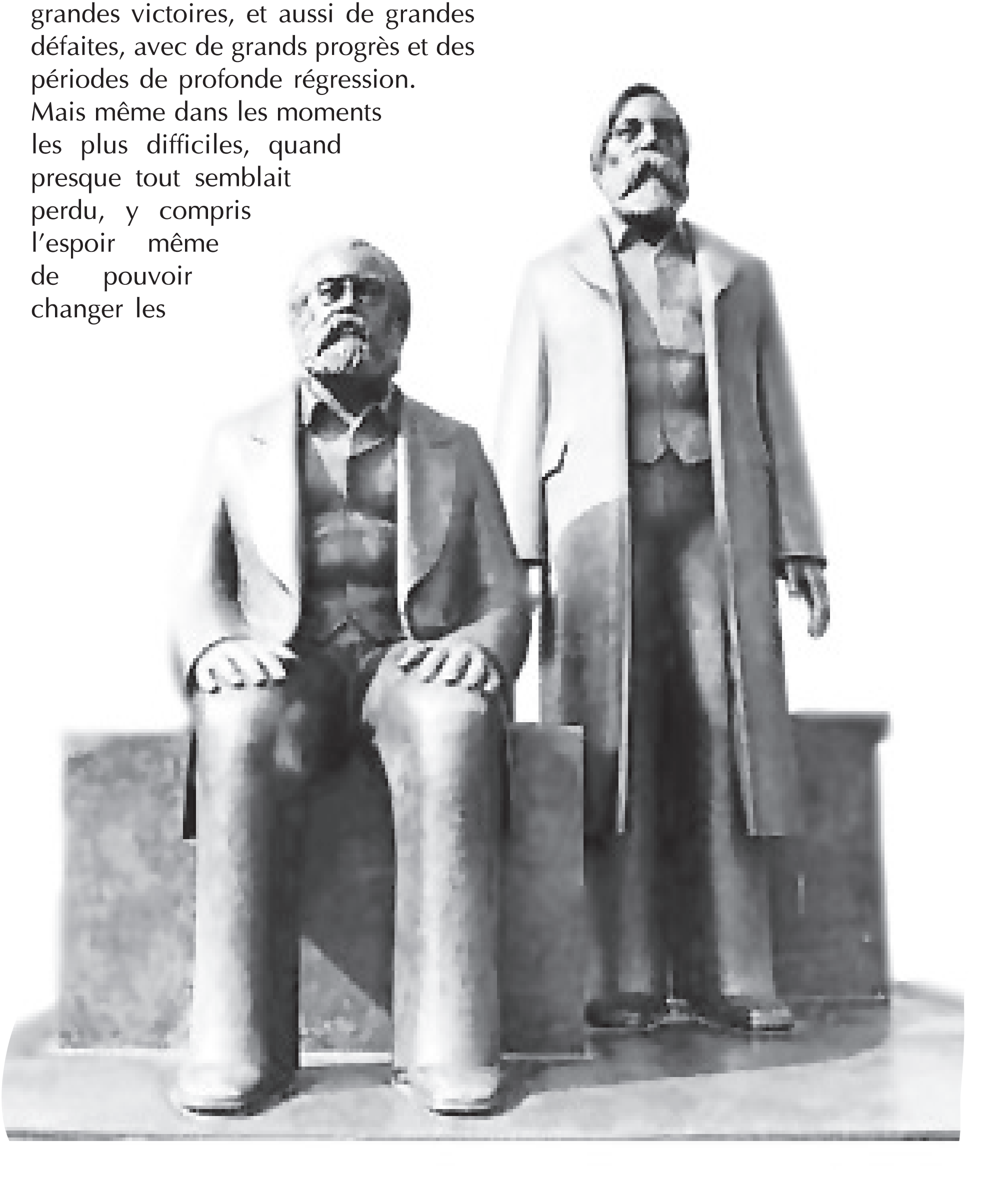
A la base de sa fondation et de l'effort militant pour sa construction et sa consolidation pendant ces 30 dernières années, il y a la conviction de la pleine actualité d'un principe : seule la mobilisation permanente des travailleurs et des exploités du monde entier, contre l'impérialisme et la bourgeoisie, peut aboutir à la victoire de la révolution socialiste internationale et à l'implantation de la dictature révolutionnaire du prolétariat. Nous ne pensons pas qu'il existe une autre possibilité de surmonter les maux profonds auxquels le capitalisme impérialiste soumet l'humanité. Et nous pensons que pour cela, pour que cette lutte puisse être menée avec des chances de succès, il faut une direction révolutionnaire internationale.

Si la LIT-QI fut fondée il y a 30 ans, en tant qu'organisation, le courant moréniste (dirigé par l'Argentin Nahuel Moreno), qui en était alors la principale composante, naquit en Argentine en 1944. Entre cette année et 1982, ce courant a mené toute une série de batailles et d'activités militantes dans diverses organisations qui se revendiquaient de la Quatrième Internationale.

En même temps, nous croyons qu'il y a une continuité, un « fil conducteur », entre cette activité militante et l'Opposition de Gauche fondée par Trotsky dans les années 1920 pour lutter contre la bureaucratie stalinienne et sa dégénérescence théorique, politique et méthodologique. Nous considérons également cette activité comme la continuation de la fondation de la Troisième Internationale et des élaborations programmatiques de ses quatre premiers congrès (1919-1923), ainsi que de l'action et du programme du Parti bolchevik de Lénine et du rôle de direction de ce parti dans la Révolution russe de 1917. Et la continuité remonte encore plus loin dans le temps, avec les bases théoriques et politiques que Marx et Engels ont établies au XIXe siècle.

Ce fut une longue route, avec de grandes victoires, et aussi de grandes défaites, avec de grands progrès et des périodes de profonde régression. Mais même dans les moments les plus difficiles, quand presque tout semblait perdu, y compris l'espoir même de pouvoir changer les choses, il y avait toujours une poignée de cadres et de militants qui, avec un œil sur les luttes du présent et les perspectives, gardaient le « fil conducteur » et les concepts d'organisation du socialisme révolutionnaire.

En ces moments difficiles, Marx, Engels, Lénine, Troysky et Moreno, parmi d'autres, ont été capables de « nager contre le courant » et de préparer ainsi l'avenir.



Statue de Marx et Engels, à Berlin (Allemagne).



La fondation de la Quatrième Internationale

La bataille qui était à l'origine de l'Opposition de Gauche dans les années 1920 et de la Quatrième Internationale en 1938, était la continuité de la lutte de Lénine, de Trotsky et de Rosa Luxemburg : d'abord contre le révisionnisme des dirigeants de la social-démocratie et de la Deuxième Internationale, puis pour la victoire, la défense et le développement international de la Révolution russe, et la construction du premier Etat ouvrier dans l'histoire, et enfin, pour la fondation de la Troisième Internationale, comme une nécessité impérieuse pour vaincre l'impérialisme à l'échelle mondiale.

Comme indiqué dans l'article sur la reconstruction de la Quatrième Internationale, « *entre 1919 et 1923, la Troisième Internationale a été la première tentative, et jusqu'à maintenant la plus importante, de construire une véritable direction révolutionnaire internationale avec un poids de masse, un parti mondial de la révolution socialiste. C'était une grande conquête pour les travailleurs dans le monde entier et, par conséquent, nous revendiquons à la fois sa conception organisationnelle et les élaborations programmatiques des quatre premiers congrès.* »

Dans ce même article sont analysées les raisons qui ont mené – dans le cadre du processus même de la dégénérescence, provoquée par le stalinisme dans le parti bolchevik et l'URSS – à la bureaucratisation de cette Internationale et à sa transformation en un instrument de la politique étrangère de la bureaucratie. Cet instrument est responsable de grandes défaites des travailleurs dans le monde, comme celle de la révolution chinoise de 1923-1925, et il fut complice, sans mener de bataille, du triomphe du nazisme en Allemagne et de sa montée au pouvoir en 1933, jusqu'à sa dissolution formelle en 1943.

En 1938, Trotsky fonda la Quatrième Internationale comme une continuation de la Troisième, pour défendre l'héritage programmatique et les conceptions organisationnels du marxisme et du léninisme, contre la bureaucratie stalinienne qui était non seulement en train de détruire cette tradition, mais, pire encore, se présenta comme son

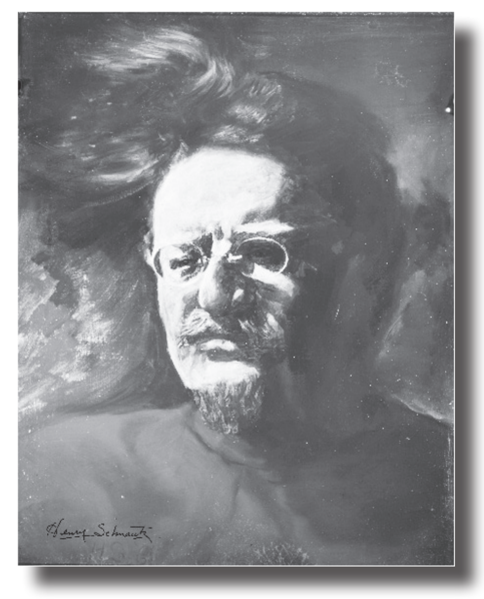


Lénine était en mesure de combattre en minorité pour le programme révolutionnaire, avant de gagner le mouvement de masses pour ce programme.

« héritière » moyennant une horrible caricature de cette dernière.

Dans cette lutte contre le stalinisme, la Quatrième Internationale se proposait d'éduquer des milliers de nouveaux cadres avec le même objectif stratégique que la Troisième : **diriger la classe ouvrière dans le processus de la révolution socialiste mondiale.** Voilà la grande mission historique de la Quatrième Internationale fondée alors, de son programme et de sa méthode.

Le trotskysme est la continuation légitime du léninisme, par sa défense du programme révolutionnaire et de la conception du parti et de l'Internationale.



La Quatrième Internationale naquit faible, réunissant à peine quelques milliers de militants, à cause de la situation contre-révolutionnaire qui existait après les triomphes du nazi-fascisme et du stalinisme, avant la Seconde Guerre mondiale. Dans ce contexte, Trotsky prédit que la Seconde Guerre mondiale, tout comme la Première, allait provoquer une vague de révolutions et que, dans ce processus, la Quatrième Internationale allait acquérir un poids de masse.

Mais le stalinisme l'assassina en 1940 au Mexique. La Quatrième Internationale a ainsi perdu celui qui, de loin, était son principal dirigeant, non seulement parce que sa figure avait un grand prestige auprès des masses, mais parce qu'il était, sans aucun doute, vu sa trajectoire, le plus expérimenté et le plus capable.

La crise dans la Quatrième Internationale

L'assassinat de Trotsky a aggravé les conditions dans lesquelles devait travailler le petit noyau de cadres et de militants trotskystes, regroupés dans la Quatrième Internationale après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

D'une part, en accord avec les pronostics précédents, la guerre a provoqué un grand essor révolutionnaire en Europe et dans d'autres régions du monde, ainsi que l'émergence de nouveaux Etats ouvriers qui rejoignirent l'URSS. Mais d'autre part, contrairement aux prévisions de Trotsky, la Quatrième Internationale n'a pas acquis un poids de masse et n'eut pas d'incidence sur ces processus : elle est restée un petit noyau. C'est le stalinisme qui dirigea ces processus, et ce rôle, ainsi que celui de l'URSS dans la défaite du nazisme et du fascisme, a fait de lui la direction incontestable du mouvement ouvrier et des masses dans le monde.

Dans ce contexte, la majorité de la nouvelle direction de la Quatrième Internationale n'a pas été à la hauteur des exigences. Les organisations trotskystes se sont progressivement divisées en deux grands courants. L'un d'eux, dirigé par Michel Pablo et Ernest Mandel et devenu la direction de la Quatrième Internationale, a adopté une orientation opportuniste. Dans un effort pour intervenir dans les processus révolutionnaires en cours et créer des



liens avec eux, ce courant a capitulé face à leurs directions bureaucratiques et petites-bourgeoises : d'abord le stalinisme, puis le titisme (en Yougoslavie) et par la suite les mouvements nationalistes bourgeois, le castrisme, et ainsi de suite.

Sur base de cette capitulation, ce courant a créé des théories de justification et abandonné les principes et la stratégie. Il alla jusqu'à refuser de défendre le retrait de l'Armée rouge quand les révolutions politiques ont éclaté à Berlin-Est (1953) et en Hongrie (1956).

La Bolivie en 1952 et la division de la Quatrième Internationale

Ces positions ont eu une conséquence très négative lors de la révolution bolivienne de 1952. Au cours de celle-ci, suivant le modèle « classique » de la Révolution russe, la classe ouvrière, et en particulier les mineurs, se trouvaient à la tête de la paysannerie et des masses urbaines, dans une insurrection où la milice de la COB (Centrale ouvrière bolivienne) avait vaincu l'armée. Tout au long de ce processus, le POR (Parti ouvrier révolutionnaire, la section bolivienne de la Quatrième Internationale) a joué un rôle de direction. Mais la direction pabliste lui commanda de soutenir le gouvernement bourgeois du MNR, et la révolution échoua.

Les intenses controverses sur les orientations à suivre en Bolivie, et surtout les méthodes bureaucratiques et harcelantes de Pablo contre ceux qui n'étaient pas d'accord avec son orientation (telles que l'intervention dans la majorité de la section française, qui refusa de faire de l'« entrisme » dans le PC), ont conduit à la division de la Quatrième Internationale et au début d'une crise qui, en réalité, n'a pas encore été surmontée.

Les autres courants

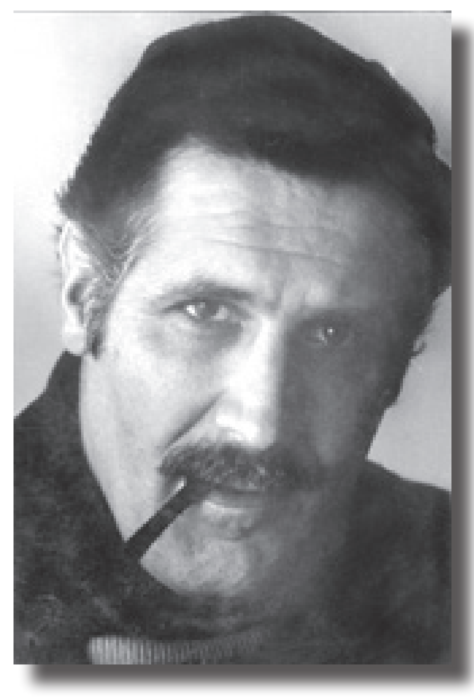
L'autre courant principal de la Quatrième Internationale a pris une orientation sectaire : puisque les processus ne suivaient pas les prédictions de Trotsky, il ne s'agissait pas de révolutions ni de l'émergence de nouveaux Etats ouvriers. Ne reconnaissant pas cette nouvelle réalité, ces camarades n'étaient plus à même de participer aux nouveaux processus révolutionnaires en cours et se réfugiaient dans une défense propagandiste du programme, de la stratégie et des principes.

Par la suite, plusieurs d'entre eux (en particulier les Anglais avec Healy et les Français avec Lambert) ont abandonné la construction d'une Quatrième Internationale centralisée et sont devenus ce que Moreno appelle le national-trotskysme. Dans le meilleur des cas, ils ont construit de faibles organisations internationales collatérales.

Le SWP, qui était alors le parti trotskyste le plus fort et disposait des cadres les plus expérimentés (dont beaucoup formés par Trotsky lui-même), avait des positions similaires à celles de Moreno en ce qui concerne la défense des révolutions politiques en Hongrie et en Allemagne de l'Est et la reconnaissance de nouveaux Etats ouvriers déformés en Europe de l'Est et à Cuba. Mais il avait une déviation qui allait le mener à jouer un rôle extrêmement négatif sur la crise dans la Quatrième Internationale.

Ce parti n'a jamais assumé la tâche centrale de la construction d'une direction de la Quatrième Internationale, une tâche qui lui incombait, vu son poids et son expérience. Ses dirigeants ne voyaient pas que leur tâche principale était d'être l'axe de la construction de l'Internationale : ils voyaient la Quatrième Internationale comme une fédération de partis et non pas comme une direction internationale centralisée.

Ainsi, le SWP fut le responsable par omission de la crise de cette organisation. Et cette conception le conduira, plus tard, à une révision du trotskysme lui-même : dans les années 1980, il deviendra un grand capitulard face au stalinisme et au castrisme.



Nahuel Moreno.

Le Morenisme

C'est dans ce contexte que Nahuel Moreno a essayé de construire, pour ainsi dire, une « troisième voie », depuis qu'il avait rejoint la Quatrième Internationale en 1948, comme délégué du POR argentin.

Il a maintenu une défense intransigeante des principes et de la stratégie, mais il a cherché, en même temps, à élaborer des explications marxistes pour les nouveaux phénomènes et à fournir les actualisations nécessaires du programme. Il a joué ainsi un rôle important, par exemple, dans les élaborations qui ont permis de caractériser le résultat des processus en Europe de l'Est et en Chine comme de nouveaux Etats ouvriers. En ce qui concerne la Bolivie de 1952, il a lutté contre l'orientation de Pablo et de Mandel, et pour une politique trotskyste orthodoxe de pouvoir ouvrier, qu'il résuma dans le slogan « Tout le pouvoir à la COB », considérant que cette organisation pouvait jouer un rôle similaire à celui des soviets en Russie en 1917.



Les ouvriers armés, au cours de la révolution bolivienne de 1952. Les controverses au sein de la Quatrième Internationale, concernant l'orientation à prendre dans cette révolution, ont conduit à la crise de l'organisation, puis à la rupture.



L'obsession de Moreno : se construire au sein de la classe ouvrière

Moreno a aussi toujours eu l'obsession de voir les organisations trotskystes, en particulier celles qu'il dirigeait, intervenir et se construire dans les processus concrets de la lutte des masses, en particulier au sein de la classe ouvrière, saisissant les opportunités et surmontant la marginalité qui caractérisait ces organisations.

Si nous avons détaillé un peu l'histoire du courant moréniste en Argentine, c'est parce que ce courant est né dans ce pays et y a connu son plus grand développement. Moreno, comme Trotsky, estimait que le programme du trotskysme est la continuation du marxisme révolutionnaire.

En ce sens, c'est le programme du prolétariat : l'internationalisme ouvrier, la démocratie ouvrière et la mobilisation permanente.

Un parti révolutionnaire ne peut se construire que s'il est basé sur ces trois piliers. C'est pourquoi Moreno avait l'obsession de construire la LIT et ses sections comme intégrées organiquement dans la classe ouvrière, seule garantie de pouvoir être une direction avec une possibilité réelle de diriger la classe ouvrière vers la prise du pouvoir.

C'est cette obsession qui a conduit ce premier groupe de jeunes trotskystes argentins à rompre avec la petite bourgeoisie intellectuelle et contemplative, et à s'orienter vers la construction d'un parti ouvrier et d'action. Il y avait là également une démarche importante pour que le trotskysme rompe avec sa situation de marginalité et puisse se présenter comme une alternative politique aux larges masses laborieuses.

Cette obsession est toujours celle de la LIT : se construire parmi les gros bataillons de la classe ouvrière. Pour Moreno, « *une organisation trotskyste qui n'est pas pleine de militants ouvriers, vit en situation de crise permanente, même si elle se compose de camarades très intelligents et capables* ».

Ángel « Vasco » Bengoechea, un des dirigeants de Palabra Obrera *en Argentine.*



Rassemblement du MAS de l'Argentine, sur la place Miserere à Buenos Aires, durant la campagne électorale de 1983.

L'origine du morenisme

Cette obsession à ses racines dans l'origine elle-même de notre courant à partir des années 1940 en Argentine.

Au début, il y avait un petit groupe d'étude de quelques jeunes, qui finit par s'entendre sur les positions de Trotsky. Dans ce groupe d'étude, il y avait, en plus de Moreno, les frères Boris et Rita Galub, Mauricio Czizik et Daniel Pereyra, originaires de familles ouvrières, et « Abrahamcito », qui venait de la classe moyenne. Pour assumer les positions trotskystes, ces jeunes ont eu l'aide décisive d'un travailleur bolivien nommé Fidel Ortiz Saavedra. En 1943, ils se constituèrent en tant que noyau politique, le Groupe Ouvrier Marxiste (GOM). Ils se donnaient l'objectif central de militer au sein de la classe ouvrière pour essayer de convaincre les travailleurs de la nécessité de former un parti révolutionnaire pour arriver au socialisme.

A cette époque, le mouvement trotskyste argentin était très marginal par rapport à la classe ouvrière : il était composé majoritairement d'intellectuels qui se contentaient de discuter dans les cafés. Moreno comprit bien l'essence même du trotskysme et le groupe tira la conclusion qu'il était nécessaire d'appliquer toutes les forces militantes dans la construction au sein de la classe, afin de mobiliser les travailleurs pour leurs revendications et de former des cadres marxistes pour les tâches de la révolution socialiste. Le processus a été couronné de succès : le groupe a évolué et est beaucoup intervenu dans des grèves et des luttes, où il a gagné des ouvriers et étendu son influence. Le GOM a existé jusqu'en 1948, quand il adopta le nom de Parti Ouvrier Révolutionnaire (POR).

Le développement en Argentine

Dans les décennies qui suivirent, divers projets et tactiques ont été développés, sous des noms différents, qu'il est impossible de résumer dans cet article. Le POR a existé jusqu'en 1956, et a également utilisé la tactique de la légalisation pour s'insérer dans les syndicats, comme la Fédération de Buenos Aires du *Parti socialiste pour la révolution nationale* (PSRN). C'est ainsi qu'il intervint pour faire face au coup d'Etat contre le gouvernement du général Perón en 1955.

Après ce coup d'Etat, un accord fut conclu avec un secteur de militants syndicaux péronistes qui luttaient contre la dictature et un journal fut édité, *Palabra Obrera* (parole de travailleur). Ce journal allait jouer un rôle important dans la « résistance péroniste », au point que chaque numéro fut vendu à dix mille exemplaires.. En 1965, les militants de *Palabra Obrera* rejoignirent le groupe politique dirigé par Mario Roberto Santucho (le FRIP) pour former le PRT (Parti Révolutionnaire des Travailleurs). L'expérience fut de courte durée : Santucho adopta les positions de Castro et de Che Guevara, et une scission intervint dans le PRT en 1967. L'organisation moréniste prit alors le nom de *PRT-La Vérité*.

Ce nom est resté jusqu'en 1972, quand une ouverture juridique et électorale dans le pays fut utilisée pour légaliser le parti, suite à un accord avec un secteur du PS, sous le nom de *Parti Socialiste des Travailleurs* (PST). Ce parti est arrivé à comptabiliser environ 3 000 militants, insérés dans la jeunesse et la classe ouvrière, avant le putsch de 1976.

Le PST a joué un rôle héroïque dans la résistance face à la dictature



génocidaire qui débuta en 1976. Parmi ses membres, 250 furent emprisonnés et plus de 100 trouvèrent la mort ou disparurent. Le parti agissait dans la clandestinité la plus absolue, maintenant son journal et développant son activité dans le mouvement ouvrier et de la jeunesse et parmi les intellectuels.

Au moment de la guerre des Malouines (1982), après la fondation de la LIT, la haine contre la dictature n'a pas empêché le PST d'avoir une politique de principes d'identifier l'envahisseur impérialiste comme l'ennemi principal. Dès le début, et tout en dénonçant la dictature, le parti s'est placé dans le camp militaire argentin et a combattu pour la défaite de l'impérialisme. Après la défaite de l'Argentine, il a activement participé à des manifestations qui ont renversé la dictature.



La « Révolution des Œillets », au Portugal, a permis de commencer la construction du courant moréniste dans ce pays.

Peu de temps après, une situation révolutionnaire s'est ouverte dans le pays, à laquelle le PST a répondu. Avec un noyau important de cadres, grandement renforcé par la lutte contre la dictature et l'intervention dans le conflit des Malouines, la construction du *Mouvement vers le socialisme* (MAS) fut lancée sous l'orientation de Moreno. En quelques années, cette organisation est devenue, toujours sous l'orientation de Moreno, le principal parti de gauche dans le pays et le plus grand parti trotskyste dans le monde.

L'internationalisme

Une autre obsession était l'internationalisme révolutionnaire, la conviction qu'il n'y a pas d'issue pour la classe ouvrière et la révolution socialiste à l'échelle nationale. Et, comme Trotsky, Moreno était convaincu qu'il ne peut pas y avoir une organisation révolutionnaire nationale si elle n'est pas construite comme partie d'une organisation internationale.

C'est pourquoi Moreno a consacré, après une courte période initiale, l'essentiel de sa vie militante à la construction de la Quatrième Internationale dans les diverses instances et organisations. Un courant moréniste international a ainsi émergé, dans le cadre du militantisme et des débats et controverses qu'il a développés. Voici quelques exemples.

Dans les premières années de 1960, Hugo Blanco (un étudiant péruvien gagné en Argentine par *Palabra Obrera*) retourna au Pérou et y organisa et dirigea les syndicats et la lutte des paysans de Cuzco pour la réforme agraire. Il devint alors, selon les mots de Moreno, « le dirigeant de masse trotskyste le plus important après Trotsky ». Cette tradition se poursuit aujourd'hui dans le PST péruvien.

En 1974, un petit groupe de jeunes exilés brésiliens au Chili se connecta avec le courant moréniste et retourna à son pays. Il profita des restes de démocratie que le régime de la dictature brésilienne avait laissés et construisit, en quelques années, une organisation de 800 membres (Convergencia Socialista). Cette organisation a joué un rôle important dans la fondation du PT et de la CUT, dans les années 70' et au début des années 80', et s'est construite au sein de ces organisations, mais en opposition à la direction de Lula. Le morénisme a ainsi établi au Brésil des liens très solides avec la classe ouvrière, ce qui, des années plus tard, donnera lieu à la création du PSTU (Parti Socialiste des Travailleurs Unifié), aujourd'hui l'un de partis de gauche les plus importants dans ce pays.

En 1974, le PST argentin envoya des cadres pour participer à la révolution portugaise. Ils y ont gagné des groupes de jeunes étudiants désireux de construire un parti révolutionnaire au Portugal. Ce processus, qui se décline aujourd'hui sous le nom de MAS (Mouvement Alternative Socialiste), est rapporté ailleurs dans ce numéro de *Courrier International*.

En 1975, en Colombie, un contact fut établi avec le dénommé *Bloc Socialiste*. Le PST colombien est alors construit à partir d'un secteur de cette organisation. En 1979, le courant moréniste (et en particulier le parti colombien) promut la formation de la brigade Simon Bolivar pour intervenir dans la révolution nicaraguayenne avec les forces du FSLN, contre la dictature d'Anastasio Somoza. Dans ces batailles, trois camarades trouvèrent la mort et plusieurs furent blessés. Les militants et les sympathisants trotskystes étaient fiers d'intervenir directement dans un grand processus révolutionnaire et dans le renversement de l'un des dictateurs les plus sanguinaires du continent latino-américain.

La fraction bolchevik

L'internationalisme s'est manifesté également dans différents



regroupements auxquels le morénisme a participé, pour mener des batailles théoriques et politiques au sein de la Quatrième Internationale.

A cette époque, après sa période précédente ultra-gauchiste et de promotion de la guérilla, le courant mandeliste, qui dirigeait le Secrétariat Unifié (SU) de la Quatrième Internationale, abandonnait de plus en plus la perspective de la construction d'une direction révolutionnaire mondiale et se tournait vers des positions de plus en plus capitulardes.

Dans le cadre de la lutte contre ces positions, la plupart des organisations latino-américaines ainsi que des cadres de l'Espagne, du Portugal et de l'Italie ont formé une tendance interne afin de débattre sur les positions dominantes dans le SU. Ensuite, cette tendance s'est constituée comme *Fraction Bolchevik* (FB).

La rupture définitive avec le SU eut lieu en 1979, quand sa direction refusa de défendre les membres de la Brigade Simon Bolivar, expulsés du Nicaragua par le gouvernement sandiniste, puis remis à la police du Panama, qui les a réprimés et torturés. La majorité du SU avait adopté une résolution qui définissait les directions du Nicaragua et de Cuba comme « révolutionnaires » et « interdisait » la construction de partis trotskystes dans ces pays.

Naissance de la LIT-QI

La LIT-QI fut fondée peu après. Auparavant, il y avait eu une tentative infructueuse pour faire avancer la reconstruction de la Quatrième Internationale à partir d'une fusion avec l'organisation internationale dirigée par Pierre Lambert (le CORCI), dont l'organisation la plus importante était l'OCI française. Cette tentative a échoué à cause de « *l'adaptation révisionniste de la direction de l'OCI au gouvernement de Mitterrand et, en général, à l'appareil social-démocrate français* ».[1]

En janvier 1982, un rendez-vous international eut lieu avec les partis de la FB et deux dirigeants importants originaires du lambertisme : Ricardo Napurí (Pérou) et Alberto Franceschi (Venezuela). Le premier point de la réunion était l'organisation d'une campagne pour la défense de la morale révolutionnaire de Napurí, attaqué calomnieusement par Lambert.

Le second point était la discussion sur la façon de faire avancer la construction de l'Internationale. Après l'approbation de la campagne, la réunion résolut à l'unanimité de se transformer en Conférence de fondation d'une nouvelle organisation internationale. Le nom, les statuts et les thèses fondatrices de l'LIT-QI furent approuvés.

A peine fondée, la LIT-QI avait du pain sur la planche : elle naquit à un moment de grande montée des luttes ouvrières. Il fallait répondre à la guerre des Malouines et aux défis en Argentine ; au processus de la revendication pour les « *élections directes maintenant !* » et de la fin de la dictature au Brésil ; ainsi qu'à de nombreux autres processus. Il y avait de grands changements dans le monde capitaliste et impérialiste, et de grandes transformations aussi dans le spectre de la gauche mondiale, en particulier à cause de la crise de l'appareil stalinien mondial et des PCs. La LIT-QI a répondu à chacun de ces bouleversements et est devenu l'organisation internationale trotskyste la plus dynamique.

Au milieu de ce processus, en 1987, la mort de Nahuel Moreno porta un coup terrible à la LIT-QI . Son absence fut à l'origine d'un affaiblissement qualitatif de la direction internationale et a eu un énorme impact sur le développement et le dénouement de la crise qui allait la conduire au bord de la destruction.

Le déluge opportuniste

De grands processus révolutionnaires eurent lieu entre 1989 et 1991, qui mirent fin aux régimes totalitaires de parti unique de l'URSS et de l'Europe de l'Est. Ils détruisirent l'appareil central du stalinisme et mirent fin à la camisole de force qui immobilisait le mouvement ouvrier mondial. Toutefois, la restauration du capitalisme avait été imposée quelques années auparavant par les bureaucraties dirigeantes elles-mêmes, et ces processus n'ont pas réussi à l'annuler, malgré leur puissance, à cause de la crise de direction révolutionnaire.

D'une part, la destruction de l'appareil central du stalinisme signifiait une grande victoire, qui a eu des répercussions mondiales puisqu'elle renforçait la conscience anti-bureaucratique et causait l'affaiblissement de toutes les bureaucraties, et pas seulement les staliniennes. D'autre part, une grande partie de l'avant-garde mondiale a vu la restauration comme un résultat des luttes des masses. L'impérialisme a profité de l'occasion pour lancer une grande campagne idéologique en



Convergence socialiste, du Brésil, réalisa un meeting exigeant la liberté de Lula, Ze Maria, et d'autres militants emprisonnés au cours des grèves des métallos contre la dictature.





La chute du Mur de Berlin, en 1989, a été le début de l'effondrement de l'appareil stalinien mondial. Cela a créé en même temps une grande confusion dans la plus grande partie de la gauche à propos du sens et du bilan de ce processus.

affirmant « la mort du socialisme », « la suprématie du capitalisme » et « la fin de l'histoire ».

La gauche, en général, fut plongée dans un profond état de torpeur et de démoralisation, et en particulier, beaucoup d'organisations trotskystes furent touchées par ce véritable « déluge opportuniste ». Certains ont conclu que ce n'est pas possible de faire la révolution socialiste, d'autres se sont mis à faire valoir que le socialisme n'était plus nécessaire, et le programme révolutionnaire a été de plus en plus abandonné. La stratégie de lutte pour le pouvoir fut remplacée par la stratégie électorale dans le cadre de la démocratie bourgeoise, et de nombreuses organisations commencèrent à dépendre matériellement du parlement bourgeois, des subventions gouvernementales ou des appareils syndicaux.

Des choses auparavant impensables devenaient normales : des militants « trotskystes » qui participaient à des gouvernements ou des partis bourgeois, ou qui les soutenaient activement. Des principes fondamentaux du marxisme étaient laissés de côté, tels le centralisme démocratique, la dictature du prolétariat, la reconstruction de la Quatrième Internationale, l'indépendance de classe. Le besoin incontournable de la lutte contre l'impérialisme était remplacé par la défense des réformes visant à « améliorer le capitalisme », une défense justifiée par le chant des sirènes « qu'un autre monde est possible » sans changer le système économique.

La jeune LIT-QI a également subi ce processus corrosif et dévastateur, alors sans Nahuel Moreno. Les coups furent sévères. A un moment, la LIT-QI était pratiquement détruite : elle avait perdu quatre à cinq mille membres, dont 80 % de ses cadres les plus expérimentés. Plusieurs d'entre eux sont devenus des conseillers de Chavez, d'Evo Morales, de Lula et du PT, et même de la droite vénézuélienne.

La récupération

Le défi majeur était de surmonter cette crise. Avec un grand effort des secteurs qui n'avaient pas capitulé, la LIT a commencé à se remettre sur les rails à partir de son Ve Congrès, en 1997. Le programme fut défendu, le régime interne, les finances et les principes de la morale révolutionnaire furent reconstruit. L'étude systématique de la théorie révolutionnaire, comme seul moyen de garantir une pratique révolutionnaire, fut remise sur pied.

Cela a permis de progresser dans des élaborations fondamentales pour la lutte de classes, telles que celles concernant la compréhension des processus de la restauration du capitalisme en Europe de l'Est, en Chine et à Cuba ; l'oppression de la femme comme une question de classe et non de genre ; la crise économique mondiale ; et ainsi de suite.

Aujourd'hui, les principaux partis de la LIT-QI se trouvent dans des pays clés en Amérique latine et en Europe, sans compter des groupes plus petits, mais avec une dynamique d'insertion dans le mouvement ouvrier.

En 2011, la LIT-QI a tenu son Xe Congrès, qui a montré qu'elle est déjà un petit pôle de référence. La « base moréniste » qui a défendu son existence, a été rejointe par des morénistes qui sont retournés dans ses rangs, comme les camarades du PST colombien et les camarades argentins du COI (aujourd'hui membres du PSTU-A), ainsi que par des secteurs trotskystes non originaires de cette tradition, comme le PdAC d'Italie. En outre, le Congrès a pu constater l'adhésion de nombreux nouveaux cadres et de jeunes militants, en particulièrement, par exemple, dans les différentes sections de l'Amérique centrale et au Portugal.

En même temps, la LIT-QI a développé divers outils de théorie et de politique, pour la formation de ses militants et pour la lutte idéologique et programmatique que la situation actuelle exige : la revue théorique *Marxisme Vivant - Nouvelle Epoque* et son édition de livres, la revue politique *Courrier International,* le nouveau site web et les *Archives Trotsky*.



Le programme de la Quatrième Internationale a passé le test de l'histoire.

L'histoire a démontré que la révolution a besoin de se développer à l'échelle mondiale, sans quoi elle sera vouée à l'échec. La preuve fut donnée catégoriquement par l'échec de la politique du « socialisme dans un seul pays » et de la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme, mise en œuvre par Staline et qui a donné lieu a un phénomène inconnu jusqu'alors pour la classe ouvrière mondiale : la bureaucratisation d'un révolution, puis la restauration du capitalisme, tel que brillamment prévue par Trotsky dans son livre « La Révolution trahie ».

Le déni du caractère international de la révolution – caractère qui résulte de la nature internationale de l'impérialisme capitaliste – et de la bourgeoisie et du prolétariat en tant que classes antagonistes, et leur remplacement par « le socialisme dans un seul pays » et « la coexistence pacifique », furent les facteurs décisifs qui ont conduit à la déroute des partis communistes dans le monde entier, autrefois principaux organisateurs du prolétariat mondial.

Mais cela ne signifie pas qu'il soit facile de construire un nouveau parti révolutionnaire qui incarne la continuité du marxisme ; le dur combat pour la construction de partis révolutionnaires et pour la reconstruction de la Quatrième Internationale continue, car c'est une nécessité pour surmonter la crise de direction révolutionnaire, principal obstacle à l'avancement de la révolution socialiste mondiale.

Maintenant que les masses luttent en Europe et au Moyen-Orient pour un programme de revendications très similaire à celui naguère soulevé par les masses en Amérique latine, la conviction du caractère international de la révolution est plus que jamais à l'ordre du jour.

Les différents secteurs qui ont tourné le dos au marxisme et qui ont abandonné la défense de l'internationalisme et de la dictature du prolétariat, avec l'argument que tout cela est tombé à l'eau dans les pays de l'Est, ou ceux qui ont finalement considéré le stalinisme comme « le moindre mal », ceux qui ont rejoint les restes du stalinisme, le castro-chavisme, le « socialisme du XXIe siècle », sont irrémédiablement condamnés à « la poubelle de l'Histoire ». Aujourd'hui, la bataille se poursuit et c'est une lutte contre l'abandon du marxisme par la plupart des anciens courants qui se revendiquaient comme révolutionnaires.

Contrairement à la grande majorité de ceux qui ne défendent plus le trotskysme, nous disons qu'il faut partir d'une conclusion centrale : le programme de la Quatrième Internationale a réussi le test de l'histoire. C'est ce qu'affirmait Trotsky, bien que dans un sens négatif : un Etat ouvrier dirigé par la bureaucratie, sans une révolution politique victorieuse des travailleurs qui renversent cette bureaucratie, s'effondrera tôt ou tard et ouvrera la voie à la restauration du capitalisme.

De nouveaux défis pointent à l'horizon, mais la LIT-QI a confiance dans la réaffirmation du Programme de transition, proposé par Trotsky en 1938 et mis à jour selon les nouvelles tournures de la lutte des classes. Ce programme a montré, depuis lors, être plus que cela : c'est une méthode pour analyser la situation politique et proposer les bannières de lutte à partir du niveau de conscience des masses, pour que celles-ci se mobilisent, avancent dans leur conscience et rejoignent les rangs de la révolution. Cela nous donne un cadre théorique et programmatique pour faire face aux nouvelles réalités qui se présentent dans la situation mondiale.

Le Xe Congrès de la LIT-QI, en 2011, a montré que le strict respect de cette orientation est toujours une pierre angulaire de la consolidation de l'Internationale et de chacune de ses sections, de plus en plus intégrées dans les luttes des travailleurs, contre la crise du capital et les attaques contre leur niveau de vie. Ce Congrès a montré également que la défense de la LIT-QI en tant que moteur de la reconstruction de la Quatrième Internationale fut un bonne réponse historique, parce que cela signifiait une réaffirmation du programme trotskyste, de la méthode et de la morale révolutionnaire. Il a montré que le maintien de ce « fil de continuité », mentionné au début de cet article, qualifie aujourd'hui la LIT-QI en tant que petit point de référence, pour les travailleurs dans leurs luttes et pour les révolutionnaires qui sont prêts à consacrer leur vie à la construction de l'Internationale et de la révolution socialiste mondiale. Cette histoire, qui a commencé depuis belle lurette avec Marx, Engels, Lénine, Trotsky et les bolcheviks, se maintient vivante dans les rangs de la LIT-QI.

Bien sûr, tout ce processus n'a pas été exempt de beaucoup d'erreurs. Mais le cap a été maintenu et le présent et l'avenir s'ouvrent actuellement devant nous avec une totale confiance et volonté révolutionnaire.

[1] Thèses de fondation de la LIT-QI.



Colonne du PSTU du Brésil et de la LIT-QI durant le Forum social mondial à Belém en 2009.

La défense de la morale révolutionnaire

Alicia Sagra

Quand notre IXe Congrès mondial vota et publia un document sur la « morale révolutionnaire », de nombreux camarades, agréablement surpris, ont dit qu'ils n'avaient jamais rien vu de tel. Ce n'est pas la première fois que nous donnons une importance capitale à cette question. La fondation de la LIT-QI elle-même a été étroitement liée à la défense de la morale révolutionnaire. Ce qui est certain, c'est que c'est la première fois qu'un Congrès mondial estime nécessaire de voter un document sur la morale.

La question morale et la fondation de la LIT-QI

Lorsque nous étions en train de rompre avec le CIQI[1], Ricardo Napurí, le principal dirigeant de la section péruvienne du secteur originaire de l'ex-Corci et qui avait manifesté des divergences politiques et méthodologiques, fut accusé d'être un « voleur » par Lambert. Moreno n'a alors pas hésité à proposer à faire appel à un Tribunal de morale international pour déterminer la vérité ou la fausseté des allégations, suivant en cela la politique de Trotsky durant les années 1930.

Le 11 janvier 1982, une réunion eut lieu à Bogota avec la participation des partis de l'ancienne FB et deux dirigeants originaires du lambertisme : Alberto Franceschi du Venezuela et Ricardo Napurí du Pérou. Dans le premier point de cette réunion, l'appel au Tribunal fut ratifié et une grande campagne autour de lui fut lancée. Dans le second point, la fondation d'une nouvelle Internationale fut décidée et les statuts et les thèses de fondations de la LIT-QI furent approuvés.

Par la suite, le Tribunal, composé de personnalités de la gauche internationale et du mouvement ouvrier, a statué en faveur de l'honneur révolutionnaire de Ricardo Napurí.

Nous avons agi de la même manière en Bolivie, dans les années 90, face aux attaques morales de Guillermo Lora contre l'un des principaux dirigeants de son parti, Jean-Paul Bacherer, qui avait manifesté des divergences politiques avec lui. Ce Tribunal était constitué, entre autres, de Ze Maria de Almeida, dirigeant du syndicat des métallos et du PSTU brésilien, et de Esteban Volkov-Bronstein, petit-fils de Trotsky. Comme dans le cas précédent, le Tribunal a constaté la fausseté des accusations morales.

Qu'est-ce que la morale révolutionnaire ?

En 1920, Lénine affirma : « *En quel sens rejetons-nous la morale, l'éthique ? Au sens que lui donnait la bourgeoisie qui mettait à la base de la morale les commandements de Dieu.* [...] *Le clergé, les propriétaires fonciers et la bourgeoisie n'invoquaient le nom de Dieu que pour défendre leurs intérêts d'exploiteurs.* [...] *Quand on nous parle de morale, nous répondons : pour un communiste, toute la morale réside dans cette disciple cohérente de solidarité et dans la lutte consciente de masses contre les exploiteurs. Nous ne croyons pas à la morale éternelle et nous dénonçons le mensonge de tous les contes sur la morale.* ***La morale sert à la société humaine pour s'élever plus haut, pour se débarrasser de l'exploitation du travail.*** »[2]

En 1938, Trotsky affirma : « *La IVe Internationale écarte les magiciens, les charlatans et les professeurs importuns de morale. Dans une société fondée sur l'exploitation, la morale suprême est la morale de la révolution socialiste. Bons sont les méthodes et moyens qui élèvent la conscience de classe des ouvriers, leur confiance dans leurs propres forces, leurs dispositions à l'abnégation dans la lutte. Inadmissibles sont les méthodes qui inspirent aux opprimés la crainte et la docilité devant les oppresseurs, étouffent l'esprit de protestation et de révolte ou substituent la volonté des chefs à la volonté des masses, la contrainte à la persuasion, la démagogie et la falsification à l'analyse de la réalité. Voilà pourquoi la social-démocratie, qui a prostitué le marxisme, tout comme le stalinisme, antithèse du bolchevisme, sont les ennemis mortels de la révolution prolétarienne et de sa morale.* »[3]

En 1969, Moreno, emprisonné au Pérou, écrit un texte qui montre comment, à l'époque de l'impérialisme, la bourgeoisie abandonne la morale de son époque ascendante, une morale qui était fonctionnelle pour l'accumulation capitaliste et basée sur « *l'épargne, la frugalité, l'obéissance servile des enfants et de la femme au chef de famille* ». A l'époque de l'impérialisme, « *la famille patriarcale bourgeoise de l'étape ascendante disparaît, se casse, pour donner lieu aux relations anarchiques entre les sexes et les membres de la famille, des relations critiques, où l'élément fondamental est la transformation de chaque individu en profiteur du monde et de l'autre sexe* »[4].

Moreno affirme que cette « amoralité » de la bourgeoisie va de pair avec la morale qui existe dans les secteurs marginalisés de la société, la morale lumpen, ce qui donne lieu à des mouvements tels que l'existentialisme ou le spontanéisme : « *Le spontanéisme moral, c'est la tentative de la part de secteurs juvéniles de jouir comme individu de la société néo-capitaliste, c'est-à-dire, de la société de consommation, sans s'adapter aux fétiches et aux reflets conditionnés de cette même société. Nous pensons justement le contraire, que notre morale n'est pas celle du choix, comme chez les existentialistes, ni celle de la jouissance, comme chez les spontanéistes, mais celle de la nécessité de la révolution.* »[5]

Moreno, qui faisait face à l'influence négative de la morale spontanéiste au sein du parti, donnait tant d'importance à cette discussion que, étant en prison, il lui donna priorité sur les débats politiques en cours. Avec cette vision, il a construit un courant qui a maintenu une morale révolutionnaire dont nous sommes fiers, et dont l'expression la plus éloquente a été la fermeté morale et idéologique qui a permis aux plus



de 200 prisonniers, fusillés et disparus du PST argentin, de résister à la torture de la « triple A » et de la dictature, en mettant la sécurité des autres camarades au-dessus de leur propre vie.

Le déluge opportuniste et la morale du « tout est permis »

Trotsky a dû faire face à la dégradation morale causée par Staline, la méthode de l'amalgame, la persécution politique et morale monstrueuse contre la génération qui, avec Lénine, a été à la tête de la révolution et de la construction de l'Etat soviétique. Avec les procès frauduleux de Moscou et les camps de concentration, Staline a mis fin à la vie d'un grand nombre de ces révolutionnaires, et en 1940, il a achevé la tâche avec l'assassinat de Trotsky. C'est lui qui a gagné la bataille. Mais Trotsky, avec sa grande campagne contre « l'école stalinienne de falsifications », nous a laissé une conception et une méthodologie, qui nous ont préparés pour faire face au courant stalinien et à tous ceux qui ont suivi un cours similaire.

Moreno a dû faire face à la destruction morale que le stalinisme imposait à la classe ouvrière, aux positions spontanéistes qui émergeaient en réponse à cette dégradation, et à la dégénérescence de la morale bourgeoise.

De notre part, nous sommes confrontés à une nouvelle période de dégénérescence. Comme nous l'avons affirmé dans le document du IXe Congrès : « *Le capitalisme en décadence, dans sa phase sénile, a mené le pillage et la destruction de la nature à tel point qu'il justifie toute attaque contre les moindres droits individuels afin de garantir ses profits. Cela crée une décadence morale de l'impérialisme dans le domaine des relations humaines.* [...] *C'est le ''tout est permis'' de la survie dans un monde en décadence.* [...] *Cet état des choses a eu une répercussion dans le mouvement ouvrier et dans la gauche, à cause de ce que nous appelons ''le déluge opportuniste''.* »

Déjà précédemment, des secteurs trotskystes ont été contaminés par la morale stalinienne, suite à la marginalité. Les cas déjà cités, des amalgames et des calomnies utilisées par Lambert et Lora, en sont un exemple. Mais avec le « déluge opportuniste », tout s'est accéléré : des anciens guérilleros président des gouvernements bourgeois et répriment les luttes ; des organisations qui se revendiquent comme trotskystes, vivent aux frais de l'Etat, administrent des programmes sociaux, appliquent le « clientélisme politique », utilisent la diffamation comme monnaie courante, perpètrent des attaques physiques et volent des archives et des locaux d'autres organisations trotskystes ; le parlementarisme et les appareils syndicaux corrompent ceux qui étaient des dirigeants révolutionnaires.

La question de la morale révolutionnaire dans la reconstruction de la LIT-QI et de la IVe Internationale

Ce qui précède met en évidence la nécessité du combat pour défendre de la morale révolutionnaire. Mais cela n'explique pas pourquoi notre IXe Congrès mondial a vu la nécessité de voter un document sur le sujet. Ce besoin s'est fait sentir quand nous nous sommes rendu compte, en voyant d'importantes affaires morales dans nos rangs, que nous aussi, nous avions été contaminés. Dans ce document, nous écrivions « *qu'il était logique que, si la LIT avait subi une destruction sur les terrains théorique, programmatique et organisationnel, dans le cadre du déluge opportuniste qui a frappé la gauche, cela dût également affecter le terrain moral.* »

Notre tradition nous a permis de faire face au problème, par l'éducation des militants et en traitant rigoureusement chaque problème moral qui se présentait. Nous avons agi sans crainte de perdre des militants, et même des sections, parce que nous nous rendîmes compte que nous ne défendons pas un principe philosophique abstrait, mais la morale défendue par Lénine, Trotsky et Moreno, « *la morale qui sert à la société humaine pour s'élever plus haut, pour se débarrasser de l'exploitation* ».

Pourquoi avons-nous rendu public cette lutte interne ? Pour la renforcer. Nous avons rencontré des dirigeants qui, tout en se revendiquant trotskystes et morenistes, défendent la « loi de la jungle » pour justifier le vol de locaux, d'archives... Et ils nous disent que nous sommes emprisonnés dans le « tunnel du temps » quand nous nous opposons à ces actions au nom de la morale défendue par nos maîtres à penser. Nous aussi, comme ces dirigeants, nous subissons les pressions de la société en décadence, et nous ne sommes pas exempts de problèmes. La différence est que nous reconnaissons ces problèmes et que nous ne les balayons pas sous le tapis, mais que nous les publions pour y faire face avec davantage de force.

Nous espérons que les organisations et les dirigeants qui s'approchent politiquement de nous se joignent à cette lutte, parce que nous sommes convaincus que la reconstruction de la Quatrième Internationale ne peut pas avoir lieu sans mener une bataille acharnée pour retrouver la morale révolutionnaire. Il faut lutter à mort, dans le mouvement et dans le parti, contre la méthode des amalgames, des calomnies, du vol, du mensonge, des attaques physiques et de la déloyauté entre révolutionnaires ; contre le sexisme, le racisme, la xénophobie, l'homophobie. Car tout cela est contraire à la morale révolutionnaire, c'est à dire contraire à la révolution.

Tableau de Dorothy Eisner, représentant Trotsky quand il témoigne devant le Tribunal moral connu sous le nom de Commission Dewey.

---

[1] Comité International – Quatrième Internationale, un comité formé par la Fraction Bolchevik et le Corci (l'organisation de Lambert en 1980) dans le cadre de la stratégie de reconstruction de la Quatrième Internationale. Le CIQI s'est séparé, suite à la capitulation de Lambert au Front populaire, son refus de discuter et sa méthodologie d'expulser ceux qui contestaient sa politique.

[2] Lénine, *Les tâches des unions de la jeunesse*, discours prononcé au IIIe Congrès de l'Union de la jeunesse communiste de Russie, 2/10/1920.

[3] Trotsky, *Programme de transition*, 1938

[4] Nahuel Moreno, *Morale bolchevique ou morale spontanéiste*, 1996 (voir *Le Marxisme Vivant* nº 13 - 2006).

[5] Ibid.



Pour la reconstruction d'une Internationale révolutionnaire

Alejandro Iturbe

Les révolutions en cours en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ont une fois de plus démontré que les masses sont capables de se battre avec beaucoup de combativité et d'héroïsme pour changer la réalité. Mais elles montrent aussi que, sans une direction révolutionnaire, ces luttes sont limitées dans leur développement ; et l'impérialisme, les bourgeoisies nationales et leurs agents au sein du mouvement de masses manœuvrent « au bord de l'abîme » et parviennent à survivre.

C'est pourquoi, pour la LIT-QI, la résolution de la crise internationale de direction révolutionnaire est la première de toutes les tâches que nous proposons aux militants et aux combattants du monde entier, surtout quand la crise économique mondiale révèle crûment la vraie face hideuse du capitalisme et de l'impérialisme, l'antipode de ce monde « de bonheur et d'abondance pour tous » que l'on veut nous vendre ; ou quand la répression des révolutions, des luttes et de la résistance montre clairement que le capitalisme n'est pas disposé à faire des concessions aux masses.

Nous formulons cette tâche avec le mot d'ordre : « *pour la reconstruction de la IVe Internationale* ». Depuis sa fondation, la LIT-QI met son développement au service de cette tâche centrale. Ses statuts eux-mêmes contiennent cette proposition et son contenu :

« *La LIT-QI a pour objectif fondamental de surmonter la crise de direction du mouvement ouvrier mondial et de construire la Quatrième Internationale avec influence de masses. Ce n'est qu'ainsi, en résolvant la crise de direction du prolétariat, que la mobilisation permanente des travailleurs et des exploités du monde contre l'impérialisme et la bourgeoisie pourra aboutir à la victoire finale de la révolution socialiste internationale et à l'établissement de la dictature révolutionnaire du prolétariat.* »

Cependant, ces propositions soulèvent de nombreuses questions concernant leur contenu programmatique et leur conception organisationnelle, de la part de la majorité de la gauche et de secteurs importants de militants incorporés plus récemment dans la lutte.

Pourquoi la Quatrième Internationale ?

Certains secteurs révolutionnaires, généralement d'origine différente de celle de la tradition trotskyste, sont d'accord avec la nécessité de construire une Internationale. Mais ils nous demandent pourquoi il faut identifier cette organisation avec la IVe Internationale, étant donné que celle-ci n'a jamais dirigé une révolution et n'a jamais eu un poids de masses, et qu'elle est divisée, actuellement, après la crise de 1953, en de nombreux courants internationaux et de groupes nationaux avec des propositions politiques et organisationnelles très différentes. Ne devrions-nous pas appeler à construire une nouvelle organisation (la « Ve ») ? Ou « reconstruire la IIIe », dont on revendique le modèle entre 1919 et 1923 ?

La question du « numéro » peut sembler n'être qu'une question de forme mais elle a une profonde signification politique. Chaque Internationale a été fondée en réponse à des besoins profonds de la lutte de classe à l'époque. Leur numéro les identifie avec l'époque et les tâches historiques auxquelles elles étaient confrontées.

La **Première** Internationale (1864-1876) répondait à une première maturité du mouvement ouvrier mondial. Elle répondait à la nécessité objective du prolétariat de se regrouper dans une Internationale ouvrière unifiée afin de lutter d'une façon plus organisée, plus consciente, et indépendante de la bourgeoisie. Elle disparut, suite à une grande défaite historique, celle de la Commune de Paris, et à des batailles politiques et méthodologiques profondes entre les marxistes et les anarchistes adeptes de Bakounine.

La **Deuxième** Internationale (fondée en 1889) était l'organisation des grands partis ouvriers socialistes et marxistes qui avaient acquis un poids de masses. Le prolétariat y a fait son apprentissage politique et syndical. Elle disparut comme organisation



Lénine s'adresse à une manifestation à Petrograd en 1917.

révolutionnaire, suite à la trahison de ses dirigeants en 1914, lorsque, dans les pays impérialistes, chaque parti soutenait sa bourgeoisie nationale respective dans la Première Guerre mondiale. Bien qu'elle ait continué à exister après la guerre, ses partis sont devenus des organisations qui ont toujours participé à des gouvernements capitalistes et les ont soutenus.

La **Troisième** Internationale (1919-1923) est née suite à la réaction à cette trahison. Sa fondation a été promue par Lénine déjà depuis 1916. En même temps, il y avait une nécessité de construire des organisations d'un type nouveau, les partis bolcheviks ou léninistes, capables d'agir à l'époque impérialiste et de diriger le prolétariat vers la révolution socialiste, comme cela fut le cas en Russie en 1917, lorsque, pour la première fois dans l'histoire, le prolétariat prit le pouvoir et construisit un Etat ouvrier. Cette grande victoire a encouragé sa fondation et son développement.

Entre 1919 et 1923, ce fut la première tentative, et jusqu'à aujourd'hui la plus forte, de construire une véritable direction révolutionnaire internationale avec un poids de masses, un parti mondial de la révolution socialiste. C'était une grande conquête des travailleurs du monde entier, et c'est en raison de cela que nous revendiquons à la fois sa conception organisationnelle et les élaborations programmatiques de ses quatre premiers congrès.

La bureaucratisation de la Troisième Internationale

Pour des raisons profondes, telles que la défaite de la révolution allemande en 1919, l'isolement de l'URSS qui en résulta, et le coût élevé de la guerre civile en Russie, le stalinisme est parvenu à créer la bureaucratisation et la dégénérescence, d'abord du parti bolchevik russe et de l'Etat ouvrier soviétique, puis également de la IIIe Internationale, qu'il a transformée en un instrument de la politique étrangère de la bureaucratie. Comme résultat de ces politiques, la IIIe Internationale a fini par être responsable de défaites importantes, comme celle de la révolution chinoise de 1923-1925, et elle a été complice du triomphe du nazisme et de sa montée au pouvoir en Allemagne en 1933, surtout pour ne pas avoir lutté contre lui.



Un rassemblement du Parti Communiste allemand. La IIIe Internationale a eu une influence de masses.

Pendant les années entre le début du processus de bureaucratisation, en 1923, et le triomphe du nazisme, Trotsky refusa de rompre avec la IIIe Internationale et lutta sans relâche pour défendre cette grande conquête et pour la récupérer, contre la propagation du stalinisme et la bureaucratisation de l'URSS et de la IIIe Internationale. Sa fraction politique s'appelait *Opposition de Gauche* et les trotskystes s'appelaient eux-mêmes « bolcheviks-léninistes ».

Ce n'est qu'après le triomphe du nazisme en 1933, et la politique de la IIIe Internationale et du PC allemand, à cette occasion, que Trotsky tirait la conclusion que la IIIe Internationale et les PC étaient morts en tant qu'organisations révolutionnaires et se trouvaient maintenant dans le camp de la contre-révolution. A ce moment-là, il décida d'appeler à la construction d'une nouvelle Internationale, pour défendre et maintenir l'héritage de la IIIe.

En 1943, à la demande du Président Roosevelt, Staline dissolut « officiellement » la IIIe Internationale, pour montrer sa fidélité à la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme. De la même manière que sa construction avait été une grande victoire, sa dégénérescence et sa dissolution subséquente furent une défaite majeure du mouvement ouvrier mondial.

La IVe Internationale est la continuation de la IIIe

Trotsky fonda la IVe Internationale comme une continuation de la IIIe. Il le fit pour défendre l'héritage programmatique et les concepts organisationnels du marxisme et du léninisme, dont la bureaucratie stalinienne impulsait la destruction, pire encore, dont celle-ci se présentait comme « héritière » à travers une horrible caricature.

A cette tâche, qui était toujours d'actualité, la IVe Internationale en ajouta une nouvelle : la lutte pour une révolution politique en URSS, de sorte que la classe ouvrière renverse la bureaucratie et récupère le pouvoir qui lui avait été usurpé ; et contre l'influence néfaste de cette bureaucratie dans le mouvement ouvrier international, grâce à la construction d'une Internationale révolutionnaire. Dans cette lutte contre le stalinisme, la IVe Internationale se proposait de sensibiliser des milliers de nouveaux cadres avec le même objectif stratégique que la IIIe : diriger la classe ouvrière dans le processus de la révolution socialiste mondiale.

Un autre article dans ce numéro se penche sur l'histoire de la IVe Internationale, sa crise, les raisons de cette crise et les débats et les courants qui ont existé en son sein. Ici nous voulons tirer une conclusion de la première partie de cet article, au risque d'être répétitif : le maintien de la proposition de reconstruire la IVe Internationale ne signifie pas un entêtement formel avec un « numéro ». C'est plutôt la conviction que les bases de sa fondation – la nécessité de construire une direction internationale, selon le modèle léniniste d'organisation, qui peut conduire la classe ouvrière à une révolution socialiste internationale victorieuse, mettre en échec l'impérialisme, en finir avec lui et implanter la dictature révolutionnaire du prolétariat à travers le monde – sont aujourd'hui plus que jamais d'actualité.

Cette tâche n'est pas seulement celle des « trotskystes », mais de tous les combattants qui veulent abolir le capitalisme impérialiste. Il en est ainsi, d'autant plus, quand de nombreuses organisations de gauche nous proposent d'« humaniser le capitalisme »



(c'est-à-dire de « changer les choses » dans le cadre du capitalisme lui-même), ou quand apparaissent de fausses alternatives, telles que le socialisme du XXIe siècle, impulsé par des directions bourgeoises telles que celle de Chavez, qui proposa récemment de former une « Ve Internationale » constituée, entre autres, par la bureaucratie du PC chinois, le PT brésilien, le PSOE espagnol, etc. A bon entendeur, salut.

La proposition de la révolution socialiste internationale est-elle toujours d'actualité ?

D'autres points de vue et controverses critiquent l'ensemble du modèle politico-organisationnel de la IIIe et de la IVe Internationale. Ils sont l'apanage de militants des nouvelles générations qui ont rejoint la lutte après la chute du mur de Berlin (1989) et l'effondrement de l'URSS (1990). Cela concerne un large éventail de positions, et ces remises en question sont souvent influencées par le bilan que la plupart de la gauche fait de la restauration du capitalisme dans les pays de l'Est et par les conclusions politiques qui orientent désormais cette gauche.

En gros, ces critiques sont fondées sur deux arguments. Le premier dit que ce qui était erroné dans l'expérience du soi-disant « socialisme réel » était la conception même de la façon dont le processus révolutionnaire devait se développer – que le centre était la prise du pouvoir par la classe ouvrière, la destruction de l'Etat bourgeois et la construction de nouveaux Etats ouvriers –, ainsi que la proposition politico-organisationnelle de « partis centralisés de combat » pour diriger ce processus. On prétend que la racine du problème se trouvait déjà dans cette conception léniniste du parti, transférée ensuite à un Etat « dictatorial » : le manque de libertés et de démocratie aurait mené inévitablement à la bureaucratisation et à l'échec de l'expérience, celle-ci étant « étrangère » aux masses.

Le centre de la lutte contre les injustices et les maux d'aujourd'hui, en particulier ceux subis par les jeunes, passerait alors par alors l'« approfondissement » et la « radicalisation » de la démocratie. Le fil conducteur serait : « nous sommes la majorité, et si nous nous mobilisons et luttons de façon cohérente, nous pouvons imposer nos revendications à la minorité et orienter ainsi le cours de la société ». Les changements politiques et économico-sociaux viendraient alors grâce à cet « approfondissement de la démocratie ». Ces propositions, bien qu'elles ne soient pas toutes « pacifistes », reprennent d'une certaine forme de la base conceptuelle exprimée par le Mahatma Gandhi, leader de la lutte pour l'indépendance de l'Inde : la force et la continuité de la mobilisation des masses et la rectitude morale de leurs revendications finiraient par assurer la victoire.



Notre programme est opposé à soutenir des gouvernements bourgeois, même si ceux-ci se disent « de gauche », comme celui de Hugo Chavez.

Sur le terrain politico-organisationnel, il s'agirait de construire des réseaux et des coordinations des différents secteurs pour la lutte, et de faire de grandes assemblées de masses où le cours de la lutte et le programme seraient adoptés. Mais ces propositions, bien que justes et nécessaires, vont de pair avec le rejet de toute forme d'organisation et de direction permanente et centralisée, qui contiendrait déjà le « germe » de la bureaucratisation.

Qu'il soit clair que nous soutenons pleinement deux aspects de la vision de milliers de jeunes. Tout d'abord, il y a la revendication de grandes actions autonomes des masses en tant que méthode de lutte qui peut changer l'histoire. Autrement dit, les révolutions sont faites par les masses mobilisées. Le deuxième point est la revendication de la nécessité de la plus ample démocratie au sein des processus de mobilisation et de lutte, comme un outil indispensable pour le développement et la réussite de ces processus. Autrement dit, nous sommes contre la conception bureaucratique, que les révolutions soient faites par les « ordres » de commandants, de secrétaires généraux et de présidents « éclairés » comme Staline, Fidel Castro ou Chavez.

Contre qui nous battons-nous ?

Nous croyons que le point de départ du débat est la question suivante : contre qui nous battons-nous ? Ou, ce qui est la même chose, qui est le responsable des crises économiques, du chômage, des bas salaires, de l'augmentation de l'exploitation, de la pauvreté et de la misère ; qui est responsable du fait que tous les régimes politiques existants soient des dictatures ou des « systèmes démocratiques » vidés de contenu, avec une minorité qui finit toujours par diriger le sort de la société moyennant des gouvernements de différents partis ?

Pour nous, la réponse est claire : c'est le système capitaliste-impérialiste.

Ce système est, tout d'abord, une *structure économico-sociale* basée sur la propriété privée des moyens de production (les usines et les champs) et d'échange (les banques) dans les mains d'une classe : la bourgeoisie.

Dans ce système, on peut distinguer quelques centaines de sociétés (les « multinationales ») et de banques impérialistes fortement concentrées (les vrais propriétaires du monde), et des bourgeoisies nationales qui y sont associées ou en dépendent. A partir de ce volet économique de la société, la bourgeoisie (en particulier l'impérialisme) dicte les « règles du jeu » économico-sociales du monde et de chaque pays.

Le moteur du système capitaliste-impérialiste est la recherche du profit des entreprises, et non la satisfaction des besoins des gens. Cette recherche du profit est devenue de plus en plus vorace, dans la mesure où le système devient de plus en plus spéculatif et



parasitaire. Et elle s'aggrave et se manifeste avec toute sa violence à cause de la crise économique internationale actuelle.

Le capitalisme, en quête de satisfaction de cette avidité de profit, est incapable non seulement de garantir l'amélioration des conditions de vie des masses, comme il pouvait le faire, par exemple, au XIXe siècle. Au contraire, pour pouvoir continuer à fonctionner, il doit attaquer ces conditions de vie et les dégrader constamment. Les exemples actuels ne manquent pas. Pour plus d'un milliard de personnes dans le monde, la réalité, c'est la faim qui a explosé dans la « révolte des affamés » en 2008 dans les pays les plus pauvres. Mais cette avidité se manifeste aussi dans des pays beaucoup plus riches, comme dans la situation de la Grèce ou du Portugal, ou par le fait qu'aux Etats-Unis, le pays le plus puissant du monde, il y a environ 45 millions de pauvres.

Il n'y aura pas de solution aux problèmes des travailleurs et des masses, aussi longtemps que subsiste le système capitaliste impérialiste. Au contraire, pour sauver les banquiers et les spéculateurs, tout va continuer à empirer : il y aura de moins en moins de nourriture, d'emplois, de salaires décents, de santé et d'éducation publiques, de logement pour tous.

Cette réalité se poursuivra jusqu'à ce que nous en finissions avec ce système et que nous le remplacions par un autre système économico-social dans lequel, grâce à une économie d'Etat planifiée, la production et l'investissement sont au service des besoins des masses et non du maintien des profits d'une poignée de sociétés et de banques. Pour cela, il faut exproprier (leur enlever) les usines, les champs et les banques des capitalistes.

Mais pour défendre sa propriété, la bourgeoisie dispose des Etats à son service, et la lutte pour l'expropriation doit passer inévitablement par la lutte pour lui arracher le pouvoir de ces Etats. Pour nous, le processus de lutte qui mène de cette réalité actuelle du capitalisme à cet objectif est la révolution socialiste.

Les limites de la « démocratie en général »

Dans les luttes en Afrique du Nord, au Moyen-Orient, en Europe et aux Etats-Unis, la bataille pour les droits démocratiques contre les dictatures ou contre « la démocratie des riches » a une incidence très grande. Nous avons vu que de nombreux militants estiment que cette « ampliation(n'existe pas en français) de la démocratie » serait la voie pour obtenir des changements sociaux.

La lutte pour les libertés démocratiques est indispensable, surtout lorsqu'elle est dirigée contre des régimes dictatoriaux ou bonapartistes qui restreignent ces libertés ou les éliminent complètement. Nous y participons et nous les promouvons entièrement. Nous croyons que ces libertés démocratiques sont indispensables pour que les travailleurs et les jeunes puissent s'organiser et lutter mieux. Il est donc tout à fait correct de se battre pour elles et de les défendre quand elles ont été obtenues et sont menacées.



Le capitalisme impérialiste agit comme un système international unifié.
Le FMI est un exemple de cela.

Toutefois, ce serait une erreur de penser que cela suffit « d'amplifier la démocratie » pour obtenir les changements sociaux et mettre un terme aux maux que le capitalisme crée. En réalité, il est erroné de parler de « démocratie » en général. Ce que nous voyons dans le monde d'aujourd'hui, ce sont des « démocraties bourgeoises », des systèmes politiques au service de la bourgeoisie, car celle-ci domine la société d'une double façon : les bourgeois sont les propriétaires des entreprises et des banques, et ils contrôlent aussi les Etats et les mettent à leur service.

Dans une véritable démocratie, les masses laborieuses devraient contrôler l'économie et les interventions de l'Etat, afin que celles-ci répondent à la satisfaction de leurs besoins les plus urgents et non pas à ceux des capitalistes et de leurs profits. Mais ce n'est pas le cas : quelles que soient les opinions politiques des masses, ce sont les grandes entreprises et les banques qui dominent l'économie et dictent les « règles du jeu ». Et l'Etat répond aux besoins de ceux-ci, par l'intermédiaire de gouvernements des différents partis, même si ceux-ci se présentent comme « idéologiquement » différents. Les indignés espagnols ont décrit cette réalité d'une façon ironique en parlant du « PPSOE » pour désigner la symbiose entre le PP et le PSOE.

C'est pourquoi les partis au gouvernement changent, mais les politiques restent les mêmes. Qui a voté, par exemple, pour les aides gigantesques de l'Etat, des milliards de dollars et d'euros, de la BCE et de la Réserve Fédérale aux spéculateurs financiers ? Qui a voté pour les programmes d'ajustement très durs ? Qui a voté pour qu'en Grèce ou en Italie gouvernent les hommes qui étaient des cadres supérieurs de la banque étasunienne Goldman Sachs ? La bourgeoisie met sur pied une série d'institutions et de législations à son service. Elle raconte aux masses que celles-ci sont « sacro-saintes », mais si elles « dérangent », elle les contourne sans problèmes.

Et si cela se complique, en raison d'une recrudescence de la lutte des classes, les véritables piliers de l'Etat bourgeois apparaissent alors : l'armée

et la répression. Il y a l'exemple de la répression contre les jeunes et les travailleurs arabes, contre les indignés européens, contre le mouvement *Occupy* aux Etats-Unis, contre les manifestations contre les ajustements en Grèce, l'exemple du délogement du Pinheirinho au Brésil, et ainsi de suite.

C'est en ce sens qu'Engels disait que même la plus ample démocratie bourgeoise est toujours une « dictature du capital ». En d'autres mots, la bourgeoisie ne garantit déjà plus des droits démocratiques de « contenu » pour les travailleurs et les jeunes, tels que l'emploi, un salaire décent et la santé et l'éducation publiques, gratuites et de qualité. Cette démocratie est, de plus en plus, une forme sans contenu, de moins en moins « démocratique ». Sous le capitalisme, il ne peut jamais y avoir de véritable démocratie pour les masses.

Comment peut-on obtenir la « vraie démocratie » ?

Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire d'éliminer carrément le contrôle économique et social que la bourgeoisie exerce dans la société, ce qui signifie lui exproprier ses usines et ses banques. Mais la bourgeoisie ne permettra jamais « de bon gré » que cela arrive, ni à cause de l'« équité » des revendications populaires. Bien au contraire, elle se défendra bec et ongles, tout d'abord avec « ses » institutions, « sa » législation et une répression mesurée des combats. Mais si le processus devient plus aigu et menace profondément sa domination, elle fera appel à toutes les réserves de « son » Etat : l'armée et la répression, et même les bandes armées « non officielles » et les coups d'Etat.

En ce sens, la lutte pour des changements économiques et sociaux de fond doit passer indispensablement par une lutte pour le pouvoir de l'Etat, entre la bourgeoisie, d'une part, et les travailleurs et les masses, de l'autre, une lutte pour décider qui a la force d'imposer sa volonté à l'autre.

Par conséquent, le programme révolutionnaire socialiste de la IIIe et la IVe Internationale met au centre de la lutte l'objectif de la prise du pouvoir, de l'installation d'un gouvernement de la classe ouvrière et du peuple, de la destruction de l'Etat bourgeois et le début de la construction d'un nouveau type d'Etat, sur des bases radicalement différentes de celles du capitalisme impérialiste. Dans le programme, ce gouvernement s'appelle la « dictature du prolétariat ».

Et c'est ici qu'une des critiques les plus fortes de la nouvelle avant-garde de combattants apparaît : n'y a-t-il pas une contradiction insurmontable entre cette « dictature » et « l'ampliation de la démocratie » ? Pour comprendre cette contradiction, il faut comprendre que, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui, il s'agit d'une dictature de la majorité contre une minorité de



Trotsky et la IVe Internationale. Détail d'une peinture murale dans la ville de Mexico.

privilégiés : les « deux cents familles » qui dominent l'économie américaine, les Botin en Espagne, les Agnelli en Italie, etc.

En même temps, contrairement à la falsification stalinienne, où les décisions ont été prises uniquement par les secrétaires généraux et les comités centraux, dans la proposition de la IIIe et la IVe Internationale, ce gouvernement se base sur les organisations démocratiques des travailleurs et des masses, comme les soviets (conseils) d'ouvriers et de paysans des premières années de l'URSS. En eux, les masses choisissaient leurs députés et leur donnaient le mandat de ce qu'elles voulaient, et ceux-ci pouvaient être révoqués à tout moment. Ces députés votaient les lois et les initiatives du gouvernement, et contribuaient également à leur mise en œuvre. Dans les deux sens, pour les masses, c'était une dictature beaucoup plus démocratique que les soi-disant « démocraties » actuelles.

La contradiction dictature versus démocratie

Il est également important de comprendre qu'aucun changement révolutionnaire profond ne peut être mis en œuvre sans la répression sur les anciennes classes et les secteurs dominants qui perdent leurs privilèges. Il en a été ainsi avec la domination bourgeoise et les démocraties bourgeoises actuelles. Celles-ci n'existeraient pas sans la Révolution française de 1789 et la « terreur » des Jacobins contre la monarchie et la noblesse, ni sans la féroce Guerre d'indépendance que les « pères fondateurs » des Etats-Unis ont menée contre l'Angleterre à partir de 1776. En ce sens, nous devons dire que, effectivement, une « vraie démocratie » naîtra d'une dictature, mais, comme nous disions, de celle d'une majorité sur une minorité.

D'autre part, le fait qu'il y aura inévitablement des attaques et des guerres contre l'Etat ouvrier naissant, si le pouvoir est pris dans un ou plusieurs pays, mais que l'impérialisme conserve la domination sur les nations les plus importantes, est aussi un facteur qui rend la dictature du prolétariat indispensable. L'invasion de l'URSS par 16 armées étrangères, en 1918, ou les guerres de Corée et du Vietnam le montrent. En ce sens, la dictature est



Réunion des soviets (conseils) des députés ouvriers en Russie, en 1917.

nécessaire pour défendre le nouvel Etat contre ces attaques.

Le caractère international de la lutte

La lutte contre le capitalisme impérialiste, bien qu'elle commence à l'échelle de chaque pays, ne peut être pleinement victorieuse qu'à l'échelle internationale, parce que ce système a ce caractère et que ses pôles principaux sont les pays impérialistes les plus forts comme les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, etc. Ce n'est qu'après avoir progressé dans ces pays que la révolution socialiste peut être considérée comme terminée.

En effet, le facteur central qui a conduit à l'échec de l'expérience du dénommé « socialisme réel » était la tentative de la bureaucratie stalinienne, de développer le « socialisme national » en URSS et dans d'autres pays (faibles, en général, sur le plan économique). Pour défendre ses privilèges, la bureaucratie a abandonné la lutte internationale contre l'impérialisme et l'a remplacée par la « coexistence pacifique » avec lui.

Dans les pays où de nouveaux Etats ouvriers ont émergé, de grands progrès eurent lieu et d'importantes conquêtes furent obtenues, mais le capitalisme impérialiste a continué à dominer les grandes puissances, de développement économique bien plus avancé. Il a maintenu ainsi la domination de la production et du marché mondial et a réussi à étrangler les « socialismes nationaux », jusqu'à les renverser.

D'autre part, si des révolutions sont victorieuses dans un ou plusieurs pays, mais ne s'étendent pas à l'échelle internationale et ne prennent pas le pouvoir dans les pays les plus importants, ces derniers utiliseront leur puissance économique et militaire pour essayer de vaincre militairement le processus.

Ce sont les deux éléments stratégiques qui expliquent pourquoi la révolution socialiste doit être internationale, et pourquoi il nous faut donc une lutte révolutionnaire internationale pour la réaliser.

La démocratie ouvrière

Nous avons vu que notre proposition de fonctionnement pour le nouvel Etat que nous proposons de construire est basée sur la construction de la démocratie la plus profonde pour les travailleurs et les masses. Pour la différencier de la « démocratie bourgeoise », nous l'appelons « démocratie ouvrière » et c'est un point central de notre programme.

La lutte pour la démocratie ouvrière ne concerne pas seulement l'Etat futur. Au contraire, elle est profondément valable et indispensable, aujourd'hui, dans la lutte contre les bureaucraties syndicales, complices et collaboratrices du capitalisme. Il faut expulser ces dirigeants vendus et avancer pour obtenir de nouvelles directions au sein des organisations de masse. Nous prônons également la pleine mise en œuvre et la défense de la démocratie ouvrière dans les nouveaux





Des travailleurs de la construction en Argentine, en assemblée au cours d'une grève. Le capitalisme a créé de grandes concentrations d'ouvriers et de travailleurs qui peuvent le paralyser avec leur lutte.

organismes de lutte qui se construisent dans le processus.

Nous croyons que la révolution socialiste et la lutte qui y mène ne peuvent pas se développer jusqu'à la fin sans se baser sur un processus de mobilisation permanente des masses, à travers l'autodétermination et l'organisation démocratique.

En même temps, nous estimons que ces éléments – la mobilisation permanente et autodéterminée des masses, la démocratie ouvrière dans ses organismes et le contrôle sur les dirigeants et le droit à les révoquer – sont les seuls moyens véritables pour combattre et prévenir la bureaucratisation de ces dirigeants et ces organismes. Voilà pourquoi le stalinisme et toutes les bureaucraties les détruisent et le trotskysme se bat sans relâche pour leur défense.

Le parti démocratiquement centralisé

L'Etat bourgeois est un appareil centralisé avec de nombreuses ressources, et le caractère que doit avoir la lutte pour le pouvoir contre lui marque les limites des réseaux et coordinations pour cette lutte. Ces formes d'organisation ont montré la capacité de convoquer à d'importantes mobilisations de résistance, et de réaliser celles-ci, dans le cadre d'une unité d'action des divers groupes sociaux, en particulier dans le contexte des luttes pour les libertés démocratiques ou contre les plans d'ajustement. Mais quand il s'agit d'avancer dans l'assaut décisif contre l'Etat bourgeois, ces formes ne sont plus efficaces, car elles tendent inévitablement à la dispersion à cause des contradictions des objectifs parmi les différents composants du réseau.

Par sa nature même, la lutte pour le pouvoir doit nécessairement être centralisée et disciplinée. Sinon, les différents secteurs concernés peuvent être vaincus séparément. Dans l'histoire moderne, il y a eu deux manières de diriger cette lutte centralisée et disciplinée avec possibilité de victoire.

La première est le « parti-armée », comme, par exemple, dans les processus révolutionnaires en Chine, à Cuba, au Vietnam, etc. Ici, la discipline est assurée par une structure militaire verticale où les « commandants » décident ce qu'il faut faire et ne pas faire. Mais cette discipline militaire indispensable s'applique sans changements sur le terrain politique : les divergences internes ne sont pas tolérées et sont souvent réglées par des assassinats, comme ce fut le cas de la commandante Ana Maria, du FMLN salvadorien en 1983. Nous nous opposons résolument à cette méthodologie.

L'autre alternative, celle que nous proposons, est le parti léniniste (ou de combat), comme dans la Révolution russe de 1917, qui fonctionne avec la méthodologie du « centralisme démocratique ». Cela signifie que, dans son action dans la lutte de classes (par exemple, lors d'une grève ou d'une manifestation), le parti agit de façon centralisée et disciplinée, dirigé par sa direction, c'est-à-dire avec la position votée en majorité dans ses organismes. Cette centralisation et cette discipline dans l'action, dans la lutte des classes, sont encore plus nécessaires dans les moments les plus aigus, comme lors de la lutte pour le pouvoir.

Mais cette dernière alternative a de profondes différences avec le parti-armée, qui se manifestent dans le « pôle démocratique » du parti léniniste. Une première différence est que l'adhésion à cette centralisation et cette discipline est toujours volontaire, et il n'y a que ceux qui sont d'accord avec son programme et sa méthodologie qui « s'obligent » à l'accepter. Une autre est qu'il y a des instances centrales dans lesquelles les membres discutent de tout ce qui concerne la vie du parti. C'est surtout le cas lors des congrès, où les délégués élus par la base votent la direction, le programme et l'orientation politique que la direction élue mettra en œuvre par la suite.

De cette manière, le centralisme démocratique s'est révélé être en mesure d'avoir la discipline de fer nécessaire à la lutte pour le pouvoir et être, en même temps, capable de réaliser une « élaboration collective » du programme, faire une sélection des meilleurs dirigeants et « apercevoir » les changements dans les situations complexes de la lutte de classe et dans l'état d'âme des masses.

La « centralité » de la classe ouvrière

Les programmes de la IIIe et la IVe Internationale posent clairement le rôle central et de direction de la classe ouvrière dans le processus de lutte pour la révolution socialiste. (Elle est le « sujet social » de cette révolution.)

Cet aspect est aussi mis en doute par ceux qui disent que la classe ouvrière a actuellement un poids social beaucoup plus réduit qu'à l'époque de Lénine et de Trotsky, qu'une partie d'elle s'est « embourgeoisée » par certains acquis sociaux et agit maintenant



d'une façon « conservatrice ». Selon eux, d'autres secteurs sociaux auraient, en revanche, émergé, comme la paysannerie pauvre, les masses urbaines plébéiennes, la jeunesse étudiante, le « précariat » (une catégorie distincte et plus exploitée de la classe ouvrière), etc., qui seraient plus combatifs. On ne devrait donc plus parler de « classe ouvrière », mais de « peuple », de « citoyens », parmi d'autres termes.

La thèse marxiste, que la classe ouvrière est le « sujet social » principal de la lutte contre le capitalisme, est apparue comme le résultat d'une analyse scientifique, et non comme un dogme ou une croyance religieuse et irrationnelle. C'est la classe ouvrière ou du travail qui réalise la production et qui fait marcher économiquement la société ; il s'agit, en particulier, des travailleurs de l'industrie et des services clés tels que l'énergie, les transports, les communications et les banques. C'est-à-dire que leur lutte a la capacité de paralyser directement le « cœur » et d'autres « organes vitaux » de la société capitaliste. D'autre part, le capitalisme lui-même a concentré la classe ouvrière dans de grands noyaux que nous appelons les « bataillons lourds » de la lutte. Bien qu'il y ait eu quelques changements dans la structure de production, nous pensons que cette analyse est toujours essentiellement valable : la classe ouvrière se trouve toujours dans le centre du fonctionnement de la société capitaliste.

Si à certains moments du XXe siècle, et dans certains pays, il y a eu des secteurs de travailleurs qui avaient des privilèges (« l'aristocratie ouvrière »), aujourd'hui, la classe ouvrière dans son ensemble est attaquée par la bourgeoisie et reprend sa place en première file dans la lutte, comme le montrent les processus en Egypte ou en Europe.

D'autres secteurs sociaux opprimés, tels que le paysannat pauvre ou les masses urbaines plébéiennes, peuvent être plus explosifs dans leurs luttes, par leurs propres caractéristiques sociales, mais ils sont aussi beaucoup moins cohérents et incisifs. Les jeunes, quant à eux, apportent toujours la combativité et la radicalisation, mais, s'agissant d'un secteur non structurel, ils ne peuvent pas, par eux-mêmes, attaquer les « centres vitaux » du capitalisme.

Il est indispensable que les jeunes des mouvements alternatifs de lutte comprennent que, sans la classe ouvrière, il est pratiquement impossible de s'emparer du pouvoir et de renverser le capitalisme, et encore moins de commencer une construction de transition au socialisme.

Dans ce contexte, il ne faut pas confondre la classe ouvrière avec les appareils syndicaux bureaucratiques, conservateurs et ennemis de la mobilisation. Il est donc indispensable que ces jeunes utilisent leur radicalisation et leur combativité, non pour « se séparer » des travailleurs (ou se dissoudre dans la « citoyenneté »), mais pour être le catalyseur qui aide la base ouvrière à entrer de façon pleine et autodéterminée dans la lutte.

Il ne faut toutefois pas comprendre la revendication de cette centralité de la classe ouvrière comme une affirmation que cette classe serait l'unique sujet de la lutte contre le capitalisme. Au contraire, le programme de la IIIe et de la IVe Internationale reconnaît clairement qu'il y a d'autres secteurs sociaux sévèrement attaqués par le capitalisme et qui luttent également avec force. De cela dérive d'ailleurs l'importance et la nécessité de disputer ces secteurs à l'influence du capitalisme. La proposition est donc de construire une « alliance des classes opprimées », dirigée et structurée par la classe ouvrière, pour lutter contre le capitalisme.

L'indépendance de classe

C'est un autre point central de notre programme, profondément lié à ce qui précède : la nécessité pour la classe ouvrière de maintenir son indépendance politique complète par rapport à la classe bourgeoise. Cela signifie que la classe ouvrière s'organise politiquement en totale indépendance de toute variante bourgeoise, y compris celle déguisée comme « de gauche », et que cela se manifeste à tous les niveaux, y compris l'électoral.

Ceci est particulièrement important lorsque la bourgeoisie « déguise » ses gouvernements par le biais des soi-disant « fronts populaires » – des gouvernements de coalition entre partis bourgeois et partis ouvriers réformistes –, comme c'est le cas du gouvernement du PT au Brésil, ou des gouvernements bourgeois « populistes de gauche », comme celui de Chavez au Venezuela. Ce sont des manœuvres du capitalisme pour survivre, et des impasses pour la classe ouvrière.

Nous sommes totalement opposés à tout soutien à ces gouvernements, et surtout, à y participer. Au contraire, nous sommes en opposition avec eux tous, et nous combattons pour que la classe ouvrière ne leur accorde pas la moindre confiance et préserve sa pleine indépendance politique.

Il s'agit d'un véritable « test de tournesol » pour les courants qui se revendiquent comme révolutionnaires, car



La célèbre place Tahrir au Caire. Les processus révolutionnaires de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ont montré de nouveau que les grandes luttes des masses sont capables de « changer l'histoire ».





*La police espagnole réprime un « indigné » à Barcelone.
La bourgeoisie possède des appareils spéciaux pour réprimer la lutte des masses et défendre sa propriété et ses profits.*

la plupart d'entre eux ont capitulé à ces gouvernements.

Vers qui dirigeons-nous notre appel ?

Quand nous appelons à la reconstruction de la IVe Internationale, nous sommes conscients que c'est une tâche qui n'est pas réservée aux seules trotskystes, mais qu'elle est celle de tous les révolutionnaires. Qui plus est, nous croyons qu'actuellement la plupart des organisations qui se revendiquent comme trotskystes ne sont pas disposées, en forme ou en contenu, à assumer cette tâche.

Il n'y a aucun moyen de reconstituer la IVe Internationale si ce n'est pas autour d'un programme révolutionnaire, dont nous avons abordé brièvement les thèmes centraux dans cet article. Mais de nombreuses organisations, y compris le dénommé Secrétariat Unifié (SU), ont abandonné depuis longtemps le programme et les principes de la IVe Internationale (par exemple, la lutte pour le pouvoir ouvrier ou la construction de partis révolutionnaires), et ont traversé la frontière de classe vers la collaboration avec la bourgeoisie et la capitulation à elle(de trop ou alors il manque des mots), comme c'est le cas avec le soutien accordé aux gouvernements de Lula au Brésil et de Prodi en Italie.

Il ne s'agit pas non plus de regrouper les organisations sectaires, qui confondent leurs désirs avec la réalité et se contentent de réciter le programme trotskyste, mais qui sont incapables de trouver ou même de chercher, avec ce programme, le chemin vers les masses. Trotsky avait déjà sonné l'alerte sur l'impossibilité de construire quelque chose ensemble avec les sectaires.

Qui plus est, lorsque ces sectes parviennent à atteindre une certaine croissance, tout en conservant leur caractère bureaucratique, d'appareil et d'autoproclamation (« nous sommes la IVe Internationale »), elles commencent à montrer aussi une allure opportuniste. Ce fut le cas du « lambertisme » et c'est le cas, actuellement, de la Faction Trotskyste, dirigé par le PTS de l'Argentine.

Aux caractéristiques signalées, ces organisations ajoutent la politique de faire constamment des appels au « regroupement des révolutionnaires » et aux « conférences ouvertes », avec la seule intention d'agir de façon déloyale sur les grandes organisations trotskystes et d'en soustraire quelques militants. Elles ne déploient pas une volonté réelle d'intervenir dans la lutte des classes, mais bien une sorte de « cannibalisme politique » et une déloyauté permanente. Toute tentative de reconstruire la IVe Internationale avec ces groupes aboutit, inévitablement, à la paralysie causée par des luttes intestines sans fin.

Une IVe Internationale avec de nombreux combattants d'une autre origine

Nous ne parlons donc pas d'une croissance linéaire des organisations existantes de la LIT, quand nous évoquons la reconstruction de la IVe Internationale. Nous sommes conscients que c'est seulement possible de reconstruire la IVe Internationale avec l'incorporation de milliers de militants révolutionnaires originaires de diverses trajectoires. La « IVe Internationale reconstruite » devra regrouper des révolutionnaires originaires de différentes traditions du marxisme, et de courants extérieurs à lui, sur la base de l'accord autour d'un programme révolutionnaire.

Nous avons essayé d'exposer les axes centraux de ce programme dans cet article :

- L'incapacité du capitalisme impérialiste de résoudre les besoins urgents des masses, et son attaque de plus en plus intense sur les conditions de vie de celles-ci ;
- La nécessité d'une révolution socialiste internationale pour changer radicalement cet état de choses ;
- Le rôle central de la classe ouvrière en tant que sujet de la révolution socialiste ;
- La promotion et la défense de la mobilisation permanente de la classe ouvrière et de ses alliés ;
- La promotion et la défense de l'indépendance politique de la classe ouvrière par rapport à toute variante bourgeoise, en particulier par rapport aux gouvernements de front populaire et populistes de gauche ;
- La nécessité de lutter contre toutes les bureaucraties et pour un régime de démocratie ouvrière dans toutes les organisations de la classe ;
- L'affirmation que la grande tâche de la classe ouvrière à ce stade est de prendre le pouvoir, détruire l'Etat bourgeois et ses forces armées et établir une dictature révolutionnaire du prolétariat ;
- Les conseils ouvriers, paysans et populaires comme base pour l'Etat révolutionnaire pour lequel nous



luttons et qui doit avoir un régime de la plus large démocratie pour la classe ouvrière et la majorité absolue du peuple ;

- Le rejet de la soi-disant « théorie » du « socialisme dans un seul pays » ; la révolution socialiste aura un caractère international ou elle sera vouée au recul et à l'échec ;
- Le besoin immédiat et incontournable de construire une organisation révolutionnaire internationale, composée par des partis nationaux selon le modèle léniniste, dans tous les pays, en tant que sections de cette Internationale ;
- La défense de la morale ouvrière et révolutionnaire, ce qui, pour nous, implique aussi la défense de la plus grande loyauté dans les relations entre les organisations qui se revendiquent comme révolutionnaires.

Notre appel est adressé, bien sûr, aux organisations révolutionnaires avec lesquels nous pouvons établir des accords programmatiques et des relations fraternelles de discussion dans le processus de rapprochement. Il est adressé essentiellement, tout d'abord, aux courants et aux groupes qui s'orientent vers la gauche, à la recherche d'une alternative révolutionnaire, après avoir rompu avec les grandes organisations de masse qui sont encore dirigées par le stalinisme, la social-démocratie et le castro-chavisme.

Il vise, deuxièmement, ces nouvelles générations de combattants, comme les jeunes Egyptiens qui participent à des organisations telles que le « *6 Avril* », les militants des « *Indignés* » européens ou ceux d'*Occupy* aux Etats-Unis. Ceux-ci luttent activement contre les dictatures et les conséquences du capitalisme et de la crise, et ils cherchent des références qui leur permettent de s'orienter dans cette lutte.

Nous les appelons tous à construire la IVe Internationale, car, comme nous avons mentionné précédemment, nous croyons que la construction d'une direction révolutionnaire internationale est « la première de toutes les tâches » que nous proposons aux combattants.

La LIT-QI au service de cette tâche

Nous avons déjà signalé que la LIT-QI est au service de la reconstruction de la IVe Internationale. Cela signifie qu'elle se met à disposition des organisations et des militants révolutionnaires à travers le monde, comme un outil et un espace démocratique pour la reconstruction de la IVe Internationale, et qu'elle met immédiatement son patrimoine politique et militant, sa structure de sections et ses publications au service de cette tâche. En fait, elle commence déjà à être un petit pôle de regroupement de quelques organisations et militants trotskystes et non trotskystes.

Toutefois, des fusions qui pourraient conduire à une nouvelle organisation internationale ne sont pas à l'ordre du jour dans l'immédiat. Et il n'existe pas non plus une organisation de plus de poids, dans laquelle la LIT-QI pourrait entrer pour en faire partie. Nous croyons donc que, *dans les conditions actuelles, la tâche de reconstruire la IVe Internationale passe par la construction et le développement de la LIT-QI*.

Cette conclusion ne constitue pas une sorte d'autoproclamation. Nous ne sommes pas la IVe Internationale reconstruite, nous n'avons pas cette prétention. Il s'agit d'une tâche qui reste à faire et nous espérons la réaliser avec tous les révolutionnaires prêts à y faire face. Cela aura certainement son expression organisationnelle à l'avenir, mais la situation actuelle est telle que décrite ci-dessus.

La LIT-QI est donc aujourd'hui l'« espace naturel » pour que les militants et les groupes révolutionnaires s'y intègrent et agissent à l'échelle internationale, pour qu'ils discutent et interviennent dans les centres de la lutte de classes et apportent l'actualisation programmatique nécessaire, exigée par les changements dans la situation mondiale.

Nous sommes conscients que la LIT est encore une petite organisation. Notre force principale réside dans le programme révolutionnaire que nous avons présenté et dans la volonté de se battre de façon conséquente pour lui.

Nous lançons donc l'appel à construire la LIT. Nous mettons notre organisation internationale à la disposition de ces militants et groupes pour qu'ils la prennent, autour de ce programme, comme un instrument pour faire avancer la construction d'une Internationale révolutionnaire avec poids de masse.



Argentine

Rassemblement du PSTU argentin en hommage à Nahuel Moreno

En janvier dernier, l'élégant salon Bolivar de l'hôtel Bauen, dans le centre de Buenos Aires, capitale de l'Argentine, a acceuilli environ 200 camarades qui se sont retrouvés pour rendre hommage à Nahuel Moreno, lors du 25e anniversaire de sa mort.

Un mélange d'émotions s'empara d'emblée des camarades qui avaient fait le déplacement, lorsqu'une vidéo reprenait l'intervention de Moreno lors de la clôture de la 2e Conférence Internationale de la Ligue Internationale des Travailleurs. Précisément en cette année du 30e anniversaire de la fondation de la LIT, l'œuvre politique majeure de Moreno, toutes les personnes présentes pouvaient être témoins de la passion révolutionnaire avec laquelle il menait chaque action dans sa vie.

Discours et salutations

Demián Romero, le secrétaire général de ATEN Centenario, de la province de Neuquén, avait la responsabilité de déclarer ouverte la célébration et de présenter les orateurs, qui se sont adressés aux dizaines de militants ouvriers et des mouvements sociaux et étudiants qui étaient au rendez-vous. Un applaudissement chaleureux a parcouru toute la salle quand fut mentionnée la présence de Clara Bressano, la fille de « vieux » Nahuel, et de Ricardo Napurí, dirigeant historique du Pérou, cofondateur de la LIT. Le même accueil fut réservé à la présence des camarades des partis frères de l'Uruguay et du Paraguay, et aux salutations des partis frères du Chili et du Secrétariat international de la LIT.

Le premier à prendre la parole était Eduardo Barragán, président de l'Association des Professionnels de l'hôpital Larcade, qui, au nom de la direction nationale du PSTU, passait brièvement en revue les piliers fondamentaux sur lesquels repose, aujourd'hui plus que jamais, l'actualité du programme trotskyste et moréniste. Ce programme peut être résumé dans la construction de l'organisation internationale fondée il y a 30 ans par Moreno, la LIT, comme un outil essentiel pour avancer sur le chemin de la reconstruction de la Quatrième Internationale et l'organisation de la révolution socialiste à l'échelle mondiale.

Luciana Danquis, dirigeante de la jeunesse du PSTU, est ensuite intervenue en présentant ce que cela signifie d'être moréniste aujourd'hui en Argentine : « *C'est faire face au gouvernement qui commence maintenant, en pleine crise mondiale, à appliquer les ajustements contre le peuple, et qui demande aux travailleurs d'être solidaires pour soutenir les entreprises qui reçoivent des subventions.* » En ce sens, la camarade a fait un appel à toutes les personnes présentes pour rejoindre le PSTU, afin d'aider à construire l'alternative politique dont les travailleurs ont besoin pour gouverner et pour ne pas payer la crise.

Clôture internationaliste

La clôture incombait au camarade Dirceu Travesso, aliás « Didi », dirigeant du syndicat des travailleurs du secteur bancaire et de la CSP-Conlutas et membre de la direction du PSTU brésilien, qui était venu spécialement du Brésil pour participer au rassemblement. Au nom de la LIT, le camarade exposa clairement la situation et les tâches que nous avons actuellement en tant que révolutionnaires : « *Notre courant international est petit et fragile, mais nous ne pouvons pas rester les bras croisés en présence des opportunités énormes que la lutte de classe nous donne face à la crise mondiale. Le centre de la tâche est la construction, ensemble avec les masses en lutte, de ce programme révolutionnaire qui doit nous permettre de vaincre le capitalisme.* »

A la fin, entre slogans et chants des participants, il a été signalé que ce rassemblement n'était que le début d'un hommage qui se poursuivra tout au long de l'année et qui atteindra son apogée en octobre, lors de la réalisation de la commémoration du 30e anniversaire de la fondation de la LIT, en Argentine, pays de naissance et des premiers pas du morenisme. Après avoir chanté l'Internationale, l'hymne de la classe ouvrière, les gens se sont retirés du salon avec la sensation d'avoir rendu hommage à notre maître à penser de la façon dont il l'aurait aimé le plus : plein de force et d'énergie pour faire face aux défis que la lutte de classe nous impose, pour saisir les opportunités et construire le parti et l'Internationale qu'il nous a légués.



La LIT-QI en Italie

Le Parti d'Alternative Communiste

Fabiana Stafanoni

Le *Parti d'Alternative Communiste* (PdAC) est né en janvier 2007 après une phase de constitution commencée en avril 2006, lorsque quelques centaines de dirigeants et militants ont quitté *Refondation Communiste*. C'est en avril 2006 que la coalition de centre-gauche (dirigé par Romano Prodi) a remporté les élections et que *Refondation* est entrée au gouvernement, soutenant des politiques racistes, bellicistes et antiouvrières. Le soutien de *Refondation* à ces politiques bourgeoises a provoqué une désintégration du parti, avec plusieurs scissions et une débâcle électorale (une descente de 9 % à 1 %).

La décision de rejoindre la LIT-QI

Le PdAC est né de la nécessité de construire une opposition communiste aux gouvernements bourgeois. Les militants qui ont participé à la phase de constitution étaient convaincus qu'un parti de classe se construit à l'échelle internationale, et ils eurent des contacts avec plusieurs organisations internationales qui se revendiquent comme trotskystes.

Le congrès fondateur du PdAC a décidé d'adhérer à la Ligue Internationale des Travailleurs, considérant que la LIT est actuellement la principale organisation trotskyste internationale, tant par sa diffusion comme par son potentiel de croissance. En Europe, elle est la seule force révolutionnaire présente dans divers pays, bien qu'avec des limitations. Le Xe Congrès de la LIT, récemment tenu, nous a montré que nous ne nous sommes pas trompés dans notre choix : le débat entre les sections, les anciennes et les nouvelles, d'origines diverses, ont montré que la LIT est une organisation basée sur le centralisme démocratique, marxiste de façon cohérente, et présente dans la réalité des luttes.

L'intervention dans les luttes et la propagande

Entre 2007 et aujourd'hui, le développement du PdAC n'a pas été linéaire, mais avec des bonds et des ruptures, comme toujours dans l'histoire des partis communistes. Si certains dirigeants ont quitté le parti par opportunisme syndical, d'autre part, de nombreux jeunes cadres y sont entrés, en particulier des militants des luttes des étudiants et des immigrés.

Tout au long de ces années, le PdAC a approfondi son intervention syndicale, étant engagé dans une bataille pour la construction d'une grande centrale syndicale de classe en Italie. Les trois confédérations de conciliation, la Cgil, la Cisl et la Uil, qui, selon leur nombre d'affiliés, contrôlent la majorité des travailleurs, sont de plus en plus subordonnées aux patrons italiens. Et la gauche, le syndicalisme combatif, est victime d'une fragmentation élevée, avec de nombreuses petites organisations.

Notre action syndicale se développe dans la Cgil (en particulier parmi les métallos de la Fiom-Cgil) et, surtout, parmi le syndicalisme combatif. Aujourd'hui, après l'expulsion de Fabiana Stefanoni – l'auteure de ce texte – du syndicat stalinien Usb, notre intervention se concentre principalement sur le syndicat CUB, la Confédération Unitaire de Base.

Les instruments de propagande du parti sont le journal bimestriel « *Progetto comunista* » et une revue théorique semestrielle « *Trotskismo oggi* ». En termes d'agitation, nous intervenons dans toutes les grandes luttes qui se déroulent dans le pays. En particulier, de nombreux jeunes ont rejoint le PdAC ces deux dernières années, suite au développement des luttes des étudiants qui se sont fortement radicalisées en Italie. (En décembre 2010, des milliers d'étudiants ont attaqué le Sénat.) Par conséquent, nous avons développé une intervention en tant que Jeunesse d'Alternative Communiste.

Nos tâches dans la phase qui s'annonce

Aujourd'hui, l'Europe est au centre de la crise mondiale. La situation économique de l'Italie est similaire à celle de la Grèce : le gouvernement de Monti, sous mandat de la troïka UE-BCE-FMI, est en train de massacrer la classe ouvrière. Il n'a pas remis en question les mesures de Berlusconi, et en outre, en décembre dernier, il a appliqué des coupes économiques dans le budget pour trente milliards d'euros, ce qui a aggravé considérablement les conditions de vie des masses populaires.

Le gouvernement s'apprête maintenant, en collaboration avec la bureaucratie syndicale de la Cgil, la Cisl et la Uil, à démanteler aussi l'Article 18, c'est-à-dire la protection qui empêchait les licenciements discriminatoires dans la grande industrie. Mais il est prévisible que la prochaine phase se caractérise, en Italie aussi, par une explosion de conflits sociaux à grande échelle. Le PdAC se prépare, ensemble avec les autres sections européennes de la LIT, à l'augmentation des luttes en Europe.



Le PT du Paraguay

Une histoire de lutte au sein du peuple des travailleurs



Le 19 mars 1989, un mois après la chute de la dictature dirigée par le général Alfredo Stroessner (1954-1989), quelque 130 travailleurs urbains et ruraux ont donné naissance au Parti des travailleurs (PT). Trois jours plus tard, le 22 mars, le PT est devenu le premier parti de gauche à être légalement reconnue, depuis plus d'un demi-siècle d'histoire politique du Paraguay. C'est ainsi que le travail, développé dans la clandestinité pendant les cinq années précédentes par les camarades de l'Organisation Socialiste Révolutionnaire (OSR), est apparu publiquement.

L'OSR avait adopté comme principe la lutte pour le socialisme révolutionnaire, l'anti-impérialisme et l'internationalisme prolétarien. Et c'est ainsi que ses fondateurs avaient demandé en 1987 l'entrée de l'organisation dans la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI), comme section officielle au Paraguay, contribuant depuis lors, avec leur militantisme quotidien, à la construction d'un Parti mondial de la révolution socialiste.

Le parti se construit dans les luttes

La chute de Stroessner a donné lieu à une montée, peut-être sans précédent dans l'histoire, dans l'organisation et les luttes de la classe ouvrière et des secteurs populaires qui avaient été muselés pendant des décennies par les persécutions, les arrestations, la torture et l'assassinat perpétrés sous la dictature. Il y avait alors une explosion incontrôlée de luttes, de grèves et d'occupations de masse à la campagne.

Des militants du PT ont eu une implication directe dans beaucoup de ces luttes, convaincus que le parti se construit au sein de ceux-ci.

Dans les années 90, il y a eu des occupations de terres massives, dont des dizaines étaient dirigées par des membres du parti. Dans ce cadre, des milliers d'hectares ont été conquis pour le paysannat pauvre, sous la bannière de la lutte pour une réforme agraire radicale.

Les militants du parti également ont participé à la construction des organisations paysannes les plus importantes, telles que la Coordination Nationale des Agriculteurs du Paraguay (CONAPA), une organisation qui par la suite a donné naissance à la Fédération Nationale Paysanne (FNC), le Bureau des Organisations Paysannes (MCNOC) et la Centrale Nationale des Organisations Paysannes, Indigènes et Populaires (CNOCIP).

Des militants du PT sont intervenus dans le front syndical, en tant que membres du Groupement Indépendant de Travailleurs (AIT), et ont rejoint en 1985 le Mouvement Intersyndical des Travailleurs, une organisation qui, après la chute de la dictature en 1989, est devenu la Confédération Unitaire des travailleurs (CUT).

Cela fait partie de l'histoire et de la fierté du Parti des Travailleurs, d'avoir participé aux grandes luttes menées par le peuple des travailleurs : la lutte pour la démocratie, commencée contre la dictature dans le Mars paraguayen de 1989 ; les luttes anti-impérialistes contre la privatisation, la loi antiterroriste et la criminalisation des luttes sociales.

Une alternative de classe et socialiste lors des élections

Le PT a participé aux élections, car il comprend l'importance de présenter une alternative politique qui s'oppose aux partis des patrons et des propriétaires, laquais de l'impérialisme.

En 1993, il a constitué le front électoral *Unité des Travailleurs et du Peuple* (UTP), en alliance avec d'autres organisations de gauche et qui a présenté la candidature à la présidence de la République du camarade Coco Arce.

Lors des élections générales de 2003, il a participé à une autre alliance, la *Gauche Unie* (IU), qui présenta la candidature du dirigeant paysan Tomás Zayas, un dirigeant du PT.

En 2008, ayant cherché en vain des alliances, le Parti des Travailleurs s'est présenté seul aux élections, pour la première fois, parce que les autres partis de gauche soutenaient alors la candidature de conciliation de classes de Lugo / PLRA. Il a présenté une liste complète, avec à la tête la candidature du camarade Julio Lopez à la présidence de la République.

Le PT aujourd'hui

Nous sommes fiers de rester fidèles à notre orientation de classe et à la stratégie de la construction du socialisme avec des méthodes révolutionnaires, et de ne pas avoir capitulé au gouvernement de Front populaire de Lugo / PLRA. Ce n'est pas rien, car presque toute la gauche y a dès le début créé des liens et en a fait organiquement partie.

Arborant le drapeau de l'indépendance de classe, le PT a proposé ce mot d'ordre à la classe ouvrière paraguayenne. Et c'est ainsi que ses membres ont consacré leurs efforts, ces dernières années, à la construction d'un espace pour avancer dans la réorganisation du mouvement syndical.

La Confédération de la Classe Ouvrière (CCT), une organisation de la classe, indépendante, démocratique et de lutte au service de la défense des droits et intérêts de la classe ouvrière, la paysannerie et d'autres secteurs populaires de notre pays, a été fondée le 20 novembre 2010, avec les camarades du PT à sa tête.



Table des matières



Arrêtez la guerre sociale et les coupes ! Contre le paiement de la dette !

La dette publique et la monnaie unique sont des instruments d'une véritable guerre sociale de la Troïka et des gouvernements contre les travailleurs. Elles sont un instrument de colonisation des pays les plus faibles en faveur de la banque privée et des pays les plus forts, notamment l'Allemagne.
La Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne et l'Italie sont actuellement dans une situation similaire à celle de l'Argentine dans les années 90. Les travailleurs subissent un recul historique dans leur niveau de vie et leurs acquis.
Contre la catastrophe sociale et le pillage des pays les plus faibles, l'issue pour les travailleurs est de cesser de payer la dette, de rompre avec « l'UE du capital » et le pacte de l'euro, de nationaliser sans indemnisation le système financier, pour avancer vers la construction de gouvernements des travailleurs dans chaque pays, et vers une Europe des travailleurs et des peuples, les Etats-Unis socialistes d'Europe. La voie est la lutte dans chaque pays et à travers l'Europe.